

F&D

FINANCES & DÉVELOPPEMENT FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

TECHNOLOGIE

*Libérer le potentiel
de la fintech au
Moyen-Orient*

ÉCHANGES

*Un Moyen-Orient
ouvert au commerce*

**ÉGALITÉ
FEMME-HOMME**

Briser les barrières

SEPTEMBRE 2023



L'HEURE EST À LA TRANSFORMATION

Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord



ANNUAL MEETINGS
2023 | **مراكش Marrakech**
WORLD BANK GROUP
INTERNATIONAL MONETARY FUND

SÉMINAIRES
DU 9 AU 15 OCTOBRE 2023
MARRAKECH

Inflation persistante, flambée des taux d'intérêt, hausse de la dette : il est difficile de redynamiser la croissance mondiale. Comment les pays peuvent-ils surmonter ces obstacles et saisir de nouvelles opportunités pour une croissance inclusive et robuste ? Suivez le programme des séminaires des Assemblées annuelles 2023 du Groupe de la Banque mondiale et du FMI pour examiner de près le potentiel de transformation de la transition verte, du passage au numérique et des réformes économiques qui s'imposent pour garantir une prospérité partagée par tous.

PARTICIPEZ AU DÉBAT

Suivez-nous      

#WBMeetings #IMFMeetings



Pour en savoir plus,
rendez-vous sur
meetings.IMF.org

Table des matières

Finances & Développement

Publication trimestrielle du Fonds monétaire international
Septembre 2023 | Volume 60 | Numéro 3

Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord

18

La refonte des économies du monde arabe

Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord peuvent tirer parti d'un environnement mondial en constante évolution
Jihad Azour et Taline Koranchelian

24

Libérer le potentiel de la fintech au Moyen-Orient

Des réglementations mieux adaptées permettront au Moyen-Orient d'attirer plus d'investissement et de stimuler l'innovation en matière de finance numérique
Amjad Ahmad

28

Afrique du Nord : le mirage de l'hydrogène

Les milliards de dollars que font miroiter les projets de production d'hydrogène risquent de faire oublier les crises intérieures aux dirigeants
Rabah Arezki

32

Financer la paix et la stabilité

Une trajectoire vers la prospérité passe par un soutien de la communauté internationale à la paix en tant que bien public mondial
Franck Bousquet

37

La dette au Moyen-Orient : une crise en perspective

La dette a atteint un seuil critique dans certaines parties du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord
Adnan Mazareli

42

Le Moyen-Orient et le commerce

Les pays du Golfe peuvent contribuer à l'essor du commerce au sein du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord et à l'intégration de la région dans le système commercial mondial
Nasser Saidi et Aathira Prasad

46

Faire tomber les barrières

Les entrepreneuses changent la dynamique du monde du travail dans les pays arabes
Gary A. Seidman

Aussi dans ce numéro

50

La politique industrielle et le trilemme de la stratégie de croissance

Dans le ballet auquel se livrent l'intervention étatique et les forces du marché, la politique industrielle doit éviter les faux pas
Ruchir Agarwal

54

Régler la dette climatique

Le chiffrage des dommages imputables aux émissions aide à évaluer la juste part de chaque pays dans le fardeau climatique
Benedict Clements, Sanjeev Gupta et Jianhong Liu



18

Rubriques

6

Kaléidoscope

Un aperçu global et succinct

8

L'ABC de l'économie

La résilience des envois de fonds

L'argent que les travailleurs migrants envoient dans leur pays d'origine est une source de revenus stable pour des millions d'habitants des pays en développement

Dilip Ratha

10

Point de vue

Moyen-Orient : un paysage qui se transforme

Une évolution générationnelle et géopolitique crée de nouvelles possibilités de prospérité dans le Grand Moyen-Orient

Vali Nasr

Comment la Jordanie a pris son destin budgétaire en main

Le ministre jordanien des Finances raconte comment, malgré vents et marées, son pays a fait oeuvre de pionnier en matière de mesures budgétaires préventives et progressives

Mohamad Al-Ississ

L'humain au cœur du financement pour l'action climatique

Nous devons trouver une façon équitable de financer un avenir résilient au changement climatique

Rania Al-Mashat

16

Pleins feux

Siècle africain

La transformation démographique en Afrique pourrait très bien modifier l'ordre mondial

Andrew Stanley

58

Paroles d'économistes

L'économiste universelle

Nicholas Owen brosse le portrait de *Minouche Shafik*, de l'Université Columbia

62

Entre nous

La dynamique de l'intégration commerciale

Jihad Azour et Abebe Aemro Selassie

64

Café de l'économie

Comment adopter l'intelligence artificielle

Joshua Gans estime que pour apprécier le potentiel et les risques de l'intelligence artificielle, il faut la mettre à la disposition du public

66

Notes de lecture

Grand angle sur les inégalités

Economics in America: An Immigrant Economist Explores the Land of Inequality, Angus Deaton

Longue vie et prospérité

Power and Progress: Our 1000-Year Struggle Over Technology and Prosperity, Daron Acemoglu et Simon Johnson

68

Histoires d'argent

Objectif planète rouge

Les Émirats arabes unis honorent le visionnaire à l'initiative de l'ambitieux programme spatial du pays

Analisa R. Bala



En couverture

Le monde d'aujourd'hui évolue à toute vitesse : c'est l'occasion de grandes transformations au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Dans la couverture du numéro de septembre 2023, l'illustratrice italo-égyptienne Magda Azab s'inspire des couleurs et des paysages de la région.

58



68



Abonnez-vous : www.imfbookstore.org/f&d

Disponible en ligne : www.imf.org/fandd

Connectez-vous : facebook.com/FinanceandDevelopment

Fall Featured Title



Over the past three decades, Morocco had a remarkable journey to economic stability and development. Still, Morocco's quest for strong, resilient, and inclusive growth is far from complete.

The chapters in this volume provide both a broad overview of Morocco's economic progress in the past few decades and its economic modernization agenda going forward.

"This book highlights the work done while recognizing the magnitude of the challenges that remain."

From the Foreword by
Aziz Akhannouch,
Head of Government, Kingdom
of Morocco

ISBN 979-8-40022-540-6

DOI:10.5089/9798400225406.071

Fall 2023



PUBLICATIONS

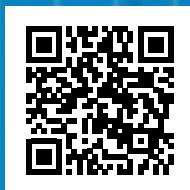
Global economics at your fingertips
IMF.org/pubs



PODCASTS DU FMI

D'éminents experts de l'économie et du développement présentent leurs plus récents travaux de recherche et décortiquent les tendances économiques mondiales. Les podcasts du FMI sont gratuits pour les enseignants, journalistes radio et télévision, et membres d'institutions.

ABONNEZ-VOUS
AUJOURD'HUI !



REJOIGNEZ-NOUS SUR LES
PRINCIPAUX RÉSEAUX SOCIAUX



LIBSYN



SPOTIFY



GOOGLE



SOUNDCLOUD



APPLE

F&D

FINANCES & DÉVELOPPEMENT
Publication trimestrielle du
Fonds monétaire international

RÉDACTRICE EN CHEF
Gita Bhatt

ÉDITRICE EN CHEF
Maureen Burke

RÉDACTEURS PRINCIPAUX
**Analisa R. Bala, Marjorie Henriquez, Jeff Kearns,
Nicholas Owen, Peter Walker**

ASSISTANTS À LA RÉDACTION
Smita Aggarwal, Andrew Stanley

RESPONSABLES DE LA STRATÉGIE PRODUITS NUMÉRIQUES
Rose Kouwenhoven, Marta Doroszcyk

RÉDACTRICE EN LIGNE
Rekia Ennaboulssi

RESPONSABLE DE PRODUCTION
Melinda Weir

CORRECTRICE
Lucy Morales

DIRECTION ARTISTIQUE ET MAQUETTE
Point Five

CONSEILLERS DE LA RÉDACTION

**Bernardin Akitoby
Steven Barnett
Helge Berger
S. Pelin Berkman
Yan Carrière-Swallow
Oya Celasun
Martin Čihák
Era Dabla-Norris
Mame Astou Diouf
Rupa Duttagupta**

**Daive Furceri
Kenneth Kang
Subir Lall
Raphael Lam
Malhar Nabar
Papa N'Diaye
Mahvash Qureshi
Uma Ramakrishnan
Elizabeth Van Heuvelen
Daria Zakharova**

© 2023 Fonds monétaire international. Tous droits réservés. Pour reproduire le contenu de ce numéro de F&D, quelle qu'en soit la forme, veuillez remplir en ligne le formulaire accessible à www.imf.org/external/terms.htm, ou envoyer votre demande à copyright@imf.org. L'autorisation de reproduction à des fins commerciales s'obtient en ligne auprès du Copyright Clearance Center (www.copyright.com) contre paiement d'une somme modique.

Les opinions exprimées dans la revue n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement la politique du FMI.

Abonnement, changement d'adresse et publicités :

IMF Publication Services
Finance & Development
PO Box 92780
Washington, DC 20090, USA
Téléphone : (202) 623-7430
Télécopie : (202) 623-7201
Courriel : publications@imf.org

Postmaster: send changes of address to *Finance & Development*, International Monetary Fund, PO Box 92780, Washington, DC 20090, USA.

The English edition is printed at Dartmouth Printing Company, Hanover, NH.

Finance & Development is published quarterly by the International Monetary Fund, 700 19th Street NW, Washington, DC 20431, in English, Arabic, Chinese, French, Russian, and Spanish. French edition 0430-473X



FSC FPO

Lettre de la rédaction

Le destin économique du monde arabe

PENDANT DES SIÈCLES, LES PAYS ARABES ont été pour le monde des chefs de file dans l'approfondissement des connaissances et l'innovation scientifique ; sur le plan économique, il s'agissait des nations les plus avancées sur Terre. Aujourd'hui, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, constitués de nations aux paysages politiques et économiques variés, sont à la croisée des chemins.

Lors des dernières décennies, des changements majeurs ont bien eu lieu, notamment à travers les soulèvements des Printemps arabes, mais pas en nombre suffisant, en particulier dans la transformation des économies pour répondre aux demandes des citoyens et leur garantir une vie meilleure. Plusieurs pays sont embourbés dans des conflits. Dans d'autres, les niveaux d'endettement sont alarmants.

En fin de compte, ce sont la stabilité et la cohésion sociale qui sont en péril. Le chômage des jeunes dans la région est parmi les plus élevés au monde. Plus de 100 millions de jeunes gens pleins d'espoir rejoindront le marché du travail au cours des dix prochaines années, tous soucieux d'y trouver une place. Tout progrès sera ralenti si les femmes n'ont pas la possibilité elles aussi de réussir. Le défi économique n'est pas seulement technique, il est aussi profondément politique.

Alors que les dirigeants se réuniront bientôt à Marrakech, au Maroc, pour les Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale, ce numéro de *F&D* analyse comment le monde arabe peut tirer avantage des perspectives de croissance et retrouver son rang dans l'économie.

« Le moment est venu de repenser les moteurs de la croissance économique », expliquent Jihad Azour et Taline Koranchelian au FMI. Il sera difficile de maintenir le statu quo d'une activité économique dominée par l'État. Certains pays doivent parvenir à une croissance durable et équitable tout en améliorant les perspectives d'emploi des jeunes et en tirant pleinement parti du capital humain que représentent les femmes.

Selon ces mêmes analystes, une véritable transformation nécessite un secteur public plus transparent et responsable, des institutions économiques modernes, un secteur privé plus développé et une plus grande réactivité dans la transition énergétique mondiale. D'autres contributeurs préconisent d'éliminer les obstacles à l'égalité, de défier les normes sociales et de se confronter à des intérêts bien établis.

La modernisation du secteur bancaire et du commerce peut jouer un rôle majeur. Cela nécessite de lever les obstacles au commerce et à l'investissement, dans la région et dans le monde, précisent Nasser Saïdi et Aathira Prasad. Ils expliquent comment les États du Golfe, avec leurs



« Si les défis à relever dans la région sont grands, le potentiel et le dynamisme de ses habitants et de ses dirigeants le sont tout autant. »

relations déjà établies, leurs activités de plus en plus diversifiées et leurs investissements dans les infrastructures commerciales, peuvent ouvrir la voie à la région.

La finance numérique a le potentiel pour améliorer l'inclusion financière et la croissance économique, affirme Amjad Ahmad. Il présente aussi des réformes politiques pour créer un secteur bancaire compétitif et attirer du capital-risque pour les start-ups de la fintech.

De toute évidence, des forces mondiales et régionales entrent aussi en jeu. L'évolution de l'engagement des États-Unis, l'influence croissante de la Chine et d'autres positionnements politiques régionaux marquent une évolution générationnelle et géopolitique, écrit Vali Nasr. Cela ouvrira de nouvelles possibilités pour la région, poursuit-il.

Toujours dans ce numéro, la ministre Rania Al-Mashat appelle à garantir un accès équitable aux financements pour le climat, nous présentons trois entrepreneuses qui sont à l'origine de changements positifs dans la région et nous brossons le profil de Minouche Shafik, une éminente économiste dont la carrière l'a amenée à travailler sur les politiques publiques et dans le milieu universitaire.

Si les défis à relever dans la région sont grands, le potentiel et le dynamisme de ses habitants et de ses dirigeants le sont tout autant. C'est un moment historiquement important qui nécessite d'agir avec audace et de nourrir une réflexion créative sur l'avenir du monde arabe. C'est aussi peut-être l'occasion pour la région de s'appuyer sur son héritage pour bâtir cet avenir.

Quant à l'équipe de *F&D*, elle a décidé qu'il était temps de montrer aussi un peu d'audace et de créativité dans les pages de votre magazine. Dans ce numéro, vous trouverez donc notre nouvelle pensée pour améliorer l'expérience du lecteur, avec une délimitation visuelle plus claire des sections. Alors que nous nous efforçons de transmettre le fruit d'une réflexion éclairée dans chaque numéro, j'espère que cela créera une identité *F&D* encore plus forte et plus reconnaissable.

Merci, comme toujours, de nous rester fidèles. **F&D**

Gita Bhatt, rédactrice en chef

Kaléidoscope

Un aperçu global et succinct



ARRÊT SUR IMAGE : Il aura fallu attendre 20 ans avant que les Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI ne reviennent dans le monde arabe. Elles se tiendront en octobre 2023, à Marrakech, au Maroc, un pays qui se trouve au croisement de l'Afrique, du Moyen-Orient et de l'Europe. Les perspectives de croissance de la région reposent sur son dividende démographique, la jeunesse de sa population, la transition numérique et les innovations technologiques. *Ci-dessus, des jeunes jouent au football dans les rues de Marrakech. Photo FMI/Jake Lyell.*

Le prix de la fragmentation

DANS UN ARTICLE de *Foreign Affairs*, la Directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, s'inquiète sérieusement du déclin de la coopération internationale. Une série de chocs ont mis à jour la fragilité de l'économie mondiale. Pourtant, à une époque où la coopération est essentielle, le monde devient de plus en plus fragmenté, ce qui pourrait pousser les nations à former des blocs économiques rivaux. Face à la multiplication des chocs, les pays doivent se montrer plus résilients, individuellement et collectivement. La commu-

nauté internationale devrait poursuivre des objectifs ciblés là où une entente est possible et maintenir les efforts de collaboration dans les domaines où l'inaction serait néfaste. Il sera crucial de renforcer le dispositif mondial de sécurité financière et de veiller à ce que les institutions internationales telles que le FMI disposent de ressources adéquates.

« Les dirigeants doivent se concentrer sur les questions qui comptent le plus, non seulement pour la richesse des nations, mais aussi pour le bien-être économique des gens ordinaires », soutient Kristalina Georgieva. « Dans la mesure du possible, ils doivent protéger cette confiance qui lie les pays afin d'être en mesure d'intensifier rapidement leur coopération lorsqu'un autre choc majeur surviendra. » **F&D**

«

Le protectionnisme et le découplage ont un coût. »

—Kristalina Georgieva,
Foreign Affairs
Septembre/octobre 2023



Verbatim :



« Bien qu'il semble compliqué de retrouver une inflation faible, c'est loin d'être impossible, et les mesures des banques centrales vont dans ce sens. Contrairement aux personnages de *En attendant Godot*, nous n'attendons pas qu'un étranger débarque d'on ne sait où ; nous invitons un vieil ami à revenir. »

— Gita Gopinath, première directrice générale adjointe du FMI, au Forum de la Banque centrale européenne 2023, Central Banking 2023.



« Les institutions financières internationales doivent être la mémoire institutionnelle apolitique du monde. Elles doivent rappeler que des problèmes graves ne sont toujours pas résolus même si de nouvelles crises éclatent et exigent des ressources. La communauté internationale ne doit pas abandonner les réfugiés syriens qui se sont installés en Jordanie parce que c'est un autre sujet qui fait l'actualité. »

— Mohamad Al-Ississ, ministre des Finances de Jordanie (page 12, ce numéro de F&D).

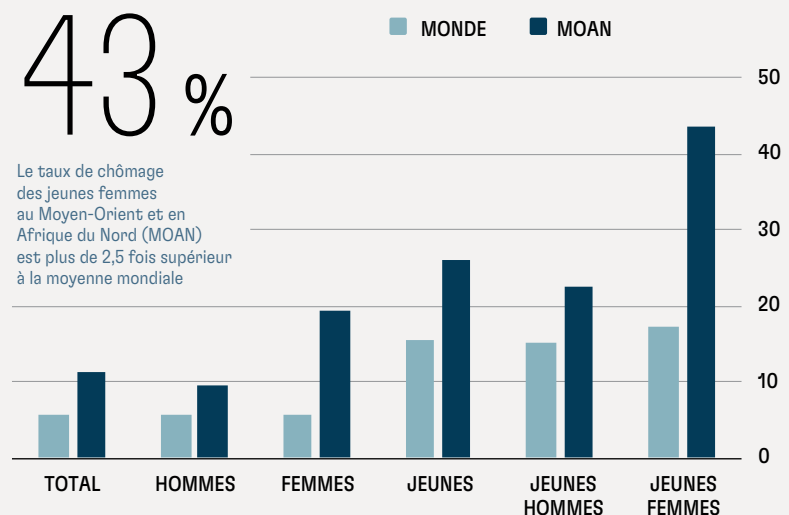


PAR MONTS ET PAR VAUX : La Directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva (à droite), visite le parc solaire Nour à Ouarzazate, au Maroc. Plus grande centrale solaire à concentration au monde, ce complexe est la pierre angulaire de la stratégie marocaine d'investissement dans les énergies renouvelables. Selon la Banque mondiale, plus de 85 % de l'électricité du pays pourrait être produite à partir de sources renouvelables d'ici 2050. Photo FMI/Kim Haughton.



En chiffres

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, le chômage des jeunes, en particulier des femmes, est un problème de longue date qu'il est urgent de résoudre. (taux de chômage, en pourcentage)



SOURCE : Banque mondiale, indicateurs du développement dans le monde pour 2022 (estimations modélisées par l'Organisation internationale du Travail).

NOTE : La région MOAN comprend uniquement des pays à revenu faible ou intermédiaire. JEUNES = 15-24 ans.

L'ABC de l'économie



La résilience des envois de fonds

L'argent que les travailleurs migrants envoient dans leur pays d'origine est une source de revenus stable pour des millions d'habitants des pays en développement

Dilip Ratha

LES FONDS QUE LES TRAVAILLEURS migrants envoient chez eux font vivre des millions de personnes dans les pays en développement. L'écart de revenu croissant entre les pays riches et pauvres, les tensions démographiques et l'évolution de la planète elle-même font que les migrations économiques vont se multiplier, ce qui alimentera le flux des envois de fonds dans les prochaines décennies.

D'après les statistiques officielles, les envois de fonds mondiaux ont atteint le niveau record de 647 milliards de dollars en 2022, soit trois fois le montant de l'aide internationale au développement. En réalité, ces transferts représentent des montants encore plus élevés, car de nombreux travailleurs empruntent les circuits informels, qui échappent aux statistiques officielles. Au total, les montants que reçoivent ainsi l'Égypte, le Sri Lanka et le Maroc sont supérieurs aux recettes du Canal de Suez, des exportations de thé et des recettes du tourisme, respectivement.

Devenue en 2022 le premier pays à recevoir plus de 100 milliards de dollars d'envois de fonds en un an, l'Inde est le troisième destinataire mondial de ces transferts. Le Mexique, la Chine et les Philippines sont aussi des destinataires importants. Pour les petits pays ou les pays touchés par un conflit, les envois de fonds revêtent une importance cruciale. L'argent envoyé par les émigrés représente plus d'un cinquième du PIB au Tadjikistan, au Liban, au Népal, au Honduras, en Gambie et dans une dizaine d'autres pays.

Des flux stables

En temps de crise, ces envois sont une planche de salut financière. Après une catastrophe naturelle, par exemple, les travailleurs migrants augmentent généralement le montant des envois pour que leurs proches en difficulté puissent payer leur nourriture et leur hébergement. Souvent, les envois sont stables même si le pays dont ils proviennent traverse une crise. En 2020, aux débuts de la pandémie de

COVID-19, ils se sont ainsi contractés d'à peine 1,1%, alors que le revenu mondial a diminué de 3% cette année-là. Les travailleurs migrants ont joué un rôle économique essentiel pendant la pandémie, aussi bien en tant que médecins et infirmiers hautement qualifiés qu'en tant que travailleurs de première ligne. Pendant les confinements, la fermeture des opérateurs a perturbé les services d'envois de fonds, mais les gens ont continué d'envoyer de l'argent en ligne. Sur la période 2021-22, les envois de fonds ont rebondi et augmenté de presque 20%.

Les États-Unis sont le premier pays émetteur de fonds de ce type, surtout à destination de l'Amérique latine et des Caraïbes. En raison de contrôles aux frontières plus stricts, un nombre croissant de migrants sont retenus dans des pays de transit, comme le Mexique et le Guatemala. Il est surprenant de constater l'augmentation des flux vers ces pays de transit, où les migrants bloqués reçoivent de l'argent de leur famille. La situation est comparable aux portes de l'Europe, avec un accroissement des flux destinés aux migrants immobilisés au Maroc, en Tunisie et en Türkiye, par exemple. Ces flux ont des effets positifs sur l'économie des pays d'accueil.

Les pays du CCG sont la deuxième source d'envois de fonds en dollars, mais ils arrivent largement en tête pour les envois en pourcentage du PIB. Dans ces pays, les travailleurs étrangers représentent souvent plus de 90% de la population. L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis sont d'importantes sources de transferts vers l'Asie du Sud, l'Afrique du Nord et l'Asie du Sud-Est. Mais la progression des envois depuis cette région pourrait évoluer. Les

pays du Golfe commencent à recruter moins d'étrangers, voulant privilégier la main-d'œuvre locale, et diversifient le recrutement des travailleurs étrangers, au profit de l'Afrique et de l'Asie centrale.

La Russie constitue une autre source abondante d'envois de fonds. Après l'invasion de l'Ukraine en 2022, les envois vers l'Asie centrale ont fortement augmenté, contre toute attente, surtout après les sanctions imposées par le biais du système de paiement SWIFT. La hausse s'explique par le bond du prix du pétrole, principal produit d'exportation de la Russie et principal levier du taux de change du rouble : exprimée en dollars, la valeur des envois de fonds dans cette monnaie a augmenté.

Chère Afrique

Envoyer de l'argent coûte souvent cher. D'après les données de la Banque mondiale, les clients paient en moyenne 12,50 dollars pour transférer 200 dollars vers un pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire, c'est-à-dire 6,3% de la transaction, soit plus du double du niveau ciblé au titre des objectifs de développement durable de l'ONU.

C'est en Afrique que les transferts d'argent sont les plus chers, avec des frais d'envoi atteignant 8%. Plus des deux tiers des migrations internationales en Afrique se produisent à l'intérieur du continent et les envois de fonds entre pays africains représentent un flux considérable. Mais le coût des multiples conversions monétaires et des contrôles des changes ainsi que l'absence de systèmes de paiement interopérables majorient les coûts d'envoi.

L'autre facteur qui pose problème presque partout a trait aux contrats de partenariat entre les opérateurs de transfert de fonds, et les banques nationales et les bureaux de poste. Envoyer 200 euros de Tanzanie en Ouganda, par exemple, peut revenir à plus de 70 dollars, soit 35% du montant de la transaction, ce qui est ahurissant. Si le coût des envois de fonds baissait ne serait-ce que de 5 points de pourcentage, les coûts diminueraient de près de 30 milliards de dollars par an. Ce sont principalement les migrants pauvres et leurs familles restées dans des pays en développement qui en bénéficieraient.

Le porte-monnaie électronique utilisable avec un téléphone intelligent est le moyen le plus économique d'envoyer de

l'argent. Les paiements numériques ont connu un essor rapide depuis le début de la COVID-19, mais la plupart des envois de fonds requièrent encore des espèces d'un côté ou de l'autre. Il est notoire que le marché des envois des fonds fonctionne comme un oligopole, c'est-à-dire une structure comparable à un cartel, où un petit nombre de fournisseurs contrôlent le marché via leurs propres réseaux exclusifs.

La concurrence est entravée par des réglementations contraignantes, conçues pour contrer le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Chaque transaction effectuée pour transférer des fonds est considérée comme suspecte selon l'approche actuelle de la réglementation, fondée sur des règles. De nombreuses banques refusent de fournir des services de correspondant bancaire aux sociétés de transfert de fonds, surtout les toutes nouvelles entreprises de la fintech, de crainte de contrevenir à la réglementation. Ces pratiques de réduction des risques ont conduit les banques à fermer les comptes de nombreux opérateurs de transferts, en particulier ceux qui travaillent avec des pays fragiles, comme la Somalie.

Le potentiel des envois de fonds

Paradoxalement, quand les gens ne trouvent pas de circuits légaux pour envoyer leur argent, ils s'en remettent à des filières illégales, ce qui complique encore la lutte contre la délinquance financière. Une méthode fondée sur les risques, avec des exigences réglementaires revues à la baisse pour les petits montants (moins de 200 dollars par exemple), pourrait libérer le potentiel des envois de fonds électroniques internationaux. Là où la réglementation a permis aux entreprises de la fintech de tirer parti des technologies modernes, le coût des envois de fonds a chuté de manière spectaculaire.

Avec une réglementation plus adaptée et des coûts réduits, les envois de fonds pourraient encore améliorer l'inclusion financière. Ils permettraient d'élargir l'accès de la population aux comptes bancaires, mais aussi à l'épargne, au crédit et aux produits d'assurance. Les envois de fonds peuvent aussi assurer un meilleur accès des pays aux marchés obligataires internationaux en améliorant la viabilité de la dette et

la notation des emprunts souverains. Les revenus produits par les futurs envois de fonds peuvent servir de garanties d'emprunt. Au Brésil, par exemple, les banques commerciales ont levé en 2002 plus d'un milliard de dollars à taux bas en émettant des obligations adossées aux futurs envois de fonds en provenance du Japon. Les circuits d'envois de fonds permettent aussi de mobiliser l'épargne des diasporas. Le Nigéria a levé 300 millions de dollars en 2017 avec les obligations de la diaspora et l'Inde a obtenu de la même manière près de 10 milliards de dollars.

Les pouvoirs publics ont tenté de taxer ces transferts, car ils pourraient être utilisés à des fins productives. Mais de telles taxes seraient difficiles à percevoir : les fonds finiraient sans doute par être transférés par les circuits informels. Mieux vaudrait améliorer le climat des affaires pour que les citoyens de placent les sommes envoyées par leurs parents émigrés.

Dans de nombreux pays confrontés à une pénurie de devises, l'omniprésence de primes parallèles sur le marché des changes a favorisé le transit d'envois de fonds par des circuits informels. Un recours accru au secteur formel peut être encouragé en combinant une dévaluation de la monnaie, une hausse des taux d'intérêt sur dépôts en devises (et en autorisant leur rapatriement) et une élimination des exigences de rachat.

Les envois de fonds continueront d'augmenter. D'ici 2050, plus d'un milliard de personnes, majoritairement en Afrique et en Asie du Sud, devraient grossir les rangs de la population en âge de travailler. Dans de nombreux pays avancés, en revanche, la population vieillit. Ce déséquilibre démographique stimulera à la fois l'offre et la demande de travailleurs migrants. Le changement climatique et les phénomènes météorologiques extrêmes accentueront les pressions migratoires. Avec l'augmentation du nombre de migrants et des paiements internationaux à la fois moins chers et plus simples, les envois de fonds resteront une source de revenus stable pour des millions de personnes et de jouer un rôle essentiel dans l'économie mondiale. **F&D**

DILIP RATHA est économiste principal à la Banque mondiale et conseiller de l'Agence multilatérale de garantie des investissements.

Point de vue

Moyen-Orient : un paysage qui se transforme



Vali Nasr

Une évolution générationnelle et géopolitique crée de nouvelles possibilités de prospérité dans le Grand Moyen-Orient



Le Moyen-Orient est souvent considéré comme le théâtre de conflits incessants : des rivaux régionaux ambitieux se disputent la supériorité, tandis qu'une jeunesse agitée lutte contre des régimes autoritaires dont l'économie bat de l'aile. Et pourtant, malgré les nombreux défis que doit relever la région (du programme nucléaire de la République islamique d'Iran aux conflits qui font rage dans les territoires palestiniens, en Iraq, en Libye, au Soudan, en Syrie et au Yémen), les évolutions récentes portent à croire que la place du Moyen-Orient dans le monde est en voie de changer radicalement.

Les accords d'Abraham conclus en 2020 par Israël et un groupe de pays arabes, ainsi que le récent rapprochement

entre l'Iran et l'Arabie saoudite, marquent un tournant dans la politique régionale. L'élément le plus marquant de cette évolution est le changement d'attitude manifeste des États-Unis à l'égard du Moyen-Orient. Depuis la révolution iranienne de 1979, les États-Unis ont été les principaux architectes de la sécurité dans la région. Ils ont d'abord mis en œuvre une politique d'endiguement de l'Iran, puis de l'Iraq, après l'invasion du Koweït en 1990. Après les attentats du 11 septembre, dans le cadre de la « guerre mondiale contre le terrorisme », les États-Unis se sont concentrés sur la région, une réorientation qui les a amenés à participer à des conflits en Afghanistan et en Iraq, et à intervenir en Libye et en Syrie. Depuis ce pic d'engagement et d'intervention, les

États-Unis se sont tournés vers d'autres priorités mondiales, comme en témoigne notamment leur réaction à l'ascension de la Chine.

Bien qu'ils rétorquent le contraire, les États-Unis ne souhaitent plus intervenir dans les conflits du Moyen-Orient, comme l'ont constaté leurs amis et ennemis dans la région. Les interventions armées en Afghanistan, en Iraq et en Libye se sont mal terminées ; la participation américaine aux conflits en Syrie et au Yémen a eu des effets limités. Washington continue de chercher à endiguer l'Iran, mais pas au prix d'une confrontation directe.

Il s'ensuit que le Moyen-Orient doit élaborer et gérer sa propre politique en matière de sécurité dans une plus large mesure. En l'absence de garanties de sécurité à toute épreuve de la part des États-Unis, les puissances régionales jugent prudent d'atténuer les menaces et de réduire les tensions avec leurs adversaires par la voie de la diplomatie et d'un renforcement de la collaboration économique. Cette approche a conduit l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis à rompre leurs relations avec le Qatar et à rétablir les liens avec la Turquie, l'Iraq et, récemment, l'Iran et la Syrie. La même logique a conduit aux accords d'Abraham et au resserrement des relations entre Israël et l'Arabie saoudite. Les monarchies du Golfe investissent en Israël, en Iraq et en Turquie, et l'Iran et la Syrie pourraient être les prochains bénéficiaires. La diplomatie économique est motivée par les possibilités qui s'offrent, mais elle permet aussi d'échafauder et d'entretenir de nouvelles relations stratégiques.

Oui à l'intégration, non à la confrontation

Le dégel des relations ayant pour toile de fond les clivages qui fracturent la région, observé depuis le Printemps arabe de 2011 et l'accord sur le nucléaire iranien de 2015 profitera aux pays pris entre deux feux, du Liban et de l'Iraq dans le Levant au Qatar et à Oman dans le golfe Persique. L'augmentation des

échanges commerciaux et des investissements constitue un autre résultat important. L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis investissent en Türkiye et en Iraq. Les échanges entre les Émirats arabes unis et l'Iraq ont augmenté au cours des deux dernières années, et l'Arabie saoudite a laissé entendre qu'elle pourrait investir en Iran si les deux pays parviennent à normaliser leurs relations. Il est désormais question d'investissements importants dans un couloir commercial qui relierait le golfe Persique à la Méditerranée, et qui comporterait des liaisons routières et ferroviaires entre Oman et l'Arabie saoudite, puis l'Iraq, la Jordanie, la Syrie et la Türkiye, ainsi que des connexions latérales avec l'Iraq et Israël. Les États-Unis ne souhaitent pas inclure l'Iraq, mais favorisent une connexion plus vaste entre le golfe Persique, le Levant et l'Inde, afin de limiter le rôle de la Chine dans la région et d'intégrer le golfe Persique dans leur stratégie asiatique.

Cette vision, aussi farfelue puisse-t-elle paraître — sans compter les importantes entraves à sa concrétisation, notamment le sort de la Syrie — reflète l'ampleur de l'évolution des réalités géostratégiques dans la région. Le Moyen-Orient se projette dans l'intégration économique en lieu et place de la confrontation. Les préoccupations sécuritaires ont jusqu'à présent constitué un obstacle à un tel projet, mais il est désormais possible d'envisager un avenir similaire à celui de l'Asie du Sud-Est actuelle et de voir l'intégration économique comme une réponse aux préoccupations sécuritaires chroniques. Même les États-Unis reconnaissent l'avantage stratégique de la promotion d'une vision économique pour la région.

Les puissances les plus ambitieuses du Moyen-Orient, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, aspirent à devenir des acteurs importants sur la scène économique mondiale. Sans la sécurité, ces pays ne peuvent développer le secteur des services, attirer des investissements et devenir un pôle économique régional. Cette vision s'impose d'autant plus que le Moyen-Orient a repoussé ses frontières économiques au-delà du cadre de la sécurité, plus limité dans l'esprit de

nombreux observateurs occidentaux. Les liens économiques et culturels relient l'Asie centrale et le Caucase, la Corne de l'Afrique et l'Asie du Sud à ce qui était traditionnellement considéré comme la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. L'Inde est aujourd'hui le premier partenaire commercial des Émirats arabes unis. La Chine et l'Asie de l'Est jouent un rôle important dans la concrétisation de cette vision économique ascendante.

Un virage géostratégique

La Chine est aujourd'hui le premier partenaire de l'Arabie saoudite dans le secteur de l'énergie, et aucun autre pays n'investit autant dans le Royaume. Elle développe également ses relations économiques avec les autres pays du Golfe, ainsi qu'avec l'Iraq, l'Iraq, l'Égypte et le Pakistan. Elle a investi plus de 56 milliards de dollars au Pakistan dans le cadre de son initiative « Une ceinture, une route » et envisage des investissements similaires dans les infrastructures de l'Iraq et les échanges avec ce pays. Pour la Chine, le Grand Moyen-Orient est un élément essentiel de sa vision de l'Eurasie, la masse continentale qui relierait son économie à l'Europe.

L'ouest de la Chine longe le Grand Moyen-Orient, une région d'importance stratégique, d'autant plus qu'elle a entrepris de déplacer vers l'ouest, depuis les côtes du Pacifique, ses activités de production économique intérieures. La Chine est avide des vastes ressources énergétiques de la région, mais aussi de son potentiel en tant que couloir de transit qui pourrait réduire la dépendance actuelle de la Chine envers les océans Indien et Pacifique, et les points d'accès maritimes de plus en plus controversés en Asie du Sud-Est et en mer de Chine méridionale. La péninsule arabique est vitale pour les échanges de l'Asie de l'Est avec l'Afrique et l'Europe, et l'Iraq et le Pakistan sont des couloirs uniques qui relient respectivement l'Europe et la mer d'Arabie à la Chine via l'Asie centrale ou par voie terrestre dans le Xinjiang.

Tout comme les États-Unis se sont détournés du Moyen-Orient au profit de l'Asie, la Chine regarde vers l'ouest et le Moyen-Orient. Ce réalignement simultané des intérêts des plus grandes

puissances mondiales constitue la plus importante évolution géopolitique observée au Moyen-Orient depuis des décennies. Le renforcement des relations de la Chine avec cette partie du monde aura une incidence économique et, comme le montre le rôle de Beijing dans la normalisation des liens entre l'Iraq et l'Arabie saoudite, contribuera à accroître l'interdépendance économique dans la région.

Ce virage géostratégique a également été accéléré par l'invasion russe de l'Ukraine. La Russie était déjà très présente au Moyen-Orient à la suite de son intervention dans la guerre civile syrienne et au titre de l'accord de production pétrolière conclu avec l'Arabie saoudite et l'Organisation des pays exportateurs de pétrole. La guerre en Ukraine a réduit la présence de la Russie en Syrie, mais a renforcé ses liens avec l'Iraq, lesquels sont particulièrement évidents dans le domaine militaire, puisque des drones et des munitions iraniens ont été utilisés contre l'Ukraine. La dépendance de la Russie à l'égard de l'Iraq va cependant au-delà des fournitures militaires. Moscou se tourne de plus en plus vers le couloir de transit qui s'étend du port d'Astrakhan, sur la mer Caspienne, jusqu'en Iran au port de Tchabahar, sur la mer d'Arabie, pour commercer avec le reste du monde. La croissance des échanges avec la Russie a été importante pour l'économie iranienne en manque de capitaux, mais elle a également permis de relier l'Iraq aux villes portuaires de la rive sud du golfe Persique, qui font partie du nouveau réseau commercial russe.

De nouveaux gazoducs et oléoducs

La même dynamique est à l'œuvre en Afrique du Nord et au Levant, cette fois sous l'effet de la réaction de l'Europe à l'agression russe. Sevrée du pétrole et du gaz russes, l'Europe sera inévitablement davantage tributaire de l'énergie de l'Afrique du Nord, du Moyen-Orient, du Caucase et de l'Asie centrale. Cette évolution aura en premier lieu une incidence sur l'Algérie et l'Égypte, les producteurs de gaz de la région. Mais elle aura aussi des répercussions à plus grande échelle sur l'intégration économique des pays de la Méditerranée, notamment sur le

Maroc et la Tunisie, qui ont été à l'avant-garde des chaînes logistiques de l'Europe. La connectivité énergétique se traduit par la planification de réseaux de gazoducs et d'oléoducs qui achemineront ces ressources en Europe. La Türkiye se voit comme un pôle de transit pour les oléoducs et les gazoducs qui transporteront les ressources en provenance du sud et de l'est vers l'ouest jusqu'en Europe. L'Arabie saoudite et le Qatar envisagent de construire des oléoducs et des gazoducs qui achemineraient leur pétrole et leur gaz, ainsi que ceux de l'Iraq, jusqu'en Türkiye.

Pour que ces projets se concrétisent, il importe de régler les conflits entre les pays où transiteraient le pétrole et le gaz ainsi qu'à l'intérieur de leurs frontières. L'intérêt économique favoriserait la recherche d'une paix durable. Il s'agit peut-être d'un objectif lointain, qui n'est toutefois pas irréalisable. En novembre 2022, Israël et le Liban (avec l'approbation du Hezbollah) ont signé un accord historique fixant leurs frontières en Méditerranée, prélude nécessaire à l'exploitation de leurs gisements gaziers respectifs. Les États-Unis ont contribué à la conclusion de cet accord et, en reconnaissance de cette nouvelle tendance, espèrent remplacer l'ordre qu'ils ont établi dans la région par un ordre fondé sur une liaison entre l'Inde et le golfe Persique et Israël grâce à un réseau maritime, routier et ferroviaire. La vision américaine cherche en partie à endiguer l'Iran et la Chine. Cependant, dans la mesure où elle repose sur des liens économiques, elle confirmera aussi la nouvelle réalité géopolitique de la région.

Comme cela s'est produit si souvent au cours de l'histoire, les rivalités entre grandes puissances façonneront l'avenir du Grand Moyen-Orient. Toutefois, dans le cas présent, elles contribuent à rapprocher les pays sur le plan économique, plutôt qu'à les isoler, et ouvriront de nouvelles perspectives pour la région. **F&D**

VALI NASR est titulaire de la chaire Majid Khadduri (relations internationales et Moyen-Orient) à la School of Advanced International Studies de l'Université Johns Hopkins.

Comment la Jordanie a pris son destin budgétaire en main



Mohamad Al-Ississ

Le ministre jordanien des Finances raconte comment, malgré vents et marées, son pays a fait œuvre de pionnier en matière de mesures budgétaires préventives et progressives

Quand je suis arrivé au ministère des Finances en novembre 2019, nous pensions (certes assez naïvement) que le principal défi serait le vote du budget au Parlement : l'adoption n'a en fait pas été une mince affaire. Écornée par l'absence de progrès du mécanisme élargi de crédit (MEDC), notre relation avec le FMI laissait à désirer. Mais nous estimions qu'une fois ces deux problèmes résolus, tout serait plus simple.

Cela n'a pas tout à fait été le cas. En mars 2020, le budget était voté et nous avions un tout nouveau MEDC, fondé sur des principes radicalement différents. Conçu en Jordanie, il visait un élargissement de l'assiette de l'impôt plutôt qu'une hausse des taux marginaux d'imposition, ainsi qu'à insuffler de la rigueur dans la gestion du déficit budgétaire sans porter préjudice à la protection sociale ou à la croissance. Rares étaient ceux qui misaient sur un succès. Après trois terribles et improbables événements successifs (COVID-19, crise russo-ukrainienne et stagflation mondiale), leur nombre s'est encore réduit.

Pourtant, la stabilité macrobudgétaire et monétaire de la Jordanie est aujourd'hui saluée par toutes les grandes agences de notation. Et, en avril 2023, l'émission d'euro-obligations a été sursouscrite six fois. Le chemin à parcourir est encore long, mais rappelons ce que nous avons accompli.

Si les universitaires ont longuement débattu des trajectoires budgétaires et des cadres structurels proposés par le FMI, pour les responsables politiques, la gestion

du risque budgétaire ne se résume pas à de belles équations mathématiques ou à des modèles économétriques bien huilés : c'est aussi une question de prise en main des réformes et d'adaptation à la réalité du terrain. Nous commencerons par revenir sur les efforts engagés pour y parvenir, puis aborderons les lacunes des institutions financières internationales (IFI) que le processus a révélées, avant de proposer des solutions.

Reprendre la main

Nous avons tout d'abord, en 2018 et 2019, cessé de nous appuyer sur les chiffres fournis par d'autres et bâti notre propre analyse factuelle. Après avoir étudié dans leurs moindres détails les raisons de nos difficultés budgétaires, nous nous sommes intéressés aux réformes visant une stabilité macroéconomique équitable. Des chocs régionaux (représentant 44% de notre PIB) avaient creusé nos déficits et alourdi notre dette. Fermeture des frontières en raison de conflits dans les pays voisins, problèmes d'approvisionnement en énergie et afflux de réfugiés syriens qui, du jour au lendemain ou presque, représentaient 20% de la population : ces chocs ont eu de lourdes répercussions budgétaires. En prenant du recul et en nous refusant à agir à la hâte, nous avons pu constater que l'élargissement progressif de l'assiette de l'impôt, la mise en place de réformes contracycliques favorables à la croissance, le renforcement de certains dispositifs de protection sociale et la gestion du service de la dette

permettaient d'amorcer un cercle vertueux. Cette trajectoire fondée sur des faits a renforcé notre crédibilité vis-à-vis du FMI et nous a permis de remettre en question l'approche traditionnelle (taxation indirecte, diminution des aides et des dépenses procycliques).

Notre démarche a débouché sur une réorganisation ambitieuse mais réalisable, propre à la Jordanie. Sur le plan des recettes, nous avons choisi de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales plutôt que de relever les taux marginaux d'imposition (nous avons d'ailleurs abaissé la taxe sur les produits de première nécessité dans le budget 2020 pour marquer le changement de cap, puis réduit et unifié les droits de douane en 2022). Nous avons tout fait pour rendre la collecte de l'impôt plus juste et plus efficace. Nous avons aussi modifié la législation pour combler ses lacunes, notamment en matière de prix de transfert, harmonisé l'administration fiscale au niveau national, introduit des mesures énergiques de lutte contre la fraude fiscale et unifié les taux pour éviter l'arbitrage entre les catégories. Sur le front des dépenses, nous avons affiné le ciblage et élargi les dispositifs de protection sociale, essayé de payer les arriérés et augmenté les investissements pour la première fois depuis des années.

La deuxième étape consistait à forger la confiance grâce aux résultats. La stratégie de mobilisation des recettes porte ses fruits : en 2022, la Jordanie a atteint dès août son objectif d'impôt sur le revenu pour l'exercice ; au premier trimestre de l'exercice 2023, les ressources intérieures ont progressé de 9,1% en glissement annuel, principalement sous l'effet des taxes sur le revenu et les bénéfices. Conjuguée à des recettes supérieures aux attentes, la rigueur budgétaire suivie par notre pays en 2022 nous a permis de limiter le déficit budgétaire plus que ne le prévoyait le FMI. Tout ne s'est pas déroulé parfaitement, mais, au lieu d'imposer une augmentation au contribuable moyen, nous avons fait en sorte que ceux qui en avaient les moyens assument une part plus grande. Sur le plan des recettes comme de la stabilité sociale, les résultats ont été tout à fait probants. D'autant plus efficace qu'elle est progressive, cette mesure est à la fois bonne pour le pays et bonne par essence.

La troisième étape concernait la flexibilité et le recul. La stabilité macroéconomique reste l'objectif phare du ministère des Finances, mais il faut tenir compte du contexte mouvant. Le programme du FMI pour la Jordanie était, par exemple, l'un des premiers à intégrer un dispositif d'ajustement à la COVID-19 et d'autres éléments adaptables. Le pays a ainsi atteint en avance les objectifs du MEDC, en juin 2023.

Mais survivre ne veut pas dire prospérer : notre pays a encore beaucoup de défis à relever. Il s'agit par exemple de la hausse au niveau mondial des taux d'intérêt, synonyme d'utilisation des nouvelles recettes fiscales pour le service de la dette (et pas pour l'amélioration des services publics). Le FMI se doit de continuer de montrer la voie pour que le système financier s'adapte aux évolutions internationales. Formulons maintenant quelques suggestions.

Définir des références pour le FMI

Nées des cendres de la Seconde Guerre mondiale, les IFI sont réactives plus que préventives. Bien souvent, elles ne mobilisent des ressources que lorsqu'un pays a subi un choc : elles accourent pour éteindre l'incendie, mais aucune mesure structurelle n'est prise pour renforcer la résilience de façon préventive. Les pouvoirs publics ont tendance à intervenir lorsque la classe moyenne tombe dans la pauvreté, au lieu d'œuvrer pour éviter une telle situation. Les marchés émergents ont besoin d'outils pour traiter les risques en amont, ce qui est bien moins coûteux que réparer les dégâts.

1) *Le FMI doit se doter d'outils de prévention.* L'expérience récente de la Jordanie nous donne une idée de ce qui pourrait se produire si cela était encouragé à plus grande échelle. Conformément aux recommandations de Sa Majesté le roi Abdallah II au début de la crise sanitaire, nous avons investi dans l'amélioration du stockage du blé et la constitution de réserves, ce qui nous a permis d'échapper aux chocs d'offre et de demande de produits alimentaires dont ont souffert tant de pays par la suite. Cette démarche nous a aussi protégés d'une partie des coûteuses conséquences de la guerre menée en Ukraine par la Russie et des fluctuations des cours. Nous avons également prévu des dispositifs d'ajustement

aux dépenses sanitaires imprévues et alloué plus de fonds aux vaccins et traitements. Le FMI gagnerait à intégrer des mécanismes de ce type à ses programmes.

2) *Si les IFI veulent défendre la mondialisation, elles doivent apporter des réponses aux défis qu'elle engendre.* Dans un système mondial inégalitaire, les répercussions et les coûts des conflits ne seront pas répartis de façon équitable comme par magie. Comme l'a appelé Kristalina Georgieva, directrice générale du FMI, « la guerre en Ukraine, c'est la faim en Afrique ». Pourtant, la mobilisation des ressources ne va pas dans le sens d'un équilibre entre besoins et disponibilité.

3) *La stabilité de l'économie est indispensable à la stabilité des ménages, mais ne suffit pas pour la garantir.* Au lieu d'élargir la protection sociale une fois la crise survenue, les pouvoirs publics doivent être plus volontaristes et permettre à la classe moyenne d'accéder à des amortisseurs plus solides et plus abordables. La hausse du coût de l'emprunt immobilier, par exemple, met les familles sous pression : il faut trouver une solution avant que les défauts de paiement ne se généralisent.

4) *Les IFI doivent être la mémoire institutionnelle apolitique du monde,* et rappeler que des problèmes graves persistent même si de nouvelles crises éclatent et exigent des ressources ; alors que les visages changent à la tête des États, cela doit aussi faire partie de leur rôle. La communauté internationale ne doit pas abandonner les réfugiés syriens installés en Jordanie parce qu'un autre sujet fait l'actualité. Notre pays a fourni un bien public mondial, mais il en endosse seul la facture.

5) *Comme il l'a fait pour la Jordanie, le FMI doit laisser les pays s'approprier leur programme de réforme.* Dans notre cas, ce sont des politiques budgétaires équitables et progressives, appliquées quand nous avons pu le faire, qui ont fonctionné. Ce n'est pas une question de principes ou de théorie : ce sont les mesures les plus justes, qui font passer l'intérêt collectif avant l'intérêt individuel, qui se sont aussi révélées les plus viables sur le plan budgétaire. **F&D**

MOHAMAD AL-ISSISS est ministre des Finances de la Jordanie.

Je remercie ma conseillère, Afaf Asad, pour ses contributions intellectuelles à cet article.

L'humain au cœur du financement pour l'action climatique

Rania Al-Mashat



Nous devons trouver une façon équitable de financer un avenir résilient au changement climatique

Quand je lis la presse, j'éprouve un sentiment d'urgence vis-à-vis de notre planète. Un nombre sans précédent de calamités climatiques (inondations, canicules, super-orages, sécheresses et incendies de forêt incontrôlables, toutes liées à l'activité humaine) menace les populations, fait dérailler l'économie et ravage la nature. L'urgence n'a jamais été aussi grande, et surmonter ces défis croissants passe par des approches innovantes pour le financement des mesures d'atténuation des émissions de carbone et d'adaptation au changement climatique. L'heure n'est plus aux promesses, il faut prendre des mesures concrètes et répartir les ressources de manière équitable et généreuse, en mettant l'humain et la planète au premier plan.

L'action climatique nécessite un large accès aux financements afin de lutter efficacement contre l'urgence climatique. Les ouragans et les canicules font fi des frontières. Or les financements climatiques sont actuellement compartimentés par région et sans commune mesure avec l'ampleur et les conséquences de la crise. Plus de 75% des financements mondiaux pour le climat sont dépensés dans les pays où ils sont levés. De ce fait, bien des régions vulnérables, y compris celles dont la contribution initiale au réchauffement était négligeable, ont un accès limité à ces fonds.

L'Afrique, par exemple, émet moins de 8% des gaz à effet de serre dans le monde, mais doit faire avec de nombreux problèmes liés au climat, notamment de graves pénuries d'eau, l'élévation

du niveau des océans et des maladies sensibles au climat. Pourtant, l'Afrique reçoit moins de 5,5% des financements mondiaux pour l'action climatique, alors qu'elle figure dans la catégorie des régions extrêmement vulnérables selon l'ONU. Tous les pays ont l'obligation morale commune de protéger l'environnement mondial, comme l'établit le principe des « responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives », formalisé au Sommet de la Terre organisé à Rio par l'ONU en 1992. Mais tous les pays n'ont pas les mêmes moyens financiers et tous ne sont pas responsables au même chef de la situation actuelle.

Le montant des investissements requis pour empêcher des atteintes catastrophiques à l'environnement est vertigineux : selon les estimations, il atteindrait 4 500 milliards de dollars par an d'ici 2030, puis 6 000 milliards par an en 2050, contre simplement 632 milliards de dollars par an aujourd'hui. Ces chiffres donnent à réfléchir, sachant surtout qu'environ 60% des besoins des pays en développement ne sont pas inclus dans leurs contributions déterminées au niveau national (engagements pris aux termes de l'accord de Paris), de sorte que l'engagement de 100 milliards de dollars pris en 2009 à Copenhague pendant la 15^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP15) est dérisoire.

Qui plus est, aujourd'hui, à peine 7% des financements pour l'action climatique sont réservés aux mesures de résilience

et d'adaptation, alors que la Commission mondiale sur l'adaptation a estimé en 2019 qu'investir 1 800 milliards de dollars sur 10 ans dans des initiatives telles que les systèmes d'alerte précoce et les pratiques climatiquement rationnelles pourrait avoir des retombées positives équivalant au total à 7 100 milliards de dollars.

Compliquant encore la donne, la pandémie de COVID-19 et l'invasion de l'Ukraine par la Russie ont provoqué un renchérissement des denrées alimentaires et de l'énergie, et une détérioration des conditions de financement, autant de facteurs qui ont grevé le budget dans les pays émergents et mis à l'épreuve leur résilience socioéconomique et environnementale alors que les températures augmentent comme jamais auparavant. Ces événements successifs ont détourné de l'argent et des ressources de certains projets en faveur de la durabilité et provoqué de brusques reflux des capitaux qui menacent d'annuler des décennies de progrès obtenus de haute lutte en matière de développement. D'après les estimations de la Banque mondiale, le changement climatique pourrait remettre en cause ces progrès en faisant basculer dans la pauvreté 132 millions de personnes d'ici 2030, en particulier en Afrique et en Asie du Sud.

Le coût de mise en œuvre du programme d'action pour le climat (adaptation et atténuation) dépasse de loin les ressources disponibles déployées. Une réserve de financements plus importante est manifestement nécessaire. D'après certains, si les banques de développement multilatérales consacraient l'ensemble de leurs fonds à la transition verte, cela couvrirait environ 4% des besoins (Banque mondiale, 2020). En revanche, en transférant simplement 1 à 1,5% des actifs privés mondiaux (dont la valeur dépasse 450 000 milliards de dollars), il serait possible de combler le déficit de financements pour le climat (Conseil de stabilité financière, 2021). Les entreprises philanthropiques sont aussi en mesure d'apporter leur concours. Ces dernières années, les financements philanthropiques pour l'action climatique ont augmenté rapidement. En 2020, les fonds destinés à l'atténuation des effets du changement climatique représentaient entre 6 et 10 milliards de dollars, soit, à titre de comparaison, moins de 2% de

tous les financements philanthropiques dans le monde.

Ce besoin urgent de capitaux a déclenché un appel international à la restructuration de l'architecture financière mondiale pour intensifier l'action climatique et, dans les pays où les besoins sont les plus criants, inviter les investisseurs privés à entrer en lice. Parmi les initiatives les plus ambitieuses figurent l'Initiative de Bridgetown et le Cadre d'adéquation des fonds propres du Groupe des Vingt.

Mettre à profit les possibilités de financement et créer des synergies entre action climatique et développement durable, telle était l'idée de départ du *Guide de Charm el-Cheikh pour un juste financement de l'action climatique* lancé par l'Égypte, qui présidait alors la COP27. Le but est d'aider les parties prenantes à passer plus efficacement des promesses à leur mise en œuvre en identifiant les acteurs clés, y compris les apporteurs de capitaux pour le climat, et en précisant les possibilités, les risques et les partenariats potentiels pour la résilience au changement climatique.

Ce guide contient la première définition du concept de « juste financement », qui transcende les notions de justice climatique et de transition juste. L'initiative met l'humain au premier plan et se concentre sur la répartition équitable des avantages et des charges, tout en soulignant la nécessité de préserver la dimension sociale de la transition vers un avenir résilient en matière climatique. En résumé, elle tente de mettre en pratique le principe des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives en traitant les aspects suivants : appropriation par les pays, accès, abordabilité et biais dans l'affectation des ressources. Elle promeut aussi l'« additionnalité » (effets bénéfiques exclusivement attribuables à une intervention) et la bonne gouvernance. Assorti de 12 principes directeurs, le juste financement tient compte des responsabilités historiques en matière de changement climatique, tout en garantissant un accès équitable à des financements pour l'action climatique suffisants et de qualité, qui favorisent des trajectoires de développement résilient et ne laissent personne de côté.

Accélérer la transition vers un avenir sobre en carbone et résilient au changement climatique exige une action



collective et des partenariats efficaces réunissant de multiples parties prenantes. Il faut donc solliciter les acteurs financiers publics, privés et philanthropiques, et stimuler les financements pour l'action climatique à destination des pays en développement et pays émergents. Le problème est que, dans 77% des cas, les titres émis par les emprunteurs souverains de pays en développement sont classés dans la catégorie spéculative, car considérés comme très à risque. On observe en outre d'importants déficits d'informations concernant les possibilités, l'appétit des investisseurs et les retombées des investissements.

Il est vital de remédier à ces déficits, tant pour les autorités que pour les investisseurs, et de faire du même coup la lumière sur les rapports risque-rendement, d'abaisser les coûts de transaction, de faciliter le recours à de nouveaux mécanismes de financement et d'accompagner la création de projets à fort impact, susceptibles d'intéresser les investisseurs et conformes à l'accord de Paris, et qui reflètent les priorités nationales.

Pour ce qui est de passer des politiques à l'action, l'Égypte est un exemple intéressant, puisqu'elle a lancé sa plateforme nationale axée sur le lien entre l'eau, l'alimentation et l'énergie (Country Platform for the Nexus of Water, Food and Energy, NWFE (نُؤْفِي) pendant la COP27 pour mettre l'accent sur la prise en main locale des projets et adopter une démarche

programmatische et ascendante pilotée par chaque pays. L'initiative NWFE (نُؤْفِي) (en arabe, نُؤْفِي signifie « tenir les promesses ») introduit le chaînon manquant des projets en quête d'investisseurs et comble le déficit d'informations. Elle harmonise aussi les efforts pour permettre des interactions durables et productives entre les parties prenantes. Grâce à la conception, la structuration et la préparation de projets concrets et réalisables visant à atténuer les effets du changement climatique et à s'y adapter, la NWFE a permis de trouver des financements concessionnels et de catalyser l'investissement privé. Elle s'est appuyée sur des financements novateurs, y compris des financements mixtes et des échanges de créances pour l'action climatique (Al-Mashat et Berglöf, 2023).

À la veille de la COP28 qui se tiendra aux Émirats arabes unis d'ici la fin de l'année, il est important de faire fond sur les succès passés et de promouvoir le partage des connaissances. Le *Guide de Charm el-Cheikh pour un juste financement de l'action climatique* peut servir de modèle aux pays, qui doivent travailler ensemble afin de relever les défis du changement climatique et catalyser les financements pour un avenir commun sobre en carbone. **F&D**

RANIA AL-MASHAT est la ministre égyptienne de la Coopération internationale.

SIÈCLE AFRICAIN

La transformation démographique en Afrique pourrait très bien modifier l'ordre mondial

EN NOVEMBRE DERNIER, la population mondiale a franchi le cap des 8 milliards d'habitants. Plus récemment, en avril, l'Inde a devancé la Chine en tant que pays le plus peuplé du monde. Mais c'est l'Afrique et sa population en plein essor qui mérite le plus d'attention : sa transformation démographique pourrait remodeler le continent, voire le monde entier.

Estimée à 140 millions d'habitants en 1900, la population de l'Afrique représentait alors 9% de la population mondiale, une proportion qui a doublé depuis. Sous l'effet conjugué d'une baisse de la mortalité et d'un taux de natalité parmi les plus élevés au monde, sa population totale a en effet été multipliée par 10 : elle s'élève aujourd'hui à plus de 1,4 milliard d'habitants.

D'après les prévisions de l'Organisation des Nations Unies (ONU), l'Afrique comptera près de 2,5 milliards d'habitants d'ici 2050. Autrement dit, plus de 25% de la population mondiale sera africaine. La croissance de sa population ralentira par la suite, mais l'Afrique restera de loin le principal moteur de croissance démographique mondiale : elle devrait représenter près de 40% de la population mondiale d'ici la fin du siècle.

L'ONU prévoit que huit pays seulement seront à l'origine de plus de la moitié de l'augmentation de la population mondiale au cours des 30 prochaines années ; cinq d'entre eux se situent en Afrique. La population en âge de travailler dans ces pays africains, et dans de nombreux autres pays du continent, augmentera plus rapidement que tout autre groupe d'âge.

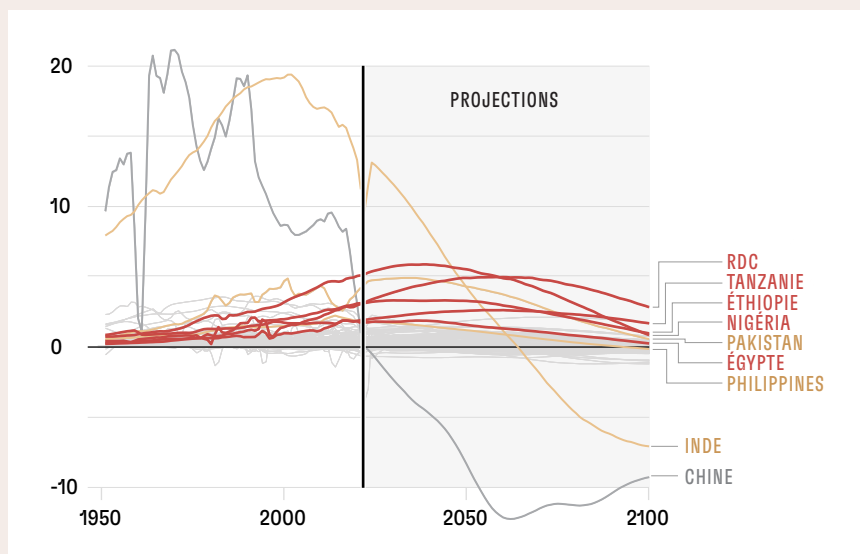
Cette évolution prévue de la population et le dividende démographique potentiel pour ces pays pourraient avoir de profondes conséquences économiques et même modifier l'ordre mondial. Certains d'entre eux pourraient émerger en tant que grandes puissances sur l'échiquier mondial. **F&D**

ANDREW STANLEY est membre de la rédaction de Finances & Développement.

Des géants émergents

Cinq des huit pays qui contribueront à plus de la moitié de l'augmentation de la population mondiale d'ici 2050 se situent en Afrique. Le Nigéria devrait devenir le troisième pays le plus peuplé au monde.

(croissance démographique annuelle, en millions)



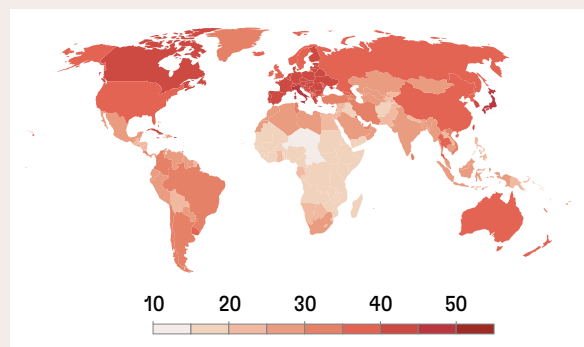
SOURCES : Organisation des Nations Unies, *World Population Prospects* (2022) ; Our World in Data.

NOTE : Le graphique présente les estimations historiques et les projections basées sur le scénario de fécondité moyenne des Nations Unies. Huit pays qui contribueront à plus de 50% de la croissance démographique mondiale sont mis en évidence, ainsi que la Chine. RDC = République démocratique du Congo.

Rajeunissement

L'âge médian sépare la population en deux parties égales, avec une moitié plus âgée et une moitié plus jeune que l'âge médian.

(âge médian, 2021)



18,6

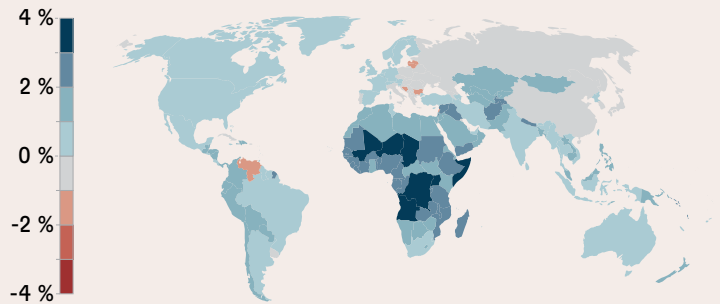
L'âge médian en Afrique en 2021, qui augmentera avec le temps, crée des opportunités économiques et un dividende démographique potentiel. L'investissement dans le capital humain, y compris l'éducation, sera essentiel pour garantir la réalisation de ce potentiel.

SOURCES : Organisation des Nations Unies, *World Population Prospects* (2022) ; Our World in Data.

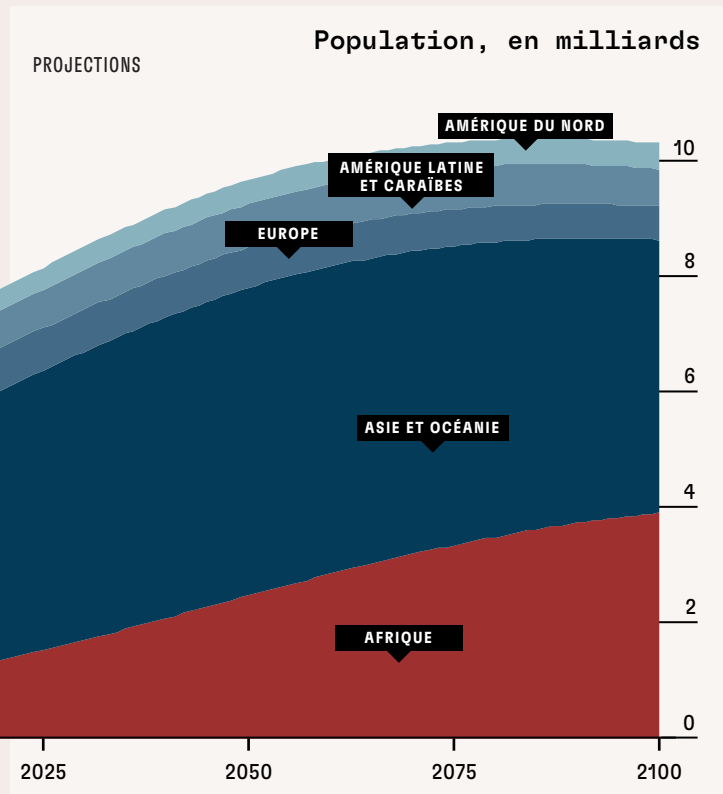
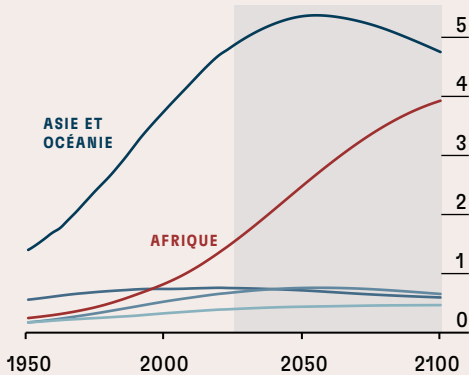
L'Afrique en expansion

La population de l'Afrique explose. Elle est actuellement à l'origine de près de la moitié de l'accroissement mondial de population. Tous les deux ans, elle gagne en nombre d'habitants l'équivalent de la population de la France. D'ici 2100, deux habitants de la planète sur cinq devraient être des Africains.

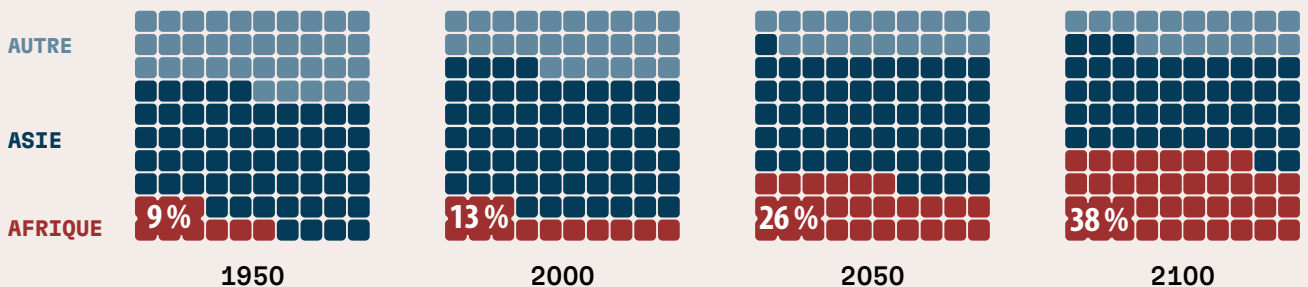
Taux de croissance de la population, 2021



Population, en milliards



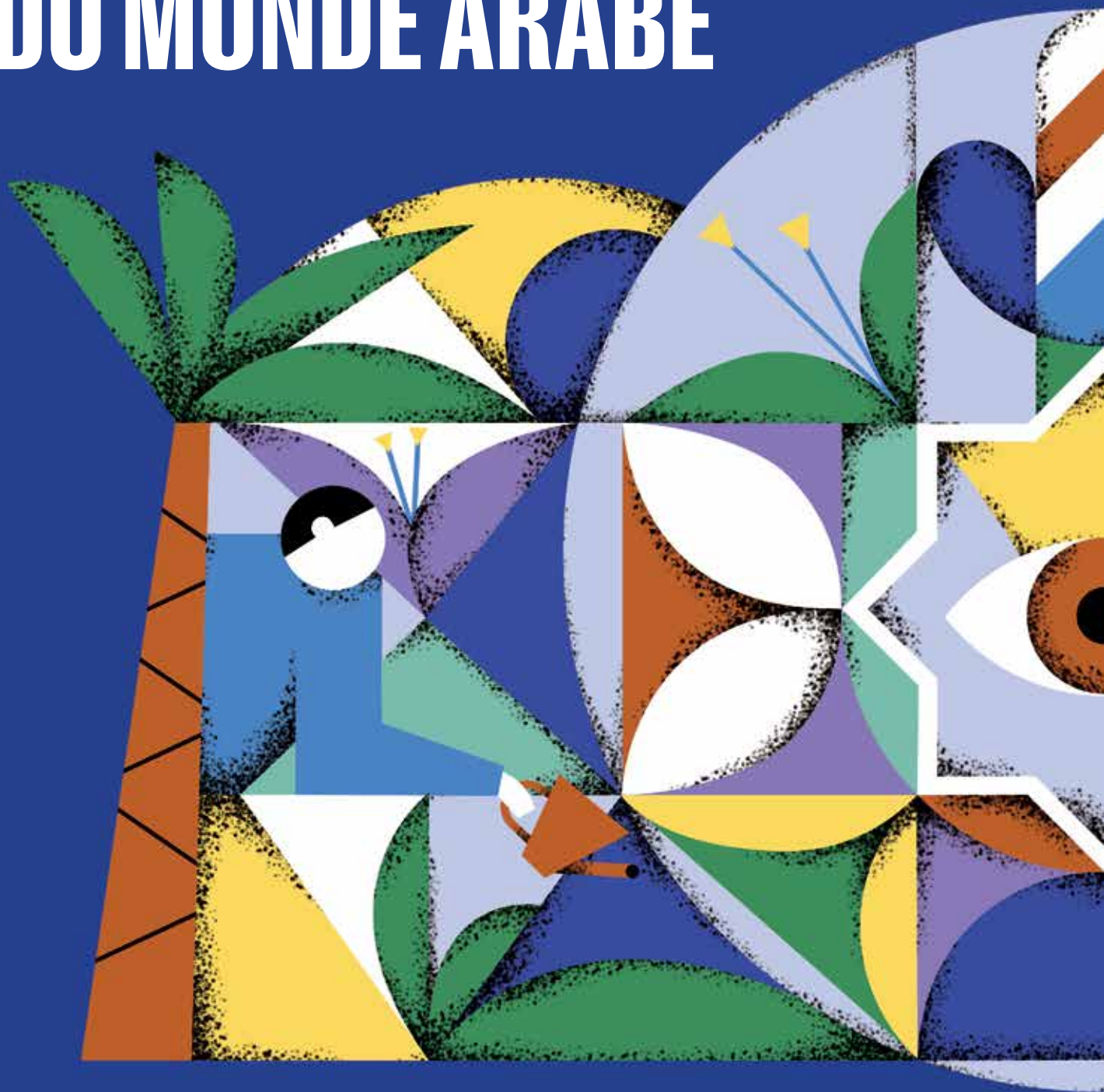
Part de la population mondiale



SOURCES : Organisation des Nations Unies, *World Population Prospects* (2022) ; Our World in Data.

NOTE : Les graphiques présentent des estimations historiques et des projections basées sur le scénario de fécondité moyenne des Nations Unies. Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur la carte n'impliquent, de la part du FMI, aucun avis sur le statut juridique d'un territoire ni aucun aval de ces frontières.

LA REFONTE DES ÉCONOMIES DU MONDE ARABE



Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord peuvent tirer parti d'un environnement mondial en constante évolution

Jihad Azour et Taline Koranchelian



Le moment est venu de repenser les moteurs de la croissance économique à l'échelle du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Dans un monde en mutation rapide, il s'offre à la vingtaine de pays de la région des possibilités inédites d'assurer une croissance inclusive, de créer des emplois de qualité et de mieux répondre aux aspirations de leurs 600 millions d'habitants.

La région s'étend sur près de 6 500 km et quatre fuseaux horaires, depuis le Maroc jusqu'à la République islamique d'Iran. Elle compte certains des pays les plus riches du monde (le Qatar, les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite) et quelques-uns des plus pauvres (la Somalie, le Soudan, le Yémen). Si les pays du monde arabe présentent des différences sur les plans économique et démographique, ils partagent bien des caractéristiques, notamment l'histoire, la langue et des liens culturels profonds.

Ces 20 dernières années, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ont connu à la fois des changements importants, notamment les soulèvements du Printemps arabe de 2010-11, et une transformation insuffisamment tournée vers l'avenir, caractérisée par la persistance d'une croissance morose, une faible participation des femmes au marché du travail et un taux de chômage élevé chez les jeunes. Certains pays sont soumis à des pressions croissantes liées à la dette, à un niveau d'inflation élevé, à la démographie et aux inégalités.

Ces défis s'accompagnent néanmoins de nouvelles possibilités d'assurer une croissance inclusive et de créer des emplois durables en lien avec la pandémie, le changement climatique et la révolution numérique. Il s'agit notamment de la transformation numérique, des investissements verts, des nouveaux marchés économiques, de la transition énergétique et de l'évolution de la nature du travail. D'ores et déjà, des pays comme l'Égypte, la Mauritanie, le Maroc et les Émirats arabes unis prennent des mesures pour exploiter les énergies vertes. La région pourrait aussi tirer parti du développement des échanges intrarégionaux à mesure que s'opère le réalignement des chaînes d'approvisionnement mondiales.

Il sera difficile de maintenir le statu quo d'une activité économique dominée par l'État, en particulier pour les pays fortement endettés qui sont confrontés à des coûts de financement élevés. Déjà débordés par des niveaux élevés de chômage des jeunes et d'inégalités entre les sexes, ces pays ne seront pas en mesure d'absorber les plus de 100 millions de personnes qui devraient entrer sur le marché du travail au cours des 10 prochaines années, à moins de changer leur modèle de croissance. La politique du statu quo constituera une dangereuse menace

pour la fragile cohésion sociale, qui viendra s'ajouter aux tensions causées par le réchauffement rapide de la planète et par l'évolution spectaculaire de l'économie mondiale.

Une « nouvelle donne » pour la région consistera à réaliser au profit de ses habitants des objectifs bien connus et cernés de longue date : plus d'emplois, une meilleure éducation, plus de dignité, une meilleure gouvernance et une répartition plus large et plus équitable des possibilités et ressources économiques. Comment les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient peuvent-ils opérer une transformation, réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience face aux chocs futurs ? Comment peuvent-ils stimuler le changement tout en promouvant une plus grande coopération mondiale ?

Stabilité économique

Un premier pas consiste à mettre l'accent sur la stabilité macroéconomique et financière. Si bon nombre d'États ont, à juste titre, accru leurs dépenses et fourni une aide sociale pour faire face à la pandémie de COVID-19 et à la crise du coût de la vie, ces mesures ont été onéreuses et ont souvent nécessité des emprunts. L'augmentation du coût du service de la dette réduit la marge de manœuvre budgétaire alors même que les pouvoirs publics continuent de faire face aux risques liés aux chocs futurs, aux passifs conditionnels et à l'aggravation des pressions climatiques.

Parallèlement au remboursement de la dette, les pouvoirs publics devraient mobiliser des recettes en supprimant les exonérations inefficaces et en améliorant l'équité fiscale, limiter les dépenses liées aux subventions non ciblées et maîtriser la masse salariale du secteur public. Ces dépenses sont rigides et elles brident l'aptitude des pouvoirs publics à répondre aux chocs ou à financer l'éducation, les soins de santé et la protection sociale. À titre d'exemple, en Tunisie, ce type de dépenses absorbe les quatre cinquièmes des recettes.

S'agissant de la politique monétaire, les banques centrales devraient continuer à être tournées vers l'avenir, en mettant clairement l'accent sur la stabilité des prix tout en maintenant la stabilité financière au besoin. La politique monétaire doit être ajustée en fonction des données les plus récentes, de l'évolution de la conjoncture mondiale et de l'orientation des principales banques centrales.

Toutefois, la seule préservation de la stabilité macroéconomique n'apportera pas le changement porteur de transformation escompté. Cette stabilité est la fondation et non la maison. La réalisation d'une croissance véritablement inclusive passera aussi par des réformes structurelles.

Un filet de protection sociale solide et bien conçu est essentiel au maintien de la cohésion sociale. La plupart des dépenses sociales de la région sont consacrées à des subventions générales non ciblées. Ces aides contribuent certes à assurer aux pauvres un accès abordable à la nourriture et aux combustibles, mais elles entraînent un énorme gaspillage car la plupart des avantages reviennent

aux riches et elles restreignent la capacité des pouvoirs publics à investir dans des programmes mieux ciblés.

Le remplacement des subventions généralisées sur les prix par un appui ciblé signifierait que ceux qui en ont le plus besoin pourraient connaître une amélioration immédiate et visible. Dans cette optique, le Maroc a supprimé les subventions aux combustibles en 2016, l'Égypte a instauré un mécanisme automatique d'indexation des prix des combustibles en 2019 et la Mauritanie a nettement réduit les subventions aux combustibles non ciblés tout en augmentant progressivement les transferts monétaires en faveur des plus vulnérables.

Des mécanismes de ciblage plus efficaces peuvent aussi être mis en œuvre rapidement. Durant la pandémie, le Maroc a pu faire bénéficier rapidement les travailleurs du secteur informel d'un programme de transfert monétaire en recourant aux paiements numériques. De même, la Jordanie a amélioré le ciblage de son système de transferts monétaires, ce qui a permis d'en élargir considérablement la portée.

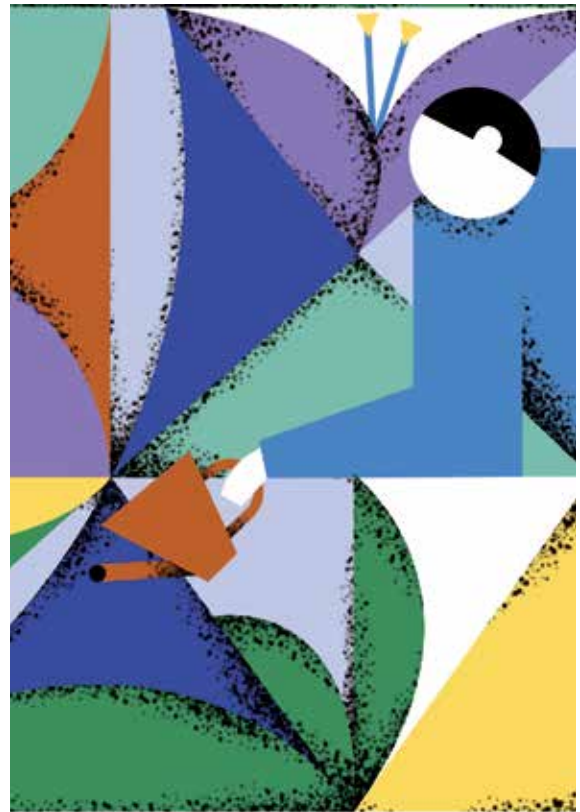
Développement du secteur privé

Pour créer des emplois, il sera essentiel de confier au secteur privé un rôle plus inclusif. Le secteur privé crée plus de 90 % des emplois dans les pays en développement. Là où le secteur public s'efforce de créer un environnement propice, les entreprises privées devraient assumer la responsabilité d'accroître l'investissement, la productivité et la compétitivité, tout en formant la main-d'œuvre afin que celle-ci puisse tirer parti d'un monde technologique en évolution.

Le secteur privé doit donc jouer un rôle moteur dans l'expansion de l'activité économique, avec l'appui d'un secteur public solide et efficace. Il est essentiel que de leur côté, les pouvoirs publics contribuent à développer les institutions, à corriger les défaillances du marché et à fournir des biens publics. L'amélioration de l'éducation sera essentielle pour garantir l'intégration de la main-d'œuvre dans le secteur formel (synonyme d'amélioration de la sécurité du revenu et de l'accès aux dispositifs de protection sociale) et le renforcement des compétences nécessaires à l'exercice d'une activité dans le secteur privé. L'élimination des obstacles juridiques et des pratiques discriminatoires contribuerait à accroître la participation des femmes au marché du travail.

À l'heure actuelle, les entreprises publiques de la région sont réparties sur l'ensemble du spectre économique, depuis le tabac jusqu'à la production d'électricité, en passant par le textile, l'agroalimentaire, la fabrication de meubles et la communication. Cette présence démesurée du secteur public dans les activités commerciales et son statut d'employeur de premier recours créent des inefficacités et des distorsions qui pèsent lourdement sur la croissance globale de la productivité.

Une gouvernance économique plus forte et des mesures anticorruption vigoureuses s'imposent pour



favoriser une croissance plus rapide et plus inclusive, tout en veillant à ce que chacun puisse se faire entendre. La participation à la vie politique et économique garantit la responsabilité en matière d'utilisation des ressources publiques et de prestation de services. Elle renforce aussi la cohésion sociale et la confiance, et garantit la possibilité de répartir les bienfaits de la croissance à l'échelle de la société. Au fur et à mesure de l'avancement des réformes, il importera que les pouvoirs publics fournissent des preuves à l'appui de leurs décisions et de leurs résultats, et qu'ils rendent des comptes. Avec des institutions transparentes et tenues de rendre rigoureusement des comptes, les règles du jeu sont claires et équitables.

Priorité à la résilience

Il est devenu encore plus urgent d'assurer la transition énergétique et la résilience au changement climatique. Dans une région où les besoins hydriques et alimentaires sont importants, le changement climatique aggravera les niveaux sans précédent de famine. Cela risque d'accroître les bouleversements économiques, les conflits et les déplacements de population. En Tunisie, les secteurs touristique et halieutique sont confrontés à la menace de l'érosion des littoraux, qui a des répercussions importantes sur les activités et l'emploi. En Mauritanie, la croissance pourrait baisser d'un point de pourcentage sous l'effet de l'intensification de la sécheresse, mais l'élargissement de l'accès à l'électricité est susceptible de réduire de moitié les pertes.

De toute évidence, il est urgent de placer au rang de priorités le renforcement proactif de la résilience au changement climatique. Certains pays ont déjà commencé à investir dans les énergies renouvelables et des infrastructures à l'épreuve du climat, tout en adoptant des mesures qui augmentent le coût effectif des émissions de carbone, notamment la suppression progressive des subventions. Ces dernières années, le Maroc a construit la plus grande centrale solaire thermodynamique du monde, qui utilise la chaleur réfléchie pour produire de l'électricité même après le coucher du soleil. L'Égypte a été la première à émettre des obligations vertes dans la région et elle a accéléré l'intégration des énergies renouvelables au cours des 10 dernières années.

Les pouvoirs publics devraient donner la priorité aux mesures qui sont avantageuses dans tous les scénarios plausibles de changement climatique et renforcer les capacités d'adaptation. Les simulations de la Banque mondiale pour le Maroc montrent que l'investissement dans des infrastructures hydrauliques améliorerait la résilience face à la sécheresse, réduirait de près de 60% les pertes de PIB et stopperait l'augmentation de la dette publique. En ce qui concerne les pays à faible revenu, fragiles et en conflit, la priorité immédiate devrait être de renforcer la préparation aux catastrophes, la gestion des ressources hydriques et la mise en place d'infrastructures adaptées au climat. Ces pays devraient aussi renforcer la capacité des institutions à faire face au changement climatique et celle des communautés à réagir aux chocs.

L'adoption des nouvelles technologies pourrait stimuler une transformation radicale. Selon la Banque mondiale, le PIB par habitant de la région pourrait augmenter de plus de 40% à mesure que le passage au numérique accroît l'efficacité, l'inclusion et la résilience. Le potentiel inexploité demeure toutefois important. Les téléphones intelligents sont massivement utilisés, mais le commerce électronique en est encore à ses balbutiements. Des disparités dans l'adoption du numérique subsistent également entre les pays à faible revenu et ceux à revenu élevé.

Afin de promouvoir le passage au numérique, les pouvoirs publics doivent ancrer un environnement favorable. Pour ce faire, il convient de consolider l'infrastructure numérique, d'améliorer la maîtrise des outils numériques et de renforcer les compétences de la main-d'œuvre. Ces mesures réduiraient les coûts d'adoption, en particulier chez les petites et moyennes entreprises. La Tunisie, par exemple, a amorcé ce virage en 2018 avec son Startup Act (loi sur les jeunes pousses), qui simplifie les démarches administratives en vue d'encourager l'entrepreneuriat et l'innovation dans le secteur numérique.

Le changement, une entreprise de longue haleine

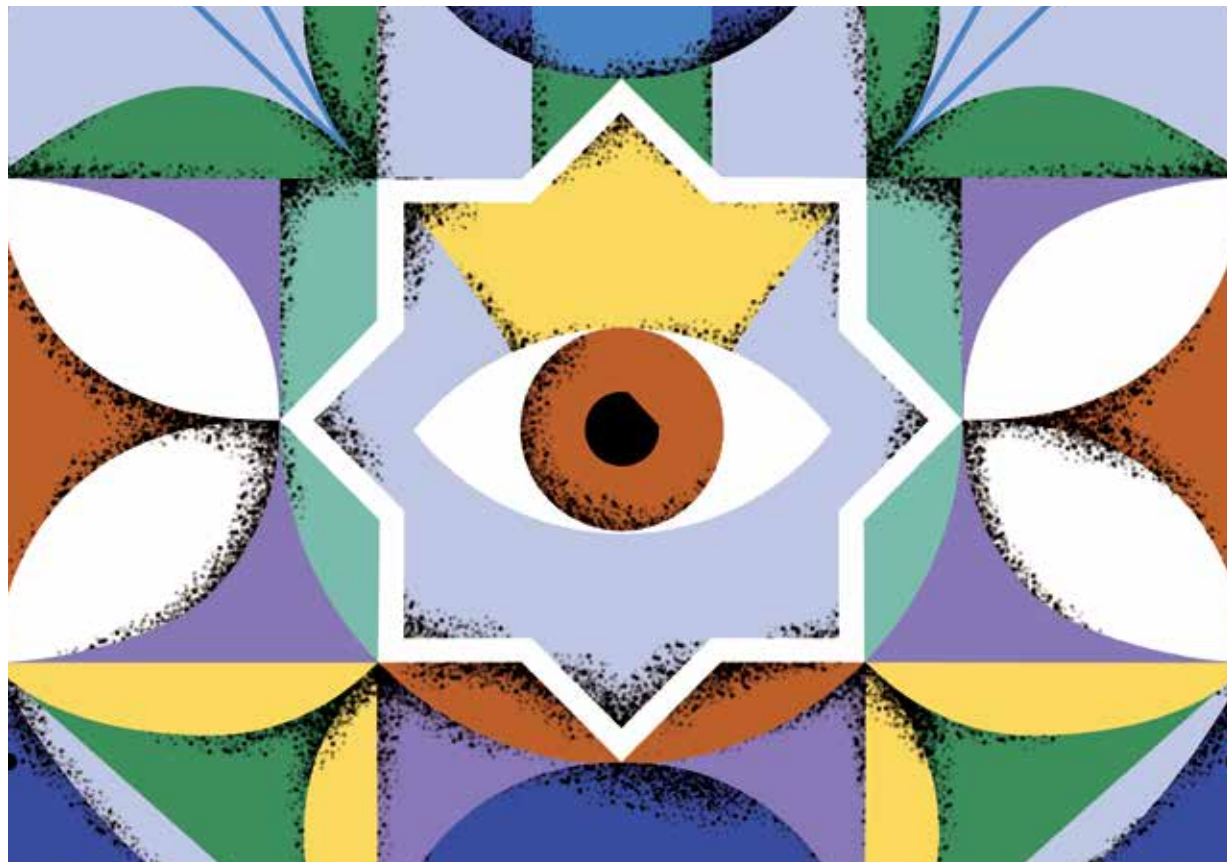
Les réformes mettront du temps à porter leurs fruits, mais pour assurer leur succès, il faut disposer de certains

ingrédients élémentaires mais essentiels. D'après les expériences antérieures acquises dans différents pays, l'appropriation totale des réformes par les pouvoirs publics constitue la clé de leur succès et de leur pérennité. Cette appropriation aide les autorités à vaincre les résistances au changement. Le deuxième ingrédient est une communication transparente qui permet d'informer la population de la nécessité du changement et de susciter l'adhésion à des choix difficiles. Cette communication passe par un véritable dialogue à double sens, dans lequel les pouvoirs publics reçoivent et intègrent les réactions des principales parties prenantes. La population doit sentir qu'elle a le pouvoir d'influer sur les résultats et qu'elle n'est pas soumise à des politiques publiques qui ne profitent qu'à quelques-uns.

L'évolution de la transformation structurelle n'est pas linéaire. Beaucoup de pouvoirs publics ont tenté d'opérer des changements durables et d'envergure, avant d'être confrontés à des chocs extérieurs défavorables, à des conditions intérieures délicates et à des conflits internes et externes. De plus, le sentiment que les « réformes » sont biaisées au profit de quelques privilégiés peut freiner la dynamique. Pour ces raisons, il est essentiel de procéder par étapes : commencer par des mesures qui apportent des gains importants et s'appuyer sur les résultats rapides pour vaincre le scepticisme et se constituer un bilan. Certaines périodes seront marquées par des progrès rapides, et d'autres par l'enlisement des changements. Les plans initiaux doivent être ambitieux et assez souples pour s'adapter à l'évolution des circonstances. Comme l'a affirmé Dwight D. Eisenhower, ancien président des États-Unis, « les plans ne sont rien, c'est la planification qui compte ».

En somme, la stabilité macroéconomique constitue un résultat important, mais elle n'est pas suffisante en soi. Comme l'ont montré les soulèvements arabes et les manifestations en Amérique latine, la stabilité est d'une utilité limitée si elle ne s'accompagne pas d'emplois, d'une prospérité partagée et de la représentativité. La stabilité est importante parce qu'elle permet aux pouvoirs publics de procéder à des transformations structurelles qui, à leur tour, renforcent la résilience d'un pays et sa capacité à préserver la stabilité.

« Le passé nous a livré un enseignement systématique, à savoir que rien de ce qui est imposé de l'extérieur d'un pays ne peut marcher sans une adhésion à l'intérieur du pays. »



Renouvellement du partenariat régional

La fragmentation actuelle du paysage mondial appelle à une relance des partenariats régionaux au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Une diminution de l'intégration commerciale ferait le plus grand tort aux pays à faible revenu d'une région très fragile, et une réduction des flux de capitaux et des investissements directs étrangers limiterait encore plus les financements, la diffusion des technologies et les perspectives de croissance de ces pays. À mesure que les liens mondiaux se distendent, il importerait plus que jamais de renforcer les liens régionaux en matière de commerce et d'investissement.

Dans ce contexte, les membres du Conseil de coopération du Golfe créé il y a 42 ans, à savoir l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Émirats arabes unis, le Koweït, Oman et le Qatar, ont pris des mesures pour appuyer les investissements régionaux. Toutefois, en dépit des nombreux accords commerciaux conclus au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, les échanges commerciaux à l'intérieur de la région restent faibles.

Étant donné que les pays plus avancés s'engagent dans la « délocalisation entre amis », il sera indispensable pour les pays de cette région de diversifier leurs économies et d'acquiescer une plus grande autosuffisance au niveau régional. Cela contribuerait à améliorer la résilience aux chocs exogènes et à la volatilité des marchés.

Compte tenu de l'évolution du monde, il conviendra également que la communauté internationale tire des

enseignements de ce qui a fonctionné et de ce qui n'a pas fonctionné par le passé. Au moment où cette région connaît une profonde remise en question, le reste du monde devrait, lui aussi, repenser la manière de faire face aux menaces existentielles planétaires comme le changement climatique et les pandémies, et d'éviter une fragmentation effrénée. Les institutions multilatérales devraient mettre les règles à jour afin de garantir la coopération en matière de biens publics mondiaux, une concurrence loyale et une protection appropriée des plus vulnérables.

Le passé nous a livré un enseignement systématique, à savoir que rien de ce qui est imposé de l'extérieur d'un pays ne peut marcher sans une adhésion à l'intérieur du pays. Les autorités jordaniennes, qui ont sollicité le concours du FMI en 2019, s'investissent depuis le début dans la mise en œuvre de leur programme appuyé par le FMI. La transformation réussie du Maroc au cours des 10 dernières années a été soutenue par des facilités de crédit du FMI. Ces pays sont la preuve qu'une refonte interne de l'économie peut s'avérer efficace pour la transformation d'un pays. Les institutions multilatérales doivent, quant à elles, jouer le rôle qui leur revient en ouvrant le dialogue, en recherchant le consensus et en encourageant une mise en œuvre prudente et cohérente des mesures. **F&D**

JIHAD AZOUR et **TALINE KORANCHELIAN** sont respectivement directeur et directrice adjointe du département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI.

LIBÉRER LE POTENTIEL DE LA FINTECH AU MOYEN-ORIENT

Amjad Ahmad

Des réglementations mieux adaptées permettront au Moyen-Orient d'attirer plus d'investissement et de stimuler l'innovation en matière de finance numérique

Avec une population jeune, instruite et de plus en plus nombreuse, ainsi que des taux de pénétration de la téléphonie mobile, de l'Internet et des téléphones intelligents parmi les plus élevés au monde, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord constituent un terrain propice à l'innovation financière. La région accuse toutefois un certain retard en ce qui concerne l'utilisation des services bancaires numériques et l'adoption des technologies financières (la « fintech »). Pour tirer parti des formidables perspectives à venir, elle doit relever des défis majeurs, notamment celui posé par des réglementations protectrices. Les visions de la réglementation diffèrent d'un pays à l'autre, mais cette région est généralement celle qui recèle le meilleur potentiel de réforme parmi les pays émergents et en développement, surtout dans le domaine du financement intérieur, du marché du travail et des règles de gouvernance. Les pays du Moyen-Orient qui cherchent à diversifier leurs économies en faisant appel au secteur privé et en réduisant le rôle du secteur public, en élargissant l'accès aux services financiers et en accélérant l'investissement direct étranger n'ont d'autre choix que d'épouser l'innovation financière.

Le monde arabe bénéficie d'un avantage démographique non négligeable. Un tiers de la population a moins de 30 ans et une cohorte extrêmement nombreuse entrera dans l'âge adulte dans les 10 prochaines années. Il s'agit donc de développer les produits et les services dont auront besoin les nouveaux ménages, qui disposeront généralement de deux revenus, puisque les femmes sont plus nombreuses à travailler. Cette transition démographique devra aussi s'accompagner d'une diversification économique et d'une croissance dynamique pour



stimuler la création d'emplois. Ces impératifs expliquent la détermination de nombreux pouvoirs publics de la région, en particulier dans la région du Golfe, à transformer leurs économies. Plusieurs pays, surtout les deux grands pays que sont l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, peuvent espérer des dividendes démographiques, dont les retombées pourraient aider leurs voisins à prospérer. Comme nous l'avons constaté dans d'autres pays émergents, la fintech a amélioré l'inclusion financière, qui est un important levier et accélérateur de croissance économique.

L'adoption massive des technologies mobiles dans la région lui offre des possibilités très intéressantes en tant que marché de produits financiers numériques, particulièrement pour les jeunes, qui ont grandi avec le numérique. L'un des signes témoignant clairement du plein essor de la demande est l'accélération des paiements dématérialisés pendant la pandémie de COVID-19. Aux Émirats arabes unis, ces paiements (dont les paiements sans carte) ont augmenté de 39% en 2018 à 73% en 2023.

Toutefois, seulement 17 % des consommateurs moyen-orientaux utilisent les services bancaires numériques, contre presque 60 % des consommateurs aux États-Unis. Les recettes de la fintech devraient augmenter,

passant de 1,5 milliard de dollars en 2022 à 3,5-4,5 milliards de dollars en 2025 dans la région Moyen-Orient, Afrique du Nord et Pakistan, grâce à la progression de la fintech dans le secteur bancaire (de moins de 1 % à 2 %, voire 2,5%). Certains pays moyen-orientaux pourraient même afficher des chiffres équivalents à ceux d'autres pays émergents, comme le Brésil (5-7%) ou le Nigéria (12-15%).

Domaine réservé

L'un des principaux obstacles à l'innovation financière au Moyen-Orient est la tradition régionale faisant du secteur financier un domaine réservé. Dans la plupart des pays, les institutions bancaires appartiennent presque toutes à l'État, à des organismes parapublics ou à des élites très influentes. Des régimes réglementaires excessivement protecteurs favorisent les entreprises en place et rendent les champions nationaux indéboullonnables.

Les banques des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), dont la solidité des bilans est étayée par les largesses du pouvoir, sont impatientes de se développer. Cependant, les débouchés limités offerts par les marchés du Golfe les ont incitées à s'aventurer jusqu'à des marchés comme la Turquie, davantage ouverts aux acquisitions

par des banques étrangères. S'agissant des banques du CCG, les consolidations internationales ne sont sans doute pas pour tout de suite. Il est par exemple difficile d'imaginer que la Qatar National Bank obtienne l'autorisation de prendre le contrôle d'une banque saoudienne ou émirienne. Pour les pouvoirs publics, le dilemme est difficile entre la volonté de développer l'innovation et l'inclusion financières et celle de protéger les précieux champions bancaires locaux. En vertu de la dynamique bien établie du secteur bancaire, de nombreuses jeunes pousses de la fintech dans la région sont plus des prestataires de services d'institutions bancaires en place ou des instruments leur permettant de se constituer une clientèle que de véritables concurrents. Les possibilités offertes par la fintech sont à étudier à travers ce prisme.

Centres concurrents

Les pays du Moyen-Orient sont de plus en plus intéressés par l'édification d'un écosystème propice à l'innovation financière ; plusieurs d'entre eux cherchent à devenir des centres de la fintech, notamment à Abou Dabi, Bahreïn, Dubaï et Riyad. Contrairement aux États-Unis, où l'État, avant d'entrer au capital, laisse une marge de manœuvre pour l'exploration et la croissance, les autorités du Moyen-Orient veulent être au cœur de l'innovation financière à des fins de contrôle. C'est la raison pour laquelle la majorité des acteurs régionaux de la fintech préfèrent aller dans le sens de ces autorités qu'écouter Mark Zuckerberg, leur conseiller d'« avancer vite et de tout casser ».

Il faut revoir cette conception. Un processus d'innovation descendant, piloté par les instances gouvernementales plutôt que les entreprises du secteur, ne donnera pas naissance à des entreprises de fintech compétitives au niveau mondial et n'incitera pas les meilleures à se lancer localement.

Bien qu'il faille reconnaître l'importance de l'atténuation des risques et de la protection des consommateurs, ces facteurs n'ont pas à inhiber l'innovation financière. Les dirigeants de la région doivent disposer des compétences et des ressources requises pour réglementer efficacement la fintech. Permettre aux entreprises concernées de démarrer sans être soumises à une réglementation excessive à leurs tout débuts ouvrira la voie à plus d'innovation.

Aux Émirats arabes unis, le secteur de la fintech gravite principalement autour des zones franches de l'Abu Dhabi Global Market et de la place financière internationale de Dubaï ; les banques centrales de Bahreïn et d'Arabie saoudite, en revanche, ont opté pour une approche commune. Sous réserve d'une réglementation favorable, le vaste marché saoudien se prête bien au déploiement à grande échelle de la fintech. Cependant, même si chaque écosystème vise en priorité à développer ses propres avantages comparatifs, une interconnectivité et une interopérabilité accrues sont indispensables dans cette région fragmentée.

L'extensibilité des marchés demeurera le défi le plus important à relever pour créer dans ces plateformes

régionales des start-ups de la fintech compétitives au niveau mondial. Les acteurs panrégionaux sont encore peu nombreux.

Vu l'importance en volume des services financiers, il est difficile d'imaginer un secteur de la fintech prospère dans une région fragmentée. La Jordanie ou Bahreïn peuvent-ils espérer le même succès que la Suède avec Klarna, le système de paiement et d'achat mondial ? C'est très improbable. L'extensibilité dans cette région du monde coûte très cher et les réglementations sont rédhibitoires. La plupart des fondateurs reconnaîtront qu'ils ne peuvent pas atteindre leurs objectifs de croissance et concevoir un modèle économique durablement rentable sans une approche régionale multimarchés.

Une dynamique d'investissement fragile

La dématérialisation des services financiers résulte d'un accès facilité aux technologies à un moindre coût grâce aux innovations concernant l'infrastructure numérique (informatique en nuage, accès au capital-risque, etc.). Avec l'arrivée de l'intelligence artificielle (IA), le risque de bouleverser des secteurs d'activité complexes est plus plausible que jamais. L'IA uniformise encore davantage les règles du jeu pour toutes les jeunes entreprises du numérique, en particulier celles de la fintech, qui ont besoin d'analyses sophistiquées de jeux de données complexes et d'une précision quasiment parfaite compte tenu des risques encourus. Ce qui était auparavant complexe sur le plan technologique et d'un coût prohibitif pour nombre d'entreprises naissantes est peut-être possible aujourd'hui grâce aux modèles de langage de l'IA.

La fintech est la cible principale des investissements en capital-risque depuis trois ans et devrait le rester. Le financement du capital-risque lié à la fintech au Moyen-Orient et en Afrique du Nord est passé de 587 millions de dollars en 2021 à 925 millions de dollars en 2022, soit une hausse de 58%. Le montant en 2022 se répartissait entre 131 opérations, contre 124 en 2021. Les montants en jeu augmentent à chaque levée de fonds. La part de la fintech dans le financement du capital-risque s'est accrue de 21% en 2021 à 29% en 2022.

Les start-ups de paiement ont occupé une place prépondérante dans la première vague d'investissement, ce qui n'est pas surprenant dans une région où les envois de fonds et le négoce représentent l'essentiel de l'activité économique. Plus récemment, un ensemble de jeunes pousses plus diversifié a été financé dans la région, dont Tabby et Tamara, axées sur le modèle de l'achat immédiat avec paiement différé, les entreprises de services bancaires ouverts Lean Technologies et Tarabut Gateway, les plateformes de prêt pour petites et moyennes entreprises Lendo et Liwwa, et les gestionnaires de patrimoine comme Sarwa et Thndr.

Mais le financement du capital-risque a été moins important que prévu et l'élan semble faiblir. Au premier trimestre de 2023, les opérations et les financements recensés dans la région ont affiché leurs plus faibles

niveaux depuis le début de la pandémie de COVID-19. Le rapport du Milken Institute publié en 2019 prévoyait que d'ici 2022, 465 entreprises moyen-orientales de la fintech lèveraient plus de 2 milliards de dollars grâce aux fonds de capital-risque, sachant que seulement 30 start-ups avaient obtenu près de 80 millions de dollars en 2017. La région n'exploite manifestement pas tout son potentiel, pour toutes les raisons précitées.

Une action des pouvoirs publics est nécessaire

Malgré les difficultés, les autorités de réglementation de la région sont conscientes que la fintech peut améliorer l'inclusion financière et la croissance économique, et déterminées à créer un environnement réglementaire favorable. Les annonces récentes de l'Arabie saoudite concernant son cadre de services bancaires ouverts et la réglementation par l'Égypte des paiements numériques constituent des avancées importantes à cet égard.

Pour que la fintech révèle tout son potentiel, les pouvoirs publics doivent prendre plusieurs mesures essentielles, tout en gardant à l'esprit la nécessité d'atténuer les risques et de protéger les consommateurs :

L'établissement de règles du jeu équitables pour les entreprises déjà sur le marché, les acteurs internationaux et les start-ups permettra d'avoir des acteurs plus dynamiques et compétitifs au niveau mondial. La mise en situation d'une réelle concurrence entre les entreprises en place stimulera les dépenses et l'innovation liées aux technologies de l'information. Les entreprises installées seront contraintes d'améliorer leurs produits et leurs services pour fidéliser leurs clients. L'intensification de la concurrence stimulera aussi les fusions-acquisitions nationales et internationales, qui sont indispensables ; cela facilitera la sortie du capital-risque des start-ups rentables et attirera des capitaux pour de nouvelles opérations de capital-risque dans le secteur.

L'harmonisation des réglementations permettra à tous les acteurs en présence de développer leurs marchés plus facilement et plus efficacement. Les start-ups auront toujours besoin d'autorisations et d'agréments, mais une transparence accrue de la réglementation et un engagement plus fort des pouvoirs publics assureront un déploiement géographique plus harmonieux. Autoriser les acteurs agréés dans un pays à exercer librement leurs activités dans un autre pays constituerait aussi une avancée positive. Des accords entre les autorités de réglementation des différentes plateformes régionales permettraient aux start-ups de se développer géographiquement sans trop de frictions. Surtout, il faut comprendre que la croissance régionale n'est pas un jeu à somme nulle et qu'elle profite à tous.

La démocratisation de l'accès à l'information est la clé de l'innovation dans la fintech. La réglementation des services bancaires ouverts et la création de registres de crédit globaux recensant les emprunteurs potentiels

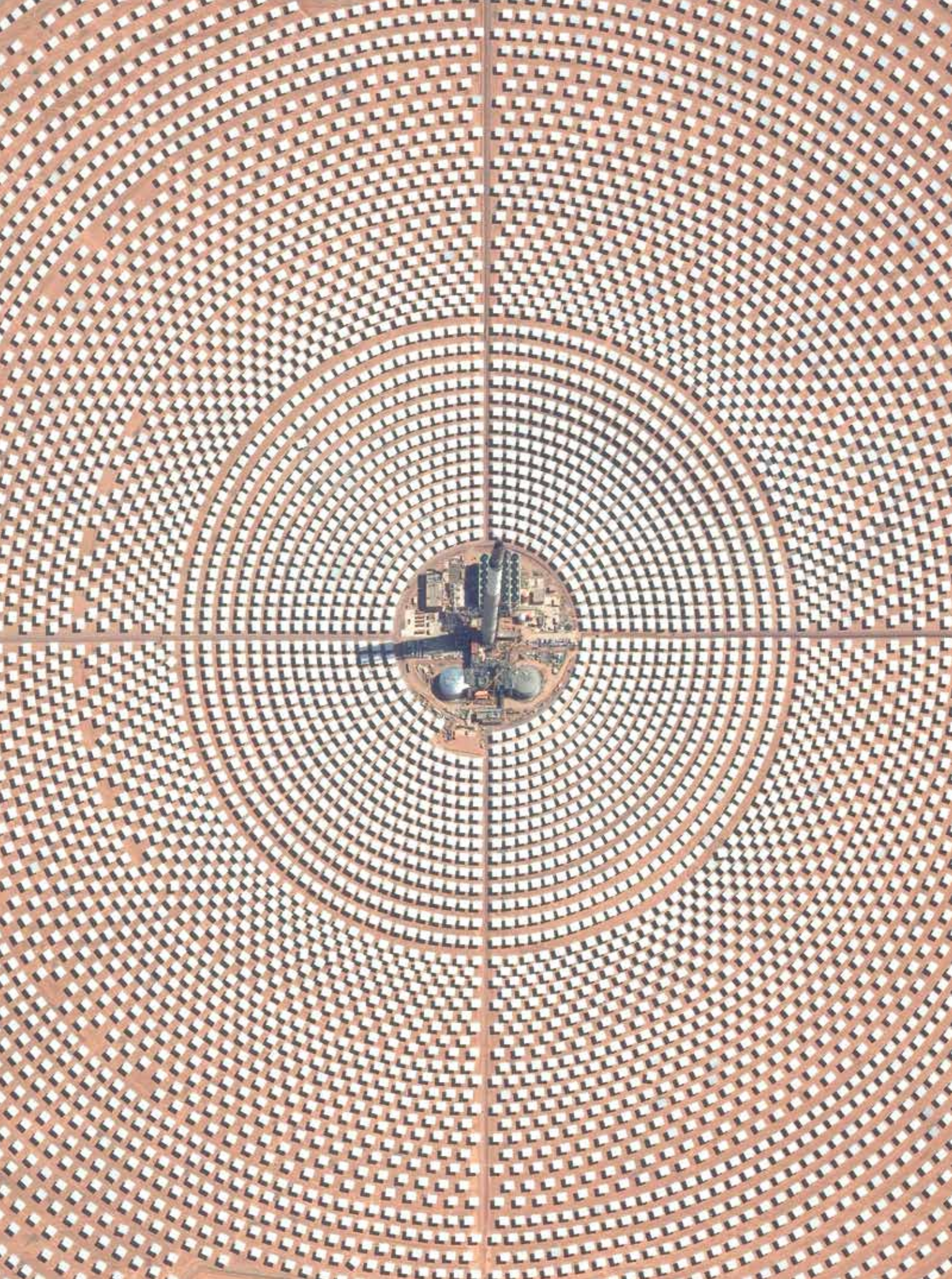
abaisseront les coûts et stimuleront la concurrence entre un plus grand nombre d'entreprises sur les marchés de produits et de services.

Une base élargie d'investisseurs dans le capital-risque local est nécessaire. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, le financement par le capital-risque a reculé de 13% en 2023 ; le nombre d'opérations a chuté de 55%. La région a eu tendance à recourir massivement aux marchés internationaux pour trouver les financements manquants lors de levées de fonds portant sur de gros montants. En dehors des fonds souverains et des entités parapubliques, le nombre d'acteurs locaux capables de participer aux gros tours de table requis pour transformer et développer des start-ups susceptibles d'être compétitives au niveau régional et mondial est limité. Il n'y a tout simplement pas assez de commanditaires internationaux dans la région pour soutenir le secteur du capital-risque sans l'aide de l'État. Il faut impérativement disposer d'une réserve de commanditaires active, diverse et étendue. L'écosystème a besoin d'investisseurs institutionnels locaux et internationaux tels que des fonds de pensions, des fonds de dotation, des fondations, des compagnies d'assurances et des gestionnaires de patrimoine. Des programmes de garanties et d'incitations attireront ces investisseurs.

Le développement du capital humain et l'immigration doivent faire partie des priorités des pouvoirs publics. Il faut s'appuyer sur des professionnels chevronnés du secteur financier pour créer des start-ups innovantes et des réglementations efficaces. Trouver au Moyen-Orient des personnes qualifiées, spécialistes des financements et des technologies complexes n'est pas aisé. La région doit privilégier trois axes : *former des talents dans chaque pays en réformant massivement le système éducatif*, notamment pour que les compétences proposées correspondent à celles des industries de la connaissance ; *réfléchir à des initiatives de perfectionnement de la main-d'œuvre actuelle* au travers de partenariats public-privé, de programmes ciblés et d'incitations en faveur du secteur privé ; et *lancer des programmes de visas permanents à long terme et instaurer un accès à la citoyenneté*, en particulier pour les personnels expatriés très qualifiés déjà installés dans la région.

Le monde a constaté le pouvoir transformateur de la fintech et ses effets positifs sur l'inclusion financière, la croissance économique, le bien-être des consommateurs ainsi que l'investissement et le commerce internationaux dans les pays développés et en développement. Les pouvoirs publics de la région doivent saisir l'occasion et conduire les réformes nécessaires pour faire réellement décoller l'innovation dans le secteur de la fintech. **F&D**

AMJAD AHMAD préside l'initiative empowerME à l'Atlantic Council et il est associé gérant et conseiller pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et les pays émergents de 500 Global.



AFRIQUE DU NORD : LE MIRAGE DE L'HYDROGÈNE

Rabah Arezki

Les milliards de dollars que font miroiter les projets de production d'hydrogène risquent de faire oublier les crises intérieures aux dirigeants

Le bleu profond et intense de la Méditerranée sert de toile de fond incongrue à des milliers d'odyssées tragiques de réfugiés et de migrants cherchant à atteindre le nord de l'Europe. Le 14 juin 2023, un bateau de réfugiés a chaviré au large des côtes grecques, faisant des centaines de morts. En 2022, pas moins de 160 000 personnes ont tenté de franchir des kilomètres d'eau libre, souvent dans des embarcations surchargées ou de fortune, selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Près de 40 % d'entre elles étaient originaires de Tunisie ou d'Égypte, et plus de 2 300 ont péri.

Ces migrants étaient désespérément en quête de sécurité et d'opportunités économiques, et ils sont des milliers à les imiter, risquant leur vie chaque jour pour la même raison. Les flux de migrants ont accru les tensions entre les pays qui bordent le nord de la Méditerranée et ceux qui bordent le sud de ces eaux, véritable carrefour entre les civilisations orientales et occidentales depuis des millénaires.

Malgré ces vives tensions, les pays du pourtour méditerranéen ont renouvelé leur coopération dans le secteur de l'énergie. Outre les exportateurs traditionnels de pétrole et de gaz tels que l'Algérie et la Libye, d'autres pays, dont l'Égypte, le Liban, Israël et la Mauritanie, sont sur le point d'entrer en scène

à la suite de la découverte de plusieurs gisements importants de combustibles fossiles.

Dans le contexte de la transition énergétique mondiale, les investisseurs sont impatients d'injecter des milliards de dollars dans nombre de ces pays afin de transformer en hydrogène les combustibles fossiles des nouveaux gisements. Cet élément est la principale matière première des piles à combustible, qui produisent de l'électricité de manière propre grâce à une réaction chimique, l'eau étant le principal sous-produit. Malgré les défis technologiques considérables à relever, on s'attend à ce que la demande de gaz en Europe et ailleurs explose à mesure que les véhicules, les usines et les autres consommateurs d'énergie cherchent à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Pour les pays du sud de la Méditerranée, cette alléchante possibilité de développement économique risque cependant d'être aussi illusoire qu'un mirage dans le Sahara. En effet, le battage médiatique autour de l'hydrogène pourrait continuer d'être une source de distraction pour les dirigeants de ces pays et les empêcher de s'attaquer aux problèmes sociaux intérieurs à l'origine de la crise migratoire. Si la technologie devient viable, les revenus tirés des exportations d'hydrogène vers l'Europe pourraient simplement amener les élites politiques et

Image satellite de la centrale solaire de Ouarzazate, au Maroc.

économiques à perpétuer leur comportement axé sur la recherche de rente aux dépens de leurs propres citoyens.

Les conséquences de l'invasion de l'Ukraine par la Russie ont incontestablement contribué à cimenter la coopération énergétique entre les deux rives de la Méditerranée. La guerre a placé la sécurité énergétique en tête des priorités des responsables politiques, les pays européens s'efforçant de remplacer le gaz naturel et le pétrole russes. Davantage de ressources du pourtour sud ont été exportées vers le pourtour nord, générant des recettes en devises.

Des dirigeants italiens, français et allemands ont rendu visite à leurs homologues algériens, égyptiens, libyens et mauritaniens afin de renforcer la coopération dans le secteur de l'énergie. Ces contacts très médiatisés ont débouché sur des promesses d'augmentation des exportations de combustibles fossiles et de nouveaux investissements dans l'extraction et le transport, y compris la construction d'oléoducs et de gazoducs. Ces investissements garantiront que les combustibles fossiles du pourtour méridional continuent d'être acheminés vers le nord, en Europe.

Un regain d'intérêt pour les énergies renouvelables

Les critiques ont fustigé les pays européens avancés pour leur politique du « pas chez moi », consistant à compter sur les pays en développement pour accomplir les basses œuvres que sont la production de combustibles fossiles et l'extraction de minerais essentiels à la transition énergétique. En plus d'être exposés à des risques climatiques et environnementaux, les pays du pourtour méridional et le reste de l'Afrique pourraient être laissés pour compte une fois que l'Europe aura résolu ses problèmes de sécurité énergétique. En raison de la concentration économique autour des combustibles fossiles et des investissements connexes, ces pays sont exposés au risque d'abandon d'actifs ou à la menace de restrictions strictes sur le commerce des combustibles fossiles.

L'Union européenne a avancé à pas de géant sur la voie de la transition énergétique. Les investissements dans les énergies renouvelables ont augmenté rapidement, mais la course au remplacement du pétrole et du gaz russes a également montré à quel point il est difficile de développer rapidement les énergies renouvelables et d'autres sources d'énergie plus propres. Il n'en reste pas moins que la baisse considérable du coût de production des énergies renouvelables a été l'un des principaux moteurs de ces investissements.

Les pays du pourtour méridional seront confrontés à de plus graves difficultés macroéconomiques et financières dans le cadre de la transition énergétique, en partie à cause du coût relativement plus élevé du capital. Certains d'entre eux ont progressé dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre. L'Égypte et le Maroc développent les énergies renouvelables. Le Maroc a construit le complexe Noor à Ouarzazate, la plus grande centrale solaire à concentration au monde, qui s'étend sur 3 000 hectares. D'autres pays, comme l'Algérie et la Mauritanie, se préparent à réaliser de grands projets d'énergie solaire et éolienne.

L'hydrogène est le produit de l'heure dans le bassin méditerranéen. Il est sans l'ombre d'un doute l'élément le plus abondant dans l'univers, procure une énergie propre et peut provenir de diverses sources. L'« hydrogène gris » est produit à partir du gaz naturel, mais sans piégeage ni stockage du carbone. Lorsque le carbone est piégé et stocké, l'hydrogène est « bleu », mais comporte un coût plus élevé. L'« hydrogène vert » est produit à partir de l'énergie nucléaire, de la biomasse ou d'énergies renouvelables comme le solaire ou l'éolien. Son coût demeure relativement élevé.

L'hydrogène vert suscite un enthousiasme débordant. Des projets représentant des milliards de dollars d'investissements sont à l'étude en Mauritanie, en Algérie, en Égypte et dans d'autres pays. Un promoteur allemand et la Mauritanie ont signé un protocole d'accord avec un consortium pour la réalisation d'un projet de 34 milliards de dollars pouvant produire annuellement 8 millions de tonnes d'hydrogène vert et de produits connexes.

Les projets relatifs à l'hydrogène pourraient contribuer à maintenir l'acheminement de l'énergie du sud au nord de la Méditerranée. La mise en place de l'infrastructure nécessaire au transport de l'hydrogène est déjà en cours, bien que les projets se concentrent pour l'instant sur le marché intra-européen. Une grande partie des investissements prévus dans l'hydrogène pourrait être effectuée en Europe, l'Italie et l'Espagne aspirant à devenir de grands producteurs. Le Portugal, l'Espagne, la France et l'Allemagne ont signé un accord pour la construction d'un hydrogénéoduc méditerranéen qui fournirait 10 % de l'hydrogène dont l'Union européenne a besoin d'ici à 2030. Les ministères de l'Énergie de l'Italie, de l'Allemagne et de l'Autriche ont signé une lettre d'appui au développement d'un hydrogénéoduc entre l'Afrique du Nord et l'Europe, auquel participe l'opérateur du réseau gazier italien.

Ces méga-investissements pourraient avoir d'importantes répercussions macroéconomiques, en particulier pour les pays du pourtour méridional dont l'économie est modeste et peu diversifiée. Les défis à relever concerneront l'appréciation des taux de change et le passage d'un déficit à un excédent de la balance courante. Les responsables politiques devront également se montrer prudents en raison des passifs éventuels afférents aux grands projets, par exemple en cas d'échec ou d'abandon.

Alors que les transformations géopolitiques accélérées par la guerre en Ukraine favorisent l'intégration énergétique dans les pays du pourtour méditerranéen, la nouvelle impulsion en faveur de la politique industrielle et de la souveraineté économique en Europe contribue à la freiner. Ce sont là de nouveaux risques à surmonter pour les pays d'Afrique du Nord, qui donnent à penser que les problèmes intérieurs doivent faire l'objet d'une plus grande attention.

Les problèmes intérieurs

Les grands projets de production d'hydrogène font miroiter des revenus qui pourraient contribuer à répondre aux besoins des habitants des pays du Sud. L'accès à une énergie

fiable et abondante est certainement l'une des pierres angulaires du développement des pays en voie d'industrialisation. Or, si l'on peut tirer des enseignements de l'histoire, l'abondance d'énergie ne suffit pas à elle seule à assurer le développement économique. Les pays du pourtour méridional ont une tâche colossale à accomplir, et la cohésion sociale est un enjeu. Les autorités doivent regagner la confiance des jeunes et s'attaquer aux problèmes intérieurs de longue date, qu'ils relèvent des sphères sociale ou économique, ou qu'ils aient une portée régionale. Poussés par le désespoir, des jeunes de ces pays prennent la mer au péril de leur vie pour rejoindre l'autre rive, un phénomène qui témoigne du caractère généralisé de ces problèmes.

Il existe certes de grandes différences entre les pays du pourtour méridional selon qu'ils sont exportateurs ou importateurs de pétrole. Les pays importateurs, tels que le Maroc et l'Égypte, ont restructuré ou supprimé le subventionnement des combustibles ou le contrôle de leurs prix, et ont pris des mesures destinées à atténuer les répercussions de ces décisions sur les ménages pauvres, par exemple des transferts en espèces ou en nature. Les pays exportateurs de pétrole comme l'Algérie et la Libye ont eu tendance à maintenir les subventions malgré leur coût économique et environnemental élevé. Dans des pays où l'obligation de rendre compte qui incombe aux dirigeants politiques est faible, ce statu quo reflète un contrat social durable en vertu duquel les citoyens acceptent les subventions et ferment les yeux sur l'appropriation par les élites politiques et économiques des revenus générés par les combustibles fossiles et, depuis peu, selon toute vraisemblance, par l'hydrogène.

Dans tous les pays du pourtour méridional, la méfiance à l'égard du gouvernement et la perception de la corruption restent élevées. Le manque d'opportunités économiques découle de l'absence d'un secteur privé dynamique. Le taux de chômage est plus élevé chez les personnes les plus instruites que chez celles qui le sont moins. Dans nombre de ces pays, l'héritage d'une économie administrée par l'État, avec de grandes entreprises publiques, évince les entreprises indépendantes et ouvre la voie à une économie parallèle informelle.

En outre, les banques d'État soutiennent depuis longtemps des flux de financement occultes qui favorisent les entreprises d'État et limitent la concurrence loyale. Dans les pays où l'empreinte de l'État est moindre, c'est un secteur privé de copinage qui s'approprie généralement les richesses, faussant ainsi la concurrence. Que les entreprises publiques ou le secteur privé de copinage dominant, des millions de jeunes sont laissés pour compte. Dans les deux cas, la perception de la corruption et les inégalités rampantes sapent gravement la cohésion sociale.

La perspective des exportations d'hydrogène peut avoir un effet positif sur le solde extérieur, mais peut aussi renforcer les activités visant à maximiser la rente au détriment d'autres aspects de l'économie nationale. Pour ne pas répéter les erreurs du passé, le secteur doit faire preuve d'une transparence absolue afin de limiter la corruption.

Les autorités devraient également essayer de maximiser non seulement les revenus qu'elles tirent de la production d'hydrogène, mais aussi les avantages pour la population, y compris les politiques de localisation. Un secteur énergétique axé sur les exportations ne créera pas les emplois dont ont besoin les jeunes, qui représentent la majorité de la population des pays du pourtour méridional.

Il est donc important de mener des réformes qui ne se limitent pas au secteur de l'énergie. La restructuration doit avoir une plus grande portée et viser à éliminer les obstacles à la création d'emplois décents pour les jeunes. Cela permettrait de répondre à leur désespoir qui ne cesse de croître. Mais il n'est pas facile de procéder à de tels changements dans un contexte de méfiance généralisée.

L'ordre dans lequel les réformes seront réalisées peut renforcer la confiance. En bref, les élites politiques et administratives doivent d'abord joindre le geste à la parole avant d'introduire des changements qui touchent l'ensemble de la population. Plus précisément, il sera utile de supprimer les subventions aux entreprises découlant des monopoles d'importation et, de manière générale, de promouvoir une concurrence loyale en limitant l'abus de position dominante par les entreprises publiques ou les amis du régime. Outre une plus grande transparence dans le secteur de l'énergie, la production d'énergie solaire décentralisée estomperait la distinction entre les consommateurs et les producteurs. Les citoyens pourraient ainsi mieux accepter l'évolution des prix du marché. C'est alors seulement que la restructuration du marché du travail et la stabilisation du taux de change pourront porter leurs fruits.

La coopération entre les pays du pourtour méridional n'a jamais été aussi faible. Une relance de cette coopération qui s'inspirerait du développement de l'Union européenne permettrait de créer un marché plus vaste et plus attractif pour les nouveaux investissements. Un rapprochement des pays d'Afrique du Nord pourrait contribuer à la renégociation de meilleurs accords commerciaux avec les partenaires de l'Union européenne et d'autres pays.

Plutôt que de s'accrocher au mirage des rentes qui pourraient être tirées des exportations d'hydrogène, les dirigeants des pays du pourtour méridional devraient s'employer à instaurer la confiance chez eux et à offrir des perspectives aux jeunes qui expriment leur mécontentement en s'exilant au péril de leur vie. **F&D**

RABAH AREZKI est directeur de la recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et au Centre d'études et de recherches sur le développement international (CERDI) et maître de conférences à la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (FERDI) et à la Kennedy School of Government de l'Université Harvard. Il a été économiste en chef et vice-président de la Banque africaine de développement et économiste en chef spécialisé sur la région Moyen-Orient et Afrique du Nord à la Banque mondiale.

FINANCER LA PAIX ET LA STABILITÉ

Franck Bousquet

Une trajectoire vers la prospérité passe
par un soutien de la communauté internationale
à la paix en tant que bien public mondial

La guerre qui a éclaté en avril au Soudan est un rappel brutal des retombées profondes qu'ont les conflits violents dans la présente économie mondiale intégrée. Au-delà des souffrances du peuple soudanais, un conflit généralisé déstabiliserait encore plus la région. Les voisins du Soudan, tels que l'Éthiopie, la Libye, la République centrafricaine, le Soudan du Sud et le Tchad, sont déjà confrontés à des conflits, à des troubles civils et à l'insécurité alimentaire.

Cette dynamique de conflits s'intensifie en Afrique et au Moyen-Orient depuis dix ans. Les antagonistes varient — groupes extrémistes violents, milices communautaires, mouvements rebelles ou armées de mercenaires privés telles que le groupe Wagner —, mais les effets sur les personnes et les économies sont aussi néfastes dans tous les cas. La violence meurtrière dans la ceinture sahélienne qui traverse les pays juste au sud du Sahara, notamment le Mali et le Burkina Faso, a culminé en 2022, occasionnant le déplacement forcé de 2,6 millions de personnes. Le conflit a entraîné la fermeture de milliers d'écoles et de structures médicales.

Une analyse antérieure du FMI a montré que, dans la région du Sahel, les conflits armés et l'insécurité étaient capables de provoquer, dans le pire des cas, une contraction de 20% de l'économie. En Afrique subsaharienne, 30% des pays sont considérés comme touchés par un conflit, et une étude récente estime que leur croissance annuelle est inférieure de 2,5 points de pourcentage à celle des pays en paix. La plupart du temps, ces tensions retardent ou entravent les investissements cruciaux dans les transports, l'électricité et la connectivité numérique que pourraient faire advenir les initiatives d'intégration régionale comme l'accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine, par exemple.



Le Soudan n'est qu'un des derniers points chauds en date au sein d'un paysage mondial de la fragilité et des conflits qui se dégrade et que l'invasion de l'Ukraine par la Russie a rendu encore plus sinistre. Si cette situation persiste, en 2030, plus de 60% des pauvres de la planète vivront dans des pays fragiles et en proie à un conflit. Des efforts sécuritaires, diplomatiques et humanitaires seront indispensables pour enrayer ces tendances. C'est pourquoi la communauté internationale doit augmenter son aide et mettre au point des solutions de financement qui soutiennent la paix et la stabilité en tant que biens publics mondiaux, avec des institutions, des mécanismes et des résultats qui profitent à plus d'un groupe de pays et qui profiteront aux générations actuelles et futures.

Maux publics mondiaux

Ce tableau se complexifie encore si l'on tient compte des phénomènes qui peuvent exacerber les conflits. Tous les pays touchés par un conflit ne sont pas fragiles, mais la fragilité de l'État — dans laquelle se mêlent résultats économiques médiocres, institutions chétives, gouvernance défaillante, pauvreté extrême et services publics étriés — est souvent un précurseur de la violence. Les pays fragiles ont plus de mal à répondre à la demande de sécurité, de justice et de croissance inclusive. Ils sont par conséquent perçus comme n'exécutant pas avec impartialité le contrat social et comme manquant de crédit et de légitimité, par rapport aux pays plus stables. Cette dynamique est souvent le déclencheur de troubles sociaux et de violences.

Les pays fragiles sont plus vulnérables face aux chocs extérieurs tels que l'inflation des prix des denrées alimentaires, les pandémies et les risques climatiques. Un afflux de réfugiés peut entraîner non seulement une pression à court terme sur le budget, mais aussi des effets à long terme sur l'économie. Si la capacité institutionnelle de coordination des politiques est inefficace, les mauvaises allocations des ressources du marché du travail persistent et les nations se trouvent dans l'incapacité de recueillir les avantages que les nouveaux arrivants peuvent apporter. Les jeunes actifs peuvent être un vecteur de créativité et d'esprit d'entreprise dans le secteur privé. Mais, dans les pays fragiles, les jeunes n'ont souvent ni emploi, ni instruction ou formation. Cela vaut *a fortiori* pour les femmes, qui sont aussi victimes de violences fondées sur le genre.

Les pays les plus vulnérables doivent donc faire face à des crises qui s'enchaînent et se chevauchent et qui mettent encore plus à l'épreuve une capacité d'adaptation déjà très sollicitée. Ils partent avec une résilience faible alors qu'ils doivent affronter de nouvelles épreuves. Les effets complexes des changements climatiques en l'absence de mesures d'adaptation, par exemple, peuvent exacerber les facteurs de fragilité.

Lorsque les nations échouent, les effets de ricochet se font sentir loin à la ronde. Les conflits et la fragilité des pays constituent des maux publics mondiaux — le contraire des biens publics mondiaux —, car ils nuisent à de nombreux groupes de pays sur plusieurs générations.

La fragilité, les conflits et les retombées qui en découlent peuvent être considérés comme « non excluables », pour emprunter le jargon des économistes, ce qui signifie que tous

les habitants d'un pays touché en subissent les répercussions directes ou indirectes. Ils peuvent également être qualifiés de « non rivaux » : lorsqu'un pays est plongé dans la fragilité ou pris dans un conflit, cela n'empêche pas d'autres pays de connaître le même sort. Cette contagion est d'ailleurs généralement ce qui se produit.

L'Organisation des Nations Unies a estimé qu'il faudrait, cette année, 51 milliards de dollars d'aide humanitaire pour porter assistance aux 339 millions de victimes des conflits et des catastrophes naturelles. Le sort de ces personnes est inextricablement lié à celui des populations des pays plus prospères. Pour changer de cap, nous devons tirer les leçons du passé et admettre que, devant les tendances mondiales de la fragilité et des conflits, humilité et réalisme sont de mise. Ensuite, nous devons réfléchir aux moyens les plus efficaces de promouvoir la paix et la stabilité en tant que biens publics mondiaux.

Programme d'action pour la paix et la stabilité

La résilience face aux pandémies, la protection de l'environnement et les conditions de la stabilité financière mondiale font partie des biens publics mondiaux, mais la paix et la stabilité sont au cœur de l'ensemble. Lorsque la fragilité et les conflits prévalent, les États, les organisations internationales, le secteur privé et les citoyens ne peuvent pas progresser vers des objectifs communs. Les conflits génèrent la fragmentation et provoquent des inversions des échanges commerciaux, des flux de capitaux et des migrations, et ils sapent la coopération entre les pays.

C'est aux dirigeants et aux États en premier lieu qu'il revient de veiller à ce que les nations et les sociétés ne succombent pas à la fragilité et aux conflits. Les acteurs de l'aide humanitaire et de la paix jouent souvent un rôle de premier plan dans ces contextes. Toutefois, ni la prévention des conflits ni la stabilité à long terme ne sont viables sans un engagement à long terme des institutions financières internationales (IFI). Des organisations telles que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et d'autres IFI sont particulièrement bien placées pour aborder les dimensions économiques de la fragilité et des conflits. Aucun pays n'étant à l'abri des maux publics mondiaux, il faut une combinaison de pouvoir de rassemblement mondial, d'analyse fine et de financements à grande échelle pour s'attaquer aux causes profondes des maux, lesquelles ressortissent souvent à l'économie, à l'économie politique et à la gouvernance.

Quels types d'interventions peuvent contribuer à la paix en tant que bien public mondial ? De nos jours, un conflit dure en moyenne 30 ans, soit deux fois plus longtemps que dans les années 90 ; la raison en est que les règlements négociés parviennent rarement à résoudre les causes profondes. Les interventions devraient donc se concentrer en premier lieu sur des programmes et des projets de prévention qui contribuent à renforcer les institutions, les économies et les communautés locales. Les programmes classiques de réduction de la pauvreté et de développement ne suffisent pas dans des contextes où l'exclusion de l'accès au pouvoir, aux perspectives économiques et à la sécurité est profondément ancrée pour une grande partie de la population.

Les conseils en matière de politique économique et les projets de développement doivent contribuer à étendre les services publics tels que la santé et l'éducation aux régions en retard. Cela permettra de répondre aux griefs persistants qui augmentent la méfiance à l'égard de l'État. Des réformes de la gouvernance peuvent contribuer à rétablir la confiance et à mobiliser les recettes intérieures en améliorant la gestion des ressources naturelles et en faisant en sorte que les richesses publiques profitent à la majorité de la population, et non à quelques membres des élites.

Lorsque les risques de conflit sont élevés, des programmes de protection sociale ciblés et les effets des politiques économiques sur les populations vulnérables peuvent jouer un rôle dans la prévention des troubles sociaux. Pour éviter les politiques de la division et de l'inégalité et asseoir la crédibilité des décideurs, il faut que les gains économiques soient partagés par le plus grand nombre. Cela vaut particulièrement dans le cas des conflits internes à un pays, où il peut s'écouler des années avant que les premières étincelles ne se transforment en explosion de violence, et où il peut y avoir des occasions d'agir en faisant preuve d'anticipation. Les organisations financières internationales ont un rôle clé à jouer en contribuant à adapter les programmes pour traiter les causes fondamentales de la fragilité et en aidant à atténuer les crises naissantes.

Si des violences à grande échelle éclatent effectivement, les IFI devraient continuer d'intervenir pour empêcher l'effondrement de l'État et amoindrir les conséquences économiques du conflit. Ces institutions peuvent soutenir la fourniture de services élémentaires aux groupes plus vulnérables et déployer un renforcement des capacités techniques rudimentaire pour que les banques centrales et les systèmes de paiement continuent de fonctionner. Ces systèmes sont essentiels pour les agences humanitaires qui acheminent l'aide ainsi que pour le fonctionnement du secteur privé, qui peut se montrer particulièrement résilient pendant les crises.

Qu'en est-il des pays touchés par les retombées des conflits, telles que l'afflux de réfugiés ? Les trois quarts des pays accueillant d'importantes populations de réfugiés sont des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés dénombreait 108 millions de personnes déplacées de force dans le monde à la fin de 2022 — un chiffre record. Les pays concernés doivent faire face aux besoins de leur propre population et trouver des solutions pour réussir à intégrer les nouveaux arrivants. Ce faisant, ils fournissent un bien public mondial sous une autre forme. C'est un travail onéreux, toutefois, et la communauté internationale des donateurs doit en partager le coût. Les enseignements tirés d'innovations récentes montrent comment l'aide peut être canalisée vers l'État et vers le secteur privé. La création d'emplois est l'un des vecteurs d'intégration sociale les plus efficaces.

« Les jeunes actifs insufflent créativité et esprit d'entreprise dans le secteur privé. Mais, dans les pays fragiles, les jeunes n'ont souvent ni emploi, ni instruction ou formation. »

Financement catalyseur

Des mécanismes de soutien à la paix et à la stabilité en tant que biens publics mondiaux pourraient s'appuyer sur de précédentes innovations en matière d'aide à l'accueil des réfugiés dans les pays à revenu intermédiaire. Un bon exemple est le Mécanisme mondial de financement concessionnel (GCFF), une initiative lancée en 2016 pour aider la Jordanie et le Liban à faire face à l'afflux de réfugiés syriens et à laquelle ont contribué l'Allemagne, le Canada, le Danemark, les États-Unis, le Japon, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suède, ainsi que l'Union européenne. En se servant du levier des dons des bailleurs de fonds, le GCFF a pu réduire le coût des emprunts pour les deux pays à revenu intermédiaire. Chaque dollar versé par les donateurs a permis d'allouer 7 dollars de prêts concessionnels.

Les pays sont souvent réticents à emprunter et à s'endetter pour les réfugiés — une réticence que l'abaissement du coût des prêts peut contribuer à lever. Depuis la création du GCFF, la Colombie et l'Équateur ont également fait appel aux ressources du Mécanisme pour répondre à la migration forcée en provenance du Venezuela. Le GCFF a montré sa capacité d'adaptation en venant en aide à la République de Moldova dès que celle-ci a accueilli des réfugiés en provenance d'Ukraine. Ce mécanisme voit sa pertinence confortée à mesure que croît le nombre de pays à revenu intermédiaire aux prises avec les effets des conflits. Il pourrait être élargi afin de financer des activités de prévention telles que des programmes de développement et des réformes des politiques propres à réduire la fragilité et les risques de conflit.

Le GCFF a deux fonctions essentielles : celle d'une source de financement concessionnel pour des pays à revenu intermédiaire qui fournissent un bien public mondial et celle d'un catalyseur qui exerce un effet multiplicateur de sept sur les dons pour produire des prêts à faible coût. Cependant, trois autres aspects du mécanisme offrent des enseignements précieux pour promouvoir les biens publics mondiaux.

Premièrement, le GCFF comble le fossé entre l'aide humanitaire et l'aide au développement. Deuxièmement, il vise à renforcer la résilience des pays d'accueil et à soutenir les communautés d'accueil, pas seulement les réfugiés. Par exemple, la participation du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés permet un examen plus approfondi des politiques concernant le droit au travail et l'accès aux services. Troisièmement, il offre une plateforme permettant aux banques multilatérales de développement — telles que la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et la Banque islamique de développement — de se coordonner afin d'apporter aux pays une réponse plus adaptée.

Outre des mécanismes de financement innovants, il faut des volumes de financements proportionnels aux besoins des pays touchés. En 2016, l'Iraq a été confronté à une double crise :

la chute des prix du pétrole et la hausse des coûts de sécurité dans le contexte de la lutte contre le groupe État islamique (« Daech »). La mobilisation de 500 millions de dollars de garanties auprès de donateurs (le Royaume-Uni et le Canada) a permis d'accorder à l'Iraq un prêt de 1,5 milliard de dollars de la Banque mondiale. Cette année encore, des assurances de financement de la part du Groupe des Sept, de l'Union européenne et d'autres donateurs ont été utilisées pour un soutien du FMI à l'Ukraine, destiné à aider le pays à résoudre ses problèmes de balance des paiements et à rétablir sa viabilité extérieure après l'invasion par la Russie. Si ces assurances constituent un moyen efficace d'accroître les financements aux pays qui fournissent un bien public mondial, celles qui permettent au secteur privé d'investir dans les pays fragiles et touchés par un conflit sont également importantes. C'est le cas, par exemple, de la garantie accordée en janvier 2023 à la Somalie par l'Agence multilatérale de garantie des investissements, du Groupe de la Banque mondiale, pour promouvoir les investissements dans les énergies renouvelables.

Une voie à suivre : mettre les bouchées doubles sur la prévention

Les effets dévastateurs de la violence sur le bien-être humain et économique ne sont pas circonscrits aux pays fragiles à faible revenu. Une récente étude de la Banque mondiale a montré que les conflits sont les plus intenses dans les pays à revenu intermédiaire, en particulier au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. L'Iraq, la Libye et la Syrie, tous trois théâtres de guerres civiles de grande ampleur, étaient des pays à revenu intermédiaire avant que les violences n'éclatent. Au-delà des pertes humaines, les violences ont provoqué de profondes récessions, fait grimper l'inflation, perturbé les échanges commerciaux et aggravé les tensions budgétaires. Il s'agit là de défis considérables qui requièrent une prise d'initiative des pays ainsi qu'un soutien accru de la part de la communauté internationale, d'autant plus que beaucoup de pays vulnérables sont aussi menacés par le surendettement. Promouvoir la paix et la stabilité en tant que biens publics mondiaux peut contribuer à faire reculer le spectre de telles tragédies.

Dans le cadre de leur mandat, les organisations financières internationales doivent placer la paix et la stabilité au cœur du programme d'action pour les biens publics mondiaux, en se faisant les catalyseurs de trois processus :

- **Une aide accrue, fortement axée sur la prévention, de la part de la communauté internationale.** L'année dernière, la Banque africaine de développement a mis à jour sa politique d'engagement auprès des pays fragiles, tandis que la Banque européenne d'investissement adoptait sa première « approche stratégique en matière de fragilité ». La Banque mondiale et la Banque asiatique de développement sont engagées dans une démarche similaire depuis 2020. Avec ces stratégies, les IFI entendent adapter leur position et leurs activités aux manifestations de fragilité et de conflit propres aux pays. De même, la stratégie du FMI se concentre sur le soutien aux pays fragiles et touchés par un conflit, pour les aider à atteindre la stabilité économique,

Mécanisme mondial de financement concessionnel

Le Mécanisme mondial de financement concessionnel (*Global Concessional Financing Facility, GCFF*) est une initiative lancée en 2016 par la Banque mondiale, l'ONU et la Banque islamique de développement pour soutenir les pays à revenu intermédiaire qui accueillent des réfugiés. Il fournit un financement concessionnel et une aide à la coordination pour les projets de développement qui atténuent l'impact des réfugiés. Le mécanisme utilise les dons des pays contributeurs afin de ramener à un niveau préférentiel les taux d'intérêt sur les prêts des banques multilatérales de développement pour des projets au profit des réfugiés et des communautés d'accueil. À ce jour, le GCFF a fourni une mise de fonds de 800 millions de dollars qui a permis de mobiliser près de 5,5 milliards de dollars de financements concessionnels pour soutenir les réfugiés et les communautés d'accueil.

à accroître leur résilience et à assurer une croissance inclusive. Ces principes inspirent également les politiques des donateurs — telles que la loi sur la fragilité mondiale (*Global Fragility Act*) des États-Unis — qui visent à renforcer les capacités de participation à la consolidation de la paix et d'intervention pour désamorcer les conflits avant qu'ils n'éclatent en violences. Les réformes économiques et les politiques de développement doivent être adaptées pour contribuer à réduire la fragilité et les risques de conflit.

- **Une augmentation des financements concessionnels.** Le FMI a déjà engagé, depuis le début de la pandémie, 39 milliards de dollars de financement en faveur de 24 pays fragiles et touchés par un conflit. L'institution s'efforce actuellement de veiller à ce que le fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance dispose d'une mise de fonds suffisante pour aider les pays à faible revenu, dont beaucoup sont touchés par la fragilité et les conflits. Aider ces pays passe aussi, nécessairement, par des dons assortis d'incitations à la prévention. Des mécanismes innovants, s'inspirant d'initiatives telles que le GCFF, pourraient être développés à plus grande échelle.
- **Une large coalition d'acteurs de l'aide humanitaire, du développement et de la paix.** Une telle alliance s'est déjà cristallisée dans la résolution de la crise de la COVID-19, la lutte contre les changements climatiques et la réponse aux déplacements forcés. On a besoin d'elle, aujourd'hui plus que jamais, pour faire en sorte que les programmes convergent vers les mêmes objectifs de paix et de stabilité.

Au-delà de l'assistance diplomatique, sécuritaire et humanitaire, les pays fragiles et touchés par un conflit ont besoin d'un soutien accru à moindre coût, ainsi que de conseils de politique économique et de programmes adaptés aux objectifs de prévention et de résilience. Le soutien à ces pays — où se concentrera demain la majorité des très pauvres — et la promotion d'un programme d'action pour les biens publics mondiaux se renforcent mutuellement. Une base durable pour la réduction de la pauvreté et la croissance dans les pays fragiles et touchés par un conflit est la quintessence du bien public mondial. **F&D**

FRANCK BOUSQUET est directeur adjoint de l'Institut du FMI pour le développement des capacités et coordinateur de l'engagement du FMI auprès des pays fragiles et touchés par un conflit.

LA DETTE AU MOYEN-ORIENT : UNE CRISE EN PERSPECTIVE

Adnan Mazarei

La dette a atteint un seuil critique dans certaines parties du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord

Les nuages s'amoncellent dans le ciel financier de certaines parties du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MOAN). La dette de plusieurs pays de la région a augmenté, atteignant des niveaux très élevés (graphique 1). L'Égypte, la Jordanie et la Tunisie sont dans une situation précaire, leur stabilité économique étant menacée dans la perspective d'une crise de la dette. Le Liban, déjà secoué par l'une des pires crises économiques de l'histoire, peut servir d'avertissement. Sa descente en vrille vers le défaut de paiement a jeté une lumière crue sur les graves problèmes liés à la dette de ces pays et sur leurs vastes répercussions.

La croissance de la dette, conjuguée à des perspectives peu encourageantes pour l'économie mondiale, est annonciatrice d'une tempête parfaite (graphique 2). Cette crise a été alimentée par la raréfaction des financements à faible taux d'intérêt et par la réticence des riches producteurs de pétrole de la région à réitérer leur appui financier inconditionnel. Les conditions sociales difficiles que connaissent ces pays, qui laissent peu de place à un assainissement budgétaire majeur, ajoutent à la complexité déjà grande de l'équation. Par conséquent, un endettement qui reste viable constitue un défi colossal et un objectif de plus en plus difficile à atteindre pour ces pays.

Ce sont non seulement les perspectives de croissance économique, mais aussi la stabilité sociopolitique de ces pays qui sont en péril. L'enjeu est de taille. Face à la sombre réalité dans laquelle ces pays sont plongés se profile une étroite planche de salut, qui les obligera toutefois à prendre des mesures audacieuses et proactives pour s'attaquer de front à la crise de la dette.

Genèse de la crise

Les causes profondes de l'explosion de la dette de certains pays de la région MOAN résident dans un concours de circonstances malvenues et de mauvaises décisions de la part des gouvernants. Chacun de ces pays (Égypte, Jordanie, Liban et Tunisie) est confronté à un ensemble unique de problèmes ayant pour toile de fond une conjoncture politique et économique différente ; en outre, on constate des différences dans la composition de l'encours de leur dette. En revanche, ces situations difficiles ont un fil conducteur.

Ces pays sont paralysés par des problèmes structurels chroniques liés à la gouvernance et au cadre réglementaire, au dirigisme économique, à l'hypertrophie du secteur public qui étouffe la croissance du secteur privé, à la faible mobilisation des recettes intérieures et au mauvais ciblage des subventions. Ces problèmes perdurent, principalement



en raison de l'insuffisance des réformes. La dépendance des pays à l'égard des taux de change fixes et du financement par emprunt constitue un autre facteur de crise. La situation a été exacerbée par les fluctuations économiques mondiales et les chocs récents, tels que la pandémie et les conséquences de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, ainsi que par le renchérissement des produits alimentaires, qui contribue à l'augmentation fulgurante de l'endettement. Les problèmes sociaux et la méfiance à l'égard du gouvernement, qui font obstacle à la répartition équitable des charges liées à l'ajustement économique, ont aggravé le problème. En conséquence, on s'est servi de la dette publique comme d'une mesure palliative temporaire pour remettre à plus tard l'examen des problèmes économiques, sans apporter de solution durable.

Voyons maintenant de quoi il en retourne dans chacun des pays :

L'**Égypte** est aux prises avec la stagnation économique depuis des années, entre autres en raison de la mainmise totale de l'armée sur l'économie. L'incidence de la pandémie

sur le tourisme, et la forte hausse des coûts d'importation des produits alimentaires provoquée par la guerre en Ukraine ont exacerbé les difficultés du pays. Les déficits budgétaires persistants et le maintien d'un taux de change fixe ont engendré d'importants besoins de financement, comblés en partie par des entrées de capitaux à court terme. Comme l'indique l'édition d'avril 2023 du *Moniteur des finances publiques* du FMI, les besoins de financement bruts de l'Égypte en 2023 ont atteint un niveau astronomique, représentant 35 % de son PIB, ce qui la rend très vulnérable face à d'éventuelles hausses des taux d'intérêt et au risque lié au refinancement.

La **Jordanie** est elle aussi confrontée à une faible croissance, qui s'explique en partie par la surévaluation du taux de change fixe, ainsi que par des perturbations géopolitiques et économiques. L'arrivée massive de réfugiés et les perturbations des échanges faisant suite à la guerre civile syrienne ont ajouté aux maux qui affligent son économie. Dans le même temps, la Jordanie s'est efforcée de s'assurer la maîtrise des finances publiques, grevées par les lourdes subventions, les transferts aux entreprises publiques et les



Banque du Liban

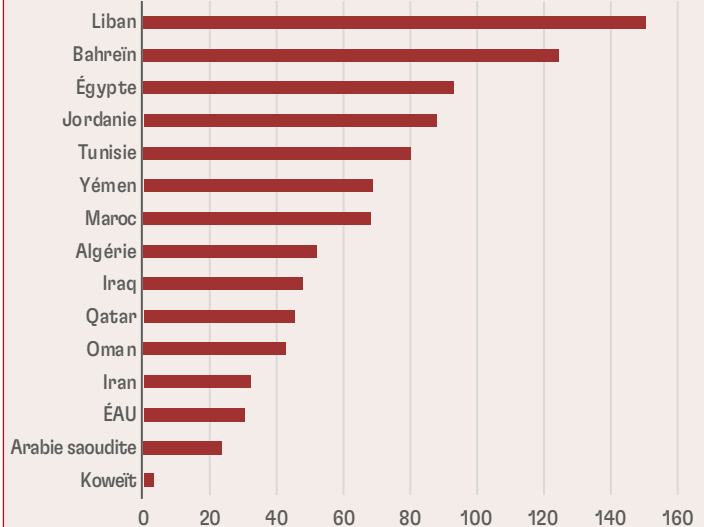
dépenses de sécurité, essentiellement motivées par des facteurs géopolitiques, et cela, malgré sa forte dépendance envers l'aide publique au développement. Heureusement, la Jordanie dispose d'un cadre d'élaboration des politiques plus efficace que celui des trois autres pays et obtient de bons résultats dans le cadre du programme établi par le FMI. Son endettement élevé la rend cependant très vulnérable en cas d'évolutions défavorables.

Au **Liban**, la crise de la dette a été provoquée par un système non viable, reposant sur des taux de change fixes et des finances publiques en piètre état, qui ne pouvait attirer des capitaux étrangers sans des taux d'intérêt élevés. Associé à une impasse politique persistante et à l'influence indue exercée par le secteur bancaire sur le pouvoir politique, ce système lacunaire, qui avait tout d'une chaîne de Ponzi classique, a précipité une crise économique et sociale multiforme, conduisant à un défaut sur la dette souveraine intérieure et extérieure.

GRAPHIQUE 1

Aperçu des niveaux d'endettement

La dette de plusieurs pays de la région MOAN est alarmante. (ratio dette publique/PIB estimatif, 2023)



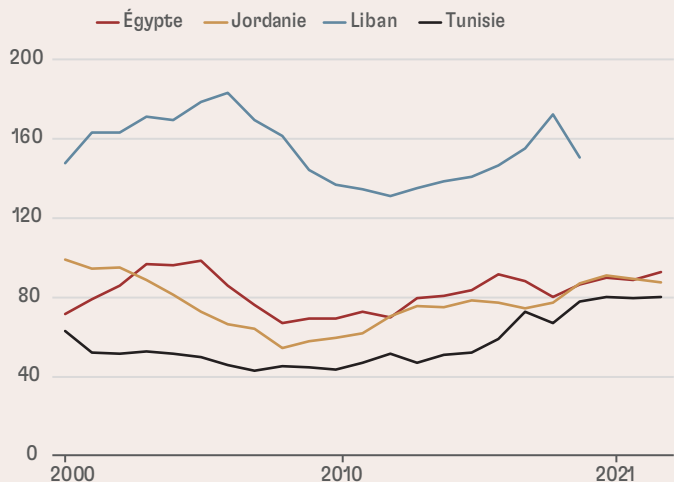
SOURCE : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, avril 2023.

NOTE : ÉAU = Émirats arabes unis ; MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord.

GRAPHIQUE 2

Une tempête parfaite

La viabilité d'une dette croissante conjuguée à une conjoncture mondiale difficile constitue un défi colossal pour certains pays. (ratio dette publique/PIB de l'échantillon de pays)



SOURCE : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, avril 2023.

La Tunisie est le seul pays secoué par le Printemps arabe qui a apparemment pris des mesures afin de renforcer la démocratie et la gouvernance. Elle a cependant été fragilisée par le rôle de plus en plus important dévolu à l'État en tant que pourvoyeur d'emplois et de subventions, ainsi que par le choc provoqué par la pandémie de COVID-19, qui a frappé de plein fouet l'économie et les finances publiques (Mazarei et Loungani, 2023). Les autorités ont insisté pour maintenir la stabilité du taux de change même lorsque le pays ne pouvait plus se le permettre. Cela a conduit à une dépendance vis-à-vis des capitaux extérieurs, essentiellement octroyés par les créanciers officiels qui ont soutenu la transition démocratique de la Tunisie. Les récents bouleversements politiques qui ont sapé les avancées démocratiques dans le pays, associés au refus de mettre en œuvre les réformes nécessaires, ont érodé la capacité de remboursement de la dette, aiguillant inexorablement la Tunisie sur la voie du surendettement.

Les précédentes crises de la dette dans la région

Les crises de la dette intervenues dans la région MOAN ne datent pas d'hier. La région a connu des épisodes de surendettement dans les années 80 et 90, provoqués par des conflits nationaux et internationaux et une mauvaise conjoncture mondiale, notamment des variations néfastes des prix des produits de base. La mauvaise gestion des déséquilibres budgétaires et extérieurs est à l'origine de nombreuses restructurations de la dette, essentiellement publique et garantie par l'État (voir le tableau).

Les principaux créanciers des pays de la région MOAN pendant ces crises étaient le Club de Paris et les créanciers bilatéraux régionaux, les banques commerciales et les institutions multilatérales. Les crises de la dette des années 80 ont été gérées au moyen d'accords conclus avec des créanciers du Club de Paris et des banques privées (les « accords Brady »), qui prescrivaient des programmes d'ajustement structurel.

Une autre série de restructurations de dette a eu lieu dans les années 90 et au début de la décennie suivante pour remédier au surendettement causé en partie par les retombées des conflits régionaux, notamment la première Guerre du Golfe. Ces efforts, qui ont bénéficié en particulier à l'Égypte, à l'Iraq et à la Jordanie, ont été fortement étayés par la communauté internationale et des institutions financières internationales.

À l'heure actuelle, la voie vers de nouvelles restructurations est parsemée d'embûches. Dans la présente conjoncture économique, de telles opérations risquent d'être beaucoup plus complexes et ardues.

La nouvelle réalité

Ces dernières années ont été marquées par des avancées significatives dans l'architecture mondiale de la dette, notamment

l'introduction de clauses d'action collective dans les contrats d'émission d'obligations souveraines. Ces évolutions ont accéléré la restructuration des euro-obligations souveraines, ce qui constitue un pas dans la bonne direction. En revanche, de manière générale, elles ont rendu difficile la restructuration des dettes souveraines, et cette complexité a été accentuée par les déficiences de l'architecture financière mondiale. La pénible restructuration de la dette de Sri Lanka nous a appris que cette procédure peut être longue et éprouvante.

Il est actuellement plus difficile de restructurer une dette que par le passé, et cela, pour plusieurs raisons. Premièrement, la montée de la Chine et d'autres créanciers non membres du Club de Paris signifie que la base de créanciers officiels est plus morcelée. La Chine ne détient pas des créances importantes sur les pays très endettés de la région MOAN, mais en raison de son émergence en tant que créancier mondial de premier plan, le processus de restructuration en général est plus politique, plus lent et plus ardu. Deuxièmement, les créanciers privés se sont montrés réticents et ont tardé à alléger les dettes. Troisièmement, dans nombre de pays de la région, l'encours de la dette intérieure est important (l'Égypte constitue un exemple éloquent à cet égard). Les créanciers pourraient dans l'avenir demander un élargissement du champ de la restructuration pour inclure cette dette. Toutefois, ces

créances étant essentiellement détenues par des banques et des régimes de pension du pays, il serait particulièrement difficile de les inclure.

Enfin, le cadre commun du Groupe des Vingt ne s'applique qu'aux pays à faible revenu, ce qui exclut la plupart des pays de la région MOAN, qui sont des pays à revenu intermédiaire. Font exception le Soudan, qui a enfin entrepris de résoudre ses problèmes d'endettement de longue date dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (mais qui pourrait avoir du mal à aller de l'avant en raison du conflit civil en cours), et le Yémen, un pays encore secoué par un conflit, qui aura probablement besoin de

temps pour résoudre ses problèmes d'endettement. Cette nouvelle réalité de la dette signifie qu'il sera difficile de régler les problèmes croissants d'endettement des pays de la région MOAN.

Et maintenant ?

Le spectre d'une dette insoutenable et d'une restructuration longue et pénible plane sur les pays fortement endettés de la région MOAN. Ces risques pourraient être atténués par une combinaison de mesures de stimulation de la croissance, de nouveaux financements et d'un certain degré d'assainissement budgétaire. Pour le moment, les perspectives semblent toutefois sombres.

Premièrement, les prévisions pour l'économie mondiale sont moroses. Les perspectives de croissance ne cessent d'être revues à la baisse dans un contexte qui demeure fortement inflationniste.

« Les pays très endettés doivent urgemment prendre des mesures pour éviter le surendettement et d'éventuelles crises. »

TABLEAU 1

Récidivistes

Une mauvaise gestion des déséquilibres budgétaires et externes a entraîné de nombreuses restructurations de dette dans les années 80 et 90.

Pays	Restructurations
Algérie	1994, 1995
Égypte	1987, 1991
Jordanie	1989, 1992, 1994, 1997, 1999, 2002
Maroc	1983, 1985, 1987, 1988, 1990, 1992
Soudan	1979, 1982, 1983, 1984, 2021 (PPTE)

SOURCE : site Internet du Club de Paris.

Deuxièmement, il sera très difficile d'obtenir des financements extérieurs, et ceux-ci seront assortis de taux d'intérêt élevés. Les pays riches en pétrole membres du Conseil de coopération du Golfe, qui ont toujours été d'importantes sources de financement, ont revu leur stratégie d'aide. Ils insistent désormais sur l'engagement concret et crédible des emprunteurs à mettre en œuvre des réformes structurelles, notamment celles visant à rendre leur économie plus attractive pour les investissements étrangers directs.

Troisièmement, si l'assainissement budgétaire peut être bénéfique, il n'est pas assuré qu'il réduise la dette, comme l'indique l'édition d'avril 2023 des *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI. En outre, compte tenu du climat social et politique tendu que connaissent les pays fortement endettés de la région MOAN, les populations auront vraisemblablement du mal à accepter les réductions des dépenses, en particulier des subventions.

Ces pays pourraient être tentés de continuer à chercher à s'en tirer tant bien que mal, dans l'espoir que les donateurs et les institutions multilatérales viendront à leur rescousse. Certains pays pourraient même miser sur l'inflation surprise pour alléger le fardeau de leur dette intérieure, comme le prévoit le FMI dans l'édition de mai 2023 des *Perspectives économiques régionales pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord*. Cependant, une réforme véritable et durable passe par des mesures plus substantielles.

Chacun des pays très endettés de la région MOAN doit urgemment prendre des mesures pour éviter le surendettement et d'éventuelles crises. Les mesures varieront d'un pays à l'autre, mais chacun doit s'employer à régler les principaux problèmes liés à la gouvernance de manière générale (Economic Research Forum et Finance for Development Lab, 2022) et s'engager de manière crédible à procéder à des réformes. Par exemple, l'Égypte devrait supprimer son système de réglementation excessive, réduire l'intervention de l'armée dans la sphère économique afin de stimuler la croissance et lancer un solide programme de privatisation

pouvant attirer les investissements étrangers. La Jordanie devrait mettre en œuvre des réformes structurelles en profondeur pour éviter une crise. La Tunisie doit rapidement inverser la récente érosion de la démocratie et s'engager dans des réformes cruciales. Le Liban doit de toute urgence former un gouvernement qui s'élève au-dessus des divisions confessionnelles profondément ancrées (en d'autres termes, partager le pouvoir entre les religions) et mettre le cap sur la réforme.

Il est peu probable que les deux conditions *sine qua non*, la mise en œuvre des réformes nécessaires et un climat économique mondial favorable, soient réunies. Les pays très endettés de la région MOAN peuvent s'engouffrer dans une étroite issue de secours pour échapper à une crise imminente de la dette, mais les vents contraires que sont les politiques existantes et les évolutions défavorables à l'échelle mondiale risquent de restreindre davantage cette voie. En particulier, les perspectives de refonte en profondeur du paysage politique et de la gestion économique ne sont guère encourageantes. Par conséquent, une certaine forme de restructuration de la dette pourrait être inévitable. Un tel scénario, en raison des perturbations et des préjudices économiques qui en découlent inexorablement, doit être envisagé en dernier recours. Mais si cette option est effectivement incontournable, il est préférable de la concrétiser à titre préventif, dans le cadre d'un ensemble de mesures correctives.

Les pays lourdement endettés de la région MOAN se trouvent sur la trajectoire d'une tempête engendrée par des inefficacités intérieures, une mauvaise gouvernance et une économie mondiale impitoyable. Pour l'éviter, ils devront intervenir rapidement et de manière ciblée, réaliser de véritables réformes, et se montrer disposés et aptes à faire face à la restructuration de leur dette. Le temps presse ; c'est maintenant qu'il faut agir avec audace. La question est de savoir si ces pays entreprendront les changements politiques nécessaires et profiteront de cette période critique pour s'engager en faveur des réformes et les mettre en œuvre, ou s'ils continueront simplement à s'enfoncer dans un océan de dette. **F&D**

ADNAN MAZAREI est chargé de recherche principal non résident au Peterson Institute for International Economics.

BIBLIOGRAPHIE :

Economic Research Forum (ERF) and Finance for Development Lab (FDL). 2022. "Embarking on a Path of Renewal: MENA Commission on Stabilization and Growth." Giza, Egypt.

International Monetary Fund (IMF). 2023a. "Coming Down to Earth: How to Handle Soaring Public Debt." *World Economic Outlook*, Chapter 3. Washington, DC, April.

International Monetary Fund (IMF). 2023b. *Regional Economic Outlook: Middle East and Central Asia*. Washington, DC, May.

Mazarei, Adnan, and Prakash Loungani. 2023. "The IMF's Engagement with Middle East and Central Asian Countries during the Pandemic." IMF Independent Evaluation Office Background Paper BP/23-01/10, International Monetary Fund, Washington, DC.

LE MOYEN-ORIENT ET LE COMMERCE

Nasser Saïdi et Aathira Prasad

Les pays du Golfe peuvent contribuer à l'essor du commerce au sein du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord et à l'intégration de la région dans le système commercial mondial

Au cours des vingt dernières années, le monde a connu un basculement radical de la géographie économique et du commerce vers les pays émergents d'Asie. Cependant, la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MOAN) est restée l'une des moins prépondérantes, avec seulement 7,4% du total des échanges en 2022. Le commerce de la région se caractérise par une concentration relativement forte des exportations dans un petit nombre de produits ou de partenaires commerciaux, par une complexité économique limitée et par une faible participation aux chaînes de valeur mondiales.

Malgré cela, les pays tributaires des produits de base de la région MOAN ont accompli des progrès notables au fil du temps, en particulier sur le front de la diversification des échanges, comme le montre l'indice mondial de diversification économique (Global Economic Diversification Index), qui mesure l'ampleur de la diversification économique sous de multiples aspects, dont l'activité économique, le commerce international et les recettes publiques.

Le total des échanges de biens de la région MOAN en pourcentage du PIB (qui est un indicateur du degré d'ouverture) s'élevait à 65,5% en 2021, ce qui est le signe d'une économie régionale relativement ouverte. Pourtant, comme le montre le graphique 1, le commerce intrarégional est peu développé, puisqu'il représente seulement 17,8% du total des échanges et 18,5% du total des exportations, en dépit d'une langue et d'une culture communes ainsi que d'une proximité géographique. Les six pays exportateurs de pétrole du Conseil de coopération du Golfe (CCG), à savoir l'Arabie saoudite, le Bahreïn, Oman, le Qatar, le Koweït et les Émirats arabes unis, sont à l'origine de l'essentiel du commerce intrarégional.

Le poids des pays du Golfe dans le commerce intrarégional donne à penser qu'ils pourraient devenir un catalyseur de l'intégration commerciale de la région, ce qui contribuerait à réduire les obstacles au commerce, à améliorer les infrastructures commerciales et à diversifier les économies de la région. Une plus grande coordination



Un commerçant attend des clients sur un marché de Sana'a, la capitale du Yémen déchirée par la guerre.



MOHAMMED HUWAIIS/AFP VIA GETTY IMAGES

entre les pays du Moyen-Orient non membres du CCG et le CCG se traduira par une progression des échanges intrarégionaux et par un renforcement de l'intégration mondiale (à travers les actuelles relations du CCG avec l'étranger et la participation aux chaînes de valeur mondiales). Compte tenu de l'intégration croissante des pays du CCG dans l'économie mondiale et de leur action concertée pour venir en aide aux autres pays de la région (en multipliant les accords commerciaux et d'investissement avec l'Égypte et l'Iraq, par exemple), ils pourront œuvrer à une plus grande intégration du reste de la région dans le commerce mondial.

Les retardataires de la région

Pourquoi les pays non membres du CCG sont-ils à la traîne pour ce qui est du commerce intrarégional ? Cela tient en partie à l'échec des multiples accords commerciaux (et d'investissement) de la région MOAN. La part des exportations intragroupe dans la région arabe (hors CCG) est restée inférieure à 2% de leurs courants d'échanges, en partie du fait de la fragmentation de la région, de la violence et des guerres depuis le milieu des années 90 et après le printemps arabe en 2011. La région englobe un groupe de pays qui présentent de grandes différences sur le plan politique, ce qui transparaît aussi dans la structure des échanges commerciaux. À titre d'exemple, les pays du Maghreb en Afrique du Nord sont tournés vers l'Europe, avec le programme régional Euro-Med et les accords qui sous-tendent ces relations.

L'atonie du commerce de services est un facteur qui a contribué à la stagnation des échanges intrarégionaux. Le commerce de services dans la région MOAN oscillait entre 4% et 6% des échanges mondiaux de services ces vingt dernières années. Cela est dérisoire par comparaison avec l'Organisation de coopération et de développement économiques, qui représente plus des deux tiers des échanges mondiaux de services. Dans la région MOAN, le CCG est à l'origine de l'essentiel des échanges de services, les proportions les plus importantes concernant des secteurs à valeur ajoutée relativement faible comme les voyages (et le tourisme) et les transports. Le commerce de services est freiné par des mesures de restriction qui limitent l'entrée dans des secteurs dominés par des entreprises publiques, comme celui des télécommunications, ou qui fixent des redevances élevées et des règles strictes en matière d'autorisations, surtout dans les services professionnels et de transport.

Ces mesures de restriction ainsi que des carences structurelles entravent le commerce des pays de la région MOAN au sein de la région et à l'échelle mondiale.

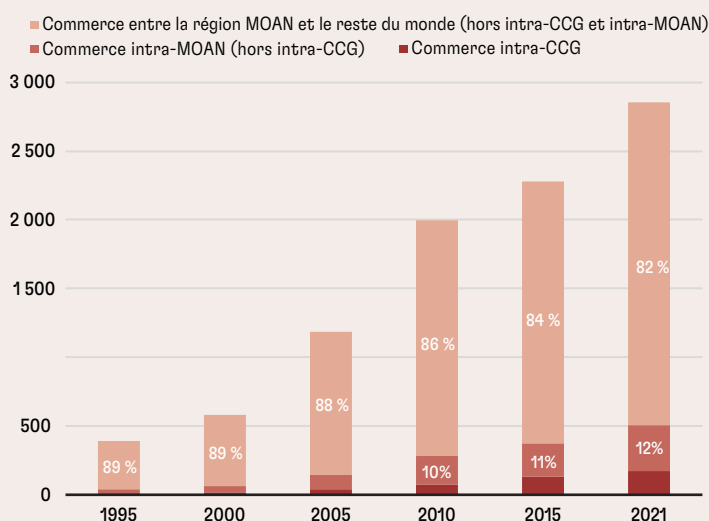
Plus que dans toute autre région, les pays MOAN appliquent des mesures non tarifaires de plus en plus restrictives. Celles-ci ont pratiquement doublé entre 2000 et 2020. L'absence de normes homogènes et d'harmonisation, l'omniprésence des formalités administratives et la corruption amplifient les effets de ces contraintes. Parmi les obstacles à l'activité et à l'investissement figurent la lourdeur des procédures de délivrance d'autorisations, la complexité des réglementations, et l'opacité des procédures d'appel d'offres et de passation de marchés.

GRAPHIQUE 1

Les échanges commerciaux locaux

Les pays de la région MOAN commercent relativement peu au sein de la région, par comparaison avec leurs échanges avec le reste du monde.

(en milliards de dollars)



SOURCE : CNUCEDStat.

NOTE : CCG = Conseil de coopération du Golfe ; MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord.

GRAPHIQUE 2

Les progrès vers la diversification

La structure des exportations de la région MOAN évolue à mesure que les produits manufacturés commencent à remplacer les exportations de pétrole.

Le sous-indice relatif au commerce de la région MOAN s'est inscrit en hausse constante au fil du temps, sous l'effet de multiples facteurs parmi lesquels

	2000-03	2020-21
une chute de ses exportations de combustibles en pourcentage des exportations de marchandises	43 %	32,7 %
les exportations de produits manufacturés de moyenne et haute technologie en pourcentage des exportations de produits manufacturés	25 %	36,9 %
une hausse des exportations de produits manufacturés en pourcentage du total des exportations de marchandises	37,6 %	42 %

SOURCE : Indice mondial de diversification économique 2023.

NOTE : MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord.

La région MOAN obtient des résultats inférieurs aux attentes pour ce qui est des mesures de facilitation des échanges qui visent à simplifier la circulation des marchandises à la frontière et à réduire les coûts globaux des échanges, malgré de grandes disparités entre les pays. La qualité des infrastructures liées au commerce et au transport est nettement moindre dans les pays de la région MOAN non membres du CCG. En outre, les retards au port aboutissent à des « temps de transit » excessifs (délais d'attente supérieurs à 12 jours) pour les biens importés dans certains pays de la région MOAN. En Algérie et en Tunisie, les temps d'attente sont d'environ 20 jours en moyenne, contre moins de cinq jours aux Émirats arabes unis (classés parmi les trois premiers pays dans le monde).

Faire tomber les obstacles

Pour surmonter ces freins au développement des échanges commerciaux dans la région, il faut lever les obstacles au commerce et à l'investissement, diversifier les économies de la région et améliorer les infrastructures.

Une nouvelle génération d'accords commerciaux, dont des services à plus forte intensité de connaissances, appuierait les politiques de diversification des exportations, mais contribuerait aussi à combler les disparités entre les genres, améliorerait l'autonomisation économique des femmes et se solderait par une croissance économique plus inclusive et une meilleure intégration par la suite.

La pandémie a souligné l'impératif de diversifier les échanges commerciaux (en matière de produits comme de partenaires) et de créer de nouvelles chaînes d'approvisionnement. Même si le commerce de pétrole par les pays du CCG reste prépondérant, les pays ont commencé à mettre en œuvre diverses politiques et réformes structurelles, par exemple pour accroître la mobilité de la main-d'œuvre et ouvrir les marchés des capitaux à l'étranger, dans l'optique de réduire leur dépendance excessive à l'égard des combustibles fossiles et des recettes tirées de ceux-ci. Il en a résulté une diversification de la structure de la production (l'industrie manufacturière bénéficiant notamment d'une plus grande attention) et de la gamme de produits exportés (grâce à l'exportation de davantage de services, par exemple), parallèlement à un déplacement manifeste des courants d'échanges vers l'Asie, au détriment des États-Unis et de l'Europe. Plus récemment, la guerre en Ukraine a de nouveau mis en évidence les difficultés rencontrées par les pays importateurs de denrées alimentaires au Moyen-Orient dans le contexte de la sécurité alimentaire. (L'Ukraine et la Russie représentaient un tiers des exportations mondiales de blé ; le Liban et la Tunisie importaient d'Ukraine près de 50 % de leur blé.)

Le sous-indice relatif au commerce de l'indice mondial de diversification économique montre que les pays tributaires des produits de base qui ont le plus progressé dans le temps ont soit réduit leur dépendance à l'égard des exportations de combustibles, soit diminué la concentration des exportations, soit observé une modification radicale de la composition des exportations. Le cas de l'Arabie saoudite illustre ce dernier point : elle a privilégié davantage les exportations de produits de moyenne et haute technologie, qui ont augmenté en pourcentage du total des exportations manufacturières pour atteindre près de 60% avant la pandémie de COVID-19, contre moins de 20% en 2000. La région MOAN dans son ensemble a déjà accompli des progrès vers la diversification, comme le montre le graphique 2.

Les pays du CCG ont tiré parti de la récente hausse des cours des produits de base. Néanmoins, la pandémie a renforcé les stratégies de diversification dans de nouveaux secteurs, notamment la création de zones franches et de zones économiques spéciales. Ces stratégies consistent, par exemple, à attirer des investissements (dont des investissements directs étrangers) dans une industrie manufacturière à plus forte valeur ajoutée et de plus haute technologie, à investir dans de nouveaux secteurs (les énergies renouvelables, les technologies financières, l'intelligence artificielle) et à ouvrir les marchés à de nouveaux investisseurs et investissements (comme en témoigne la récente série d'introductions en Bourse dans les secteurs pétrolier et non pétrolier). Ces réformes contribuent à développer les marchés (au sein de la région MOAN et vers l'Afrique, l'Europe et l'Asie du Sud), tandis que des secteurs d'avenir comme les énergies renouvelables et l'agriculture de pointe offrent des solutions durables pour accroître les marges extensive et intensive du commerce et créer de nouvelles possibilités d'emploi.

Un moteur de l'intégration régionale

Pour tirer pleinement parti de l'intégration commerciale de la région, il faut réformer les politiques commerciales afin d'éliminer les obstacles, dont les mesures non tarifaires restrictives, les réglementations complexes, la corruption et les blocages logistiques.

La coordination des infrastructures commerciales (ports, aéroports, logistique) de la région MOAN avec le CCG réduirait les coûts et faciliterait les échanges intrarégionaux, ce qui renforcerait la coopération régionale et procurerait des gains tirés du commerce à l'ensemble des parties. Le CCG peut piloter l'intégration et la transformation économiques de la région au moyen d'investissements dans des infrastructures matérielles ainsi que des infrastructures et moyens logistiques liés au commerce, en plus de développer un réseau électrique intégré. Un réseau électrique du CCG alimenté en énergie renouvelable pourrait être déployé jusqu'en Europe, au Pakistan et en Inde.

Les pays du CCG ont une occasion de bénéficier du découplage et de la fragmentation à l'échelle mondiale grâce à leur stratégie actuelle, à savoir jouer la carte de la mondialisation en tant que groupe régional à travers de nouveaux

accords commerciaux et d'investissement, l'aide étrangère et des investissements directs et de portefeuille. Le désengagement en cours de conflits régionaux de longue date, en Israël, en Cisjordanie et à Gaza, au Yémen, en République islamique d'Iran, en Libye et ailleurs, et l'établissement de nouveaux liens (ouverture diplomatique avec les accords d'Abraham, par exemple) réduisent les risques géopolitiques de favoriser le commerce et l'investissement dans la région. Le CCG peut y voir une possibilité de transformer la région MOAN en un pôle de commerce et d'investissement interconnecté. L'accélération des négociations autour de nouveaux accords de libre-échange entre le CCG et des partenaires stratégiques dans la région MOAN, dont l'Égypte et la Jordanie, et en Asie, notamment la Chine et la Corée du Sud, pourrait devenir la pierre angulaire de cette transformation. Les Émirats arabes unis ont déjà signé des accords complets de partenariat économique avec l'Inde, l'Indonésie et la Turquie couvrant les services, les investissements et les aspects réglementaires du commerce.

Il existe deux moyens complémentaires pour aller de l'avant. D'une part, il convient de mettre en œuvre le marché commun du CCG, d'investir dans le commerce numérique, de lever les obstacles tarifaires et non tarifaires et de réduire les restrictions aux échanges de services, tout en engageant des réformes pour permettre une plus grande mobilité de la main-d'œuvre et renforcer les liens avec les marchés financiers et des capitaux. D'autre part, le CCG devrait élaborer de nouveaux accords commerciaux approfondis avec les autres pays de la région MOAN, en ne se limitant pas au commerce international pour englober un accord sur des mesures non tarifaires, l'investissement direct, le commerce électronique et les services, les normes du travail, la fiscalité, la concurrence, les droits de propriété intellectuelle, le climat, l'environnement et les marchés publics (dont des mégaprojets). Les pays du CCG, qui ont par le passé eu recours à l'aide extérieure et à l'aide humanitaire pour soutenir les pays de la région MOAN, devraient opter pour une stratégie « d'aide au commerce » afin d'accompagner leurs partenaires dans la mise en œuvre de réformes de nature à stimuler les échanges, qui réduisent les obstacles à l'activité et à l'investissement, améliorent les infrastructures logistiques et facilitent la circulation des marchandises. **F&D**

NASSER SAÏDI est le président de *Nasser Saidi and Associates*. Auparavant, il a été chef économiste au Centre international financier de Dubaï, ministre de l'Économie du Liban et vice-gouverneur de la Banque centrale du Liban. **AATHIRA PRASAD** est directrice du pôle macroéconomie chez *Nasser Saidi and Associates*.

Les auteurs et leur équipe ont mis au point l'indice de diversification économique à l'intention de l'École d'administration Mohammed bin Rashid à Dubaï afin de mesurer la diversification économique relative des producteurs et exportateurs de produits de base uniquement à partir d'indicateurs quantitatifs. Pour plus d'informations, merci de consulter le site <https://economicdiversification.com>.

FAIRE TOMBER LES BARRIÈRES

Gary A. Seidman

Les entrepreneuses changent la dynamique du monde du travail dans les pays arabes

Dans le monde arabe, les femmes accèdent progressivement à des fonctions entrepreneuriales, assoient leur influence dans le milieu des affaires et de la technologie, et mènent une révolution tranquille qui aurait été impensable il y a une génération de cela. Cette tendance, qui marque une rupture avec les rôles et attentes traditionnellement associés aux genres, est porteuse de profondes implications pour le développement de la région et sa progression vers des sociétés plus inclusives.

La participation des femmes au marché du travail a de tout temps été limitée dans le monde arabe, mais leur présence grandissante dans les start-ups suit un schéma global qui accélère l'innovation et diversifie la prospérité. Cependant, cette transition n'est ni facile ni immédiate. Le renversement des obstacles à l'égalité implique souvent d'aller à contrecourant des normes sociales et de se confronter à des intérêts bien établis. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, le taux d'activité des femmes, de 19 %, reste bien faible comparé à la moyenne mondiale, proche des 50 %. Néanmoins, partout dans la région, les possibilités se multiplient et des femmes, telles que les trois que nous présentons ici, défient les attitudes patriarcales.

Cultiver les opportunités au Yémen

Arzaq Al-najjar tente de moderniser le secteur du café dans l'une des régions productrices les plus anciennes au monde, qui est aussi l'une des plus pauvres et les plus dévastées par la guerre de la planète. Depuis son bureau du troisième étage qui surplombe Sanaa, la

capitale du Yémen, Arzaq Al-najjar, 34 ans, dirige Mocha Valley, une entreprise de production de café et de conseil spécialisée dans la recherche, la formation et l'aide au développement auprès des entrepreneurs, des investisseurs, des négociants, des agriculteurs et des partenaires tout au long de la chaîne de valeur du café. L'entreprise tire son nom du port sur la mer Rouge de Mokha, à la pointe de la péninsule arabique, jadis carrefour mondial du café, qui a donné son nom à la célèbre boisson. Il y a près de 600 ans, les grains de café produits en Éthiopie ont pour la première fois été torréfiés, brassés et dégustés dans les sanctuaires soufis au Yémen. Durant le XVI^e siècle, des navires chargés de grains transportaient le café depuis le port de Mokha vers l'ensemble du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, puis vers l'Europe environ un siècle plus tard. Au début du XX^e siècle, le café est devenu un produit de base à l'échelle mondiale. En 2021, les exportations ont atteint les 36 milliards de dollars.

Aujourd'hui, le Yémen représente moins de 1 % des exportations mondiales de café, une situation que M^{me} Al-najjar est bien décidée à changer. « Le secteur du café du Yémen doit développer et élargir sa chaîne de valeur », affirme-t-elle. « Nous voulons que le monde connaisse et savoure ce trésor yéménite. »

Arzaq Al-najjar nourrit une passion singulière pour l'histoire et l'importance du café au Yémen. Elle a été la première femme « caféologue », ou sommelière du café, dans le pays. Après avoir terminé son MBA au Liban, elle est rapidement devenue consultante auprès d'ONG et de négociants de café locaux. Selon elle, les producteurs et les négociants yéménites



pourraient plus facilement atteindre les marchés mondiaux grâce à une organisation du secteur axée sur des normes modernes et des données de meilleure qualité, ce qui contribuerait au développement du pays, actuellement classé parmi les derniers à l'indice de développement humain des Nations Unies en 2021 (183^e sur 191).

Toutefois, renforcer le secteur n'est pas une mince affaire. En effet, le Yémen traverse l'une des pires crises humanitaires au monde. D'après la Banque mondiale, plus de huit ans après le début d'un conflit toujours en cours, les Yéménites continuent de faire face à des difficultés extrêmes. Environ 22,5 millions de personnes, soit 75 % de la population, ont besoin de l'aide humanitaire, dont 4,3 millions de civils déplacés. Le FMI estime que le PIB du Yémen reculera de 0,5 % en 2023 et que l'inflation grimpera à 17 %.

Néanmoins, Arzaq Al-najjar perçoit des possibilités. « Les travailleurs du secteur du café n'étaient ni qualifiés ni formés. Nous avons alors commencé à leur dispenser des connaissances par le biais de formations gratuites afin de faire comprendre pourquoi il est nécessaire d'instaurer des normes de qualité au Yémen. » Lorsqu'elle a créé Mocha Valley il y a cinq ans, les portes étaient difficiles à ouvrir et elles le sont toujours aujourd'hui. Le Yémen est empreint d'une culture traditionnelle dans laquelle les femmes se voient souvent discriminées dans le

Arzaq Al-najjar et son équipe chez Mocha Valley, à Sanaa (Yémen).

monde des affaires. « C'est très difficile d'être une femme dans notre société », déplore-t-elle. « Bien sûr que l'on m'a déjà dit 'tu es une femme, tu ne peux pas diriger cette entreprise'. » Les femmes d'affaires se retrouvent pénalisées dans des situations en apparence anodines. « Ici, au Yémen, la plupart des accords et des contrats sont négociés pendant des séances de khat », explique Arzaq Al-najjar, qui décrit ces réunions où les hommes (uniquement) négocient les transactions en mâchant les feuilles de ce puissant stimulant, parfois pendant des heures d'affilée.

Le khat pose d'autres difficultés à M^{me} Al-najjar dans son projet d'accroître la production de café. Pour de nombreux agriculteurs yéménites, sa culture est plus lucrative que celle du café, si bien qu'elle accapare les terres agricoles ainsi que de grandes quantités d'eau dans l'un des pays les plus arides au monde.

Malgré tout, Arzaq Al-najjar est décidée à développer un secteur du café plus fort et plus résilient au Yémen et elle se montre optimiste sur la possibilité de le rendre plus efficace grâce à une plus grande participation des femmes. Elle se réjouit que naisse un petit groupe de femmes occupant des postes de direction dans le secteur du café au Yémen et chez Mocha Valley. « Elles disent être inspirées par cette aventure et elles ont des objectifs », affirme-t-elle. « Peut-être deviendront-elles des figures majeures du secteur du café. »



Démarginaliser les personnes non bancarisées en Égypte

« Khazna a été pensée dès le premier jour pour apporter des services à ceux qui en manquent », déclare Fatma El Shenawy, cofondatrice de la fintech égyptienne et militante pour la fourniture de services financiers aux ménages à revenu faible ou intermédiaire à travers le Moyen-Orient.

Alors qu'elle n'avait pas encore 30 ans, elle a contribué à fonder Khazna en 2019. Son objectif était de créer une plateforme inédite pour connecter les personnes peu ou non bancarisées grâce à une méthode numérique rapide et simple leur permettant d'accéder à leur argent, de payer leurs factures et d'acheter des services depuis une application sur leur téléphone.

En Égypte, un nombre vertigineux de personnes n'ont pas accès aux services bancaires formels, 67 % de la population selon le *Global Finance Magazine*. Toutefois, sachant que plus de 90 % des ménages du pays sont équipés de téléphones mobiles, Fatma El Shenawy et ses associés ont décelé une occasion de connecter les gens à un large éventail de services. « Nous fournissons à nos clients une ligne de crédit polyvalente adaptée à leur revenu, grâce à laquelle ils peuvent demander une avance en numérique, payer leurs factures, acheter des produits au sein de notre vaste réseau de commerçants et souscrire des assurances maladie pour leur famille », explique-t-elle. Le service bénéficie d'un fort potentiel d'évolutivité. La Banque mondiale estime qu'environ 1,7 milliard de personnes dans le monde n'ont pas accès aux services bancaires aujourd'hui.

L'inclusion financière est un défi difficile à relever, mais Khazna fait des progrès en la matière en s'associant avec un ensemble d'entreprises qui emploient 1,5 million de personnes ainsi qu'en travaillant avec la poste égyptienne pour servir ses 5 millions de clients retraités. En plus de l'Égypte, Khazna a les yeux rivés



Photo de gauche : Fatma El Shenawy, cofondatrice de Khazna. Photo de droite : Mme El Shenawy célèbre une étape importante avec l'équipe de Khazna dans ses bureaux du centre-ville du Caire.

sur l'Arabie saoudite. « Nous pensons que l'Arabie saoudite et l'Égypte partagent des similitudes stratégiques pour notre entreprise, principalement des organes de réglementation progressistes, ouverts à de nouvelles idées pour faire avancer les offres de services financiers grâce à des solutions innovantes proposées par les start-ups. De plus, la population saoudienne est connectée et prête à recevoir de nouveaux services financiers », estime Fatma El Shenawy, qui a travaillé comme banquière d'affaires au Caire pendant cinq ans avant de fonder Khazna.

Aujourd'hui, l'entreprise compte plus de 350 employés. En mars dernier, elle a levé 38 millions de dollars sous forme d'actions et d'obligations par le biais de fonds de capital-risque locaux, régionaux et internationaux, portant son financement total à plus de 47 millions de dollars.

Fatma El Shenawy reste une exception dans la culture égyptienne, au sein de laquelle de grandes disparités demeurent entre les genres dans le monde des affaires et de l'entrepreneuriat. Le taux d'activité est seulement de 15,4 % chez les femmes, contre 67 % pour les hommes. « Par expérience, l'un des principaux défis rencontrés par les femmes tient au fait que nous ne recevons pas autant de soutien que nos homologues masculins tout au long de leur carrière, en particulier dans les projets d'entrepreneuriat, de la part de nos cercles proches », raconte-t-elle. « J'ai la chance d'avoir toujours été entourée par des pairs et des mentors qui m'ont soutenue aussi bien sur le plan professionnel que personnel. »

Encourager les entrepreneuses palestiniennes

Mona Demaidi s'est donné pour mission de stimuler l'entrepreneuriat chez les femmes en Cisjordanie et à Gaza grâce à sa méthode faite de formation intensive et d'accompagnement personnalisé. « L'essentiel



de mon travail dans le secteur privé consiste à développer les compétences des jeunes et des femmes dans le domaine de la technologie grâce au mentorat », explique-t-elle. Selon elle, les jeunes femmes palestiniennes sont freinées sur le marché du travail par un héritage combinant ressources inadaptées, opportunités restreintes, soutien culturel insuffisant et décennies de conflit. Cela est particulièrement frappant dans le secteur de la technologie, bien que la moitié des diplômés dans ce domaine soient des femmes. D'après elle, l'histoire a montré que pour faire avancer le développement économique, la tendance doit être inversée, ce qui passe par la mise en place de programmes spécialisés dans des lieux sûrs qui mettent des outils à disposition, renforcent la confiance en soi et développent les compétences. « Il y a beaucoup de hauts et de bas ici », soupire-t-elle.

Mona Demaidi s'inquiète particulièrement du fait que la région soit en retard dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA), un créneau important dans lequel l'emploi des femmes est encore inférieur à la moyenne de 20 % de l'ensemble du secteur. « Le nombre limité de programmes d'études en rapport avec l'IA contribue à ce que peu d'étudiants suivent un cursus dans cette voie », a-t-elle écrit dans *This Week in Palestine*. Seulement 9 % des universités de Cisjordanie et de Gaza proposent des programmes sur l'IA, mais aucune au-dessus du niveau master. Entre 2016 et 2021, seuls 28 étudiants spécialisés dans l'IA ont été diplômés sur l'ensemble des territoires palestiniens, bien que

Mona Demaidi
et ses élèves,
à Naplouse
(Cisjordanie).

ce secteur d'activité soit probablement l'un des plus dynamiques et des plus médiatisés à travers le globe. Compte tenu du faible nombre de start-ups dans le domaine de l'IA en Cisjordanie et à Gaza (moins de 1 % et aucune fondée par des femmes), Mona Demaidi déploie d'importantes ressources pour encourager l'entrepreneuriat dans cette filière. En 2022, elle a mis au point la Stratégie nationale palestinienne pour l'IA, dont le but est d'accélérer l'innovation et l'adoption de cette technologie.

Mona Demaidi a de l'énergie à revendre. Elle partage son temps entre l'enseignement à l'université nationale An-Najah, où elle est professeure assistante, et la gestion de l'organisation Girls in Tech - Palestine, dont elle est la directrice générale. Son travail l'a menée à développer des programmes pour encourager les femmes à faire carrière dans le secteur de la technologie grâce à des stages de formation intensive, des cours en ligne gratuits, des partenariats avec le secteur privé et un libre accès aux offres d'emploi.

Bien que les start-ups dans le domaine de l'IA soient rares en Cisjordanie et à Gaza, ces dernières années ont donné lieu à l'émergence d'un écosystème florissant de start-ups composé d'entreprises de technologie et d'autres domaines. La plupart de ces entreprises se concentrent sur le commerce en ligne. Cela tient notamment au grand nombre de jeunes entrepreneurs dans le domaine de la technologie qui sortent diplômés des universités cisjordaniennes chaque année. Selon la Banque mondiale, cet écosystème en est à ses prémices mais recèle un grand potentiel, en partie grâce aux programmes d'accompagnement comme ceux que Mona Demaidi parraine. « Chaque année en moyenne, 19 start-ups de plus sont créées par rapport à l'année précédente, ce qui équivaut à un taux de croissance composé de 34 % en termes de création de start-ups depuis 2009. »

Toujours selon la Banque mondiale, le mentorat est un facteur d'accélération en Cisjordanie et à Gaza. Près de 40 % des fondateurs de start-ups ont été mentorés et il est prouvé qu'il s'agit d'un mécanisme efficace pour transférer le savoir-faire et permettre aux entrepreneurs de développer leur sens des affaires, comprendre les règles implicites des défis auxquels les start-ups font face et accéder à des réseaux de talents, de savoir et de ressources. Mona Demaidi souligne également l'importance de ces programmes pour le grand public et les femmes en particulier, dont le taux de participation au marché du travail (moins de 19 %) reste faible. Les évolutions technologiques ayant déjà rebattu les cartes par le passé, Mona Demaidi mise sur le fait qu'elles changent de nouveau la donne. **F&D**

GARY A. SEIDMAN est un journaliste de Seattle. Il écrit pour The Economist, The New York Times, Reuters, CNN et MSNBC.



La politique industrielle et le trilemme de la stratégie de croissance

Ruchir Agarwal

DANS LE BALLET AUQUEL SE LIVRENT L'INTERVENTION ÉTATIQUE ET LES FORCES DU MARCHÉ, LA POLITIQUE INDUSTRIELLE DOIT ÉVITER LES FAUX PAS

La politique industrielle a le vent en poupe dans de nombreux pays ; certains économistes citent la politique chinoise comme un modèle de réussite. Face à des défis tels que l'après-COVID-19, le nationalisme vaccinal, l'instabilité de la chaîne logistique mondiale, la transition vers un monde à zéro émission nette et la concurrence géopolitique, le rôle de la politique industrielle et des aides publiques aux entreprises et aux branches stratégiques est à nouveau à l'ordre du jour.

Les gens se demandent s'ils peuvent avoir confiance dans le marché libre et craignent que leur pays ne perde sa longueur d'avance en matière d'innovation. Les partisans de la ligne dure eu égard à la sécurité nationale redoutent la dépendance envers les adversaires pour l'approvisionnement en ressources essentielles telles que les semi-conducteurs et les produits pharmaceutiques.

Aux États-Unis, la politique industrielle n'est plus un tabou et constitue un élément central de la doctrine économique de l'administration Biden (*Bidenomics*). La loi CHIPS (*Creating Helpful Incentives to Produce Semiconductors and Science Act* ou *CHIPS Act*), qui accorde des incitations à la fabrication de semi-conducteurs afin de redynamiser cette branche de production aux États-Unis, bénéficie du soutien des deux partis. Plus de 90 % des puces de pointe (produits indispensables dans les secteurs de la défense et de l'intelligence artificielle) sont fabriquées dans la province chinoise de Taïwan, ce qui suscite des inquiétudes quant à la vulnérabilité de l'industrie américaine en cas d'attaque. C'est pourquoi le gouvernement des États-Unis a affecté à la fabrication de semi-conducteurs perfectionnés 39 milliards des 280 milliards de dollars prévus par la loi CHIPS. La politique industrielle de l'administration Biden est ambitieuse et prévoit la création d'au moins deux pôles de fabrication de semi-conducteurs d'ici à 2030. Les bénéficiaires de l'aide financière doivent respecter de nombreuses conditions, telles que l'interdiction pendant 10 ans d'accroître la capacité

de production de puces de pointe en Chine et l'engagement en faveur de la prestation de services de garde d'enfants à prix abordable. Ces mesures s'inscrivent dans une approche industrielle globale, qui prévoit également l'octroi de subventions totalisant 370 milliards de dollars pour les énergies propres au titre de la loi sur la réduction de l'inflation.

Dans le cadre de ses efforts visant à réduire sa dépendance envers la Chine, le Japon a quant à lui accordé plus de 500 millions de dollars de subventions à 57 sociétés, stimulant ainsi l'investissement intérieur. L'Union européenne a étoffé sa politique industrielle, notamment en investissant 160 milliards d'euros issus du fonds de relance post-COVID-19 dans les innovations numériques telles que les puces, les batteries et l'adaptation aux changements climatiques. En réponse aux subventions massives prévues par la loi sur la réduction de l'inflation des États-Unis, le ministre italien de l'Économie a plaidé en faveur d'une approche uniforme à l'échelle de l'Union européenne pour soutenir la compétitivité et protéger la production des secteurs stratégiques.

Gros plan sur les « champions nationaux »

La « politique industrielle » englobe les efforts déployés par le gouvernement pour donner une orientation à l'économie en ciblant certaines industries, entreprises ou activités au moyen de subventions, d'incitations fiscales, du développement d'infrastructures, de réglementations protectrices et d'un soutien à la recherche-développement.

Lorsque la politique industrielle s'inscrit dans la stratégie de croissance, les pays doivent atteindre des objectifs concurrents, tels que la croissance économique durable, la stabilité financière et budgétaire, et l'établissement de « champions nationaux », qui est souvent un objectif distinct de la stratégie de croissance. La réalisation de cet objectif repose sur le renforcement de la sécurité



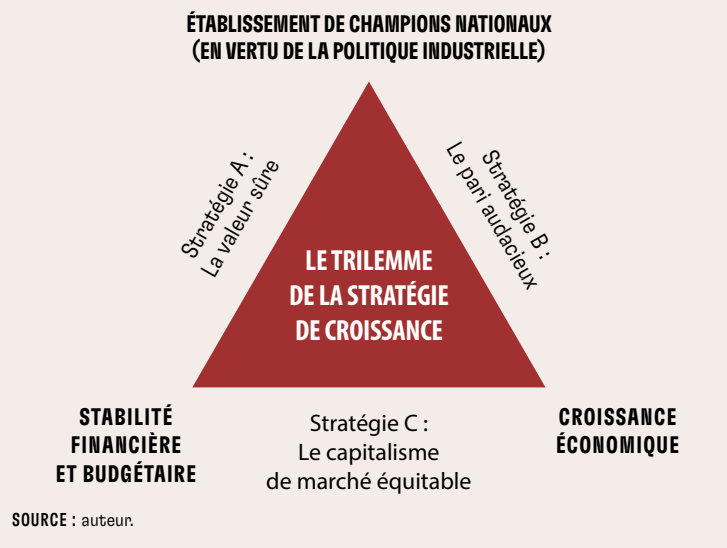
nationale par l'autosuffisance dans des secteurs clés, une croissance génératrice d'emplois et inclusive, la redynamisation des communautés laissées pour compte et la relance du secteur manufacturier vu par la lognnette des électeurs. Des entreprises ou des secteurs ont été mis en avant en tant que champions nationaux dans plusieurs pays : les semi-conducteurs dans la province chinoise de Taiwan, les énergies renouvelables en Allemagne et l'aérospatiale en France.

La politique industrielle a parfois permis d'établir des champions nationaux, mais elle prête à controverse. Les économistes craignent que la sélection des gagnants et des perdants ait des effets de distorsion du marché et entraîne une répartition inefficace des ressources. Or, la résurgence de la politique industrielle ne se dément pas.

Face à la montée du nationalisme économique et des tensions géopolitiques, l'établissement de champions nationaux restera probablement un objectif des gouvernements qui cherchent à promouvoir leurs intérêts nationaux. Dans ce contexte, le cadre d'analyse du trilemme de la stratégie de croissance présenté ci-après peut aider les responsables politiques à concilier les objectifs que sont la croissance économique, la stabilité et l'établissement de champions nationaux.

Promouvoir les champions nationaux

Le trilemme de la stratégie de croissance, ou la réalisation de trois objectifs concurrents : promouvoir la stabilité financière et budgétaire, la croissance économique et les champions nationaux.



Le trilemme de la stratégie de croissance

Le cadre met en exergue les défis auxquels sont confrontés les responsables politiques pour concilier trois objectifs : la croissance économique, la stabilité financière et budgétaire, et l'établissement de champions nationaux. Pour réaliser deux de ces objectifs, on doit renoncer en partie au troisième, d'où le trilemme.

Le trilemme de la stratégie de croissance est représenté au graphique 1 : les trois objectifs concurrents obligent les responsables politiques à faire un choix difficile.

La stratégie A suppose que le gouvernement accorde la priorité au soutien aux *champions nationaux qui constituent une valeur sûre* ainsi qu'à la stabilité financière et budgétaire. Elle met l'accent sur la sécurité nationale, la prudence et la résilience plutôt que sur les avantages potentiels d'une stratégie plus risquée.

La stratégie B est axée sur la croissance économique et le soutien aux *champions nationaux qui constituent un pari audacieux* du fait qu'ils prennent des risques. Le gouvernement qui suit cette approche peut se soucier de la stabilité dans une moindre mesure parce qu'il prend davantage de risques, ou reléguer à l'arrière-plan l'efficacité et la gouvernance, ce qui peut nuire au système financier et engendrer des coûts budgétaires. Il est toutefois prêt à accepter un risque accru d'instabilité en contrepartie d'une croissance plus forte.

La stratégie C, l'approche du *capitalisme de marché équitable*, donne la priorité à la stabilité et à la croissance économique, sans sélection de champions nationaux. Elle met l'accent sur l'économie de marché dynamique, le libre accès, et les entreprises présentes sur un marché équitable et concurrentiel.

Le capitalisme de marché équitable propose une voie différente de celle de la politique industrielle pour la réalisation de

certaines objectifs de sécurité nationale. Cette approche favorise l'établissement d'une chaîne logistique mondiale diversifiée qui repose sur le commerce ouvert et équitable, et non sur un développement économique qui s'inspire de la course aux armements. Elle peut accroître l'efficacité et l'innovation à long terme en réduisant le risque de perturbation de la chaîne logistique.

De tels arbitrages ne consistent pas seulement à choisir un objectif au détriment d'un autre ; il s'agit plutôt de mettre en équilibre les trois objectifs (sur un continuum). La meilleure approche dépend de facteurs contextuels, notamment de l'état de l'économie, de la santé du système financier, des pressions électorales et de l'environnement géopolitique.

Les gains d'efficacité peuvent favoriser l'approche du capitalisme de marché équitable. Et pourtant, les gouvernements succombent souvent à la tentation de choisir des champions nationaux. Pourquoi ? La psychologie des dirigeants nationaux et les pressions qu'ils subissent sont peut-être en cause.

Pourquoi les champions nationaux sont-ils prisés par les dirigeants ?

Supposons que vous avez été élu à la tête de votre pays. Vous devez désormais prendre des décisions qui ont une incidence sur le bien-être de millions de personnes. Vous devez concilier les objectifs de croissance économique, de sécurité nationale, de stabilité financière et budgétaire, ainsi que des préoccupations sociales et environnementales. Les enjeux sont importants et la pression peut être écrasante.

Vous êtes confronté à l'impératif de la croissance économique. Si vous voulez rester au pouvoir, créer des emplois et assurer la stabilité de la société, une croissance suffisante et soutenue est

essentielle. Dans le cas contraire, vous risquez d'être confronté à la montée du chômage et de la grogne parmi la population, ce qui mettrait en péril votre maintien au pouvoir.

Cette pression peut se traduire par une *anxiété de croissance*. Selon des études de psychologie clinique, l'anxiété pousse les gens à se concentrer sur des préoccupations immédiates, souvent au détriment des objectifs à long terme. Dans le contexte de la croissance économique, les dirigeants peuvent être dans un état d'esprit similaire, qui les pousse à donner la priorité aux résultats à court terme et aux gains rapides pour diminuer leur anxiété et démontrer les progrès accomplis. Cela peut les amener à cibler certaines industries ou entreprises, perçues comme porteuses d'une croissance immédiate, et à négliger les risques d'atteinte à la stabilité et les inconvénients.

La politique industrielle est un outil clé que les dirigeants peuvent utiliser pour l'établissement de champions nationaux, notamment par la passation de marchés, l'octroi de subventions ou d'allègements fiscaux, et les investissements dans des projets d'infrastructure. Cette stratégie peut toutefois avoir des conséquences néfastes : concentration du pouvoir économique, mauvaise répartition des ressources et omission des considérations à long terme. Elle peut nuire à la concurrence et à l'innovation sur le marché, ce qui est préjudiciable à la croissance et au bien-être social.

Les dirigeants peuvent être contraints de promouvoir des champions qui constituent un pari audacieux (stratégie B) s'ils sont pressés d'obtenir des résultats rapides, d'asseoir leur pouvoir ou de créer des emplois. La politique industrielle peut donner l'impression qu'une influence est exercée sur les résultats économiques en réduisant l'anxiété de croissance et en procurant un sentiment de sécurité au gouvernement et au public.

Les dirigeants peuvent subir des pressions liées à la sécurité nationale et à la stabilité financière et budgétaire, qui peuvent susciter une *peur de l'instabilité* motivée par des préoccupations telles que la dépendance à l'égard d'autres pays pour des ressources essentielles ou le désir d'éviter les échecs, les défauts de paiement ou les scandales.

Les dirigeants peuvent donc promouvoir des champions nationaux qui constituent une valeur sûre dans une optique de sécurité et de stabilité, pensant ainsi protéger les intérêts du pays et les ressources essentielles, et maintenir la stabilité, ce qui leur donne l'impression d'être maîtres des résultats (stratégie A). Toutefois, les inconvénients potentiels de cette approche, par exemple les risques de distorsion de la concurrence et d'entrave à l'innovation, ne peuvent être ignorés.

L'anxiété de croissance et la peur de l'instabilité peuvent inciter les dirigeants d'un pays à choisir des champions nationaux. Ces facteurs politiques et psychologiques déterminent souvent la stratégie de croissance nationale, même si la plupart des dirigeants sont conscients des coûts économiques et des inefficacités qui peuvent découler de ce choix à long terme.

La politique industrielle n'est pas une solution miracle

La société Airbus est souvent citée comme un modèle de réussite s'agissant de l'intervention étatique dans l'économie. La

création de ce consortium européen à la fin des années 60, qui a remis en cause l'hégémonie de Boeing à l'échelle mondiale, a été rendue possible par des subventions publiques, l'engagement à absorber les pertes et le financement des coûts de développement fixes. Airbus est ainsi devenue un concurrent redoutable.

Toutefois, les obstacles rencontrés récemment par la Chine avec le C919 de l'avionneur Commercial Aircraft Corporation of China (COMAC) montrent que la politique industrielle ne constitue pas une solution miracle. Convaincue qu'une grande nation doit construire ses avions de ligne, la Chine a investi massivement dans le développement d'avions commerciaux afin de contester la suprématie de Boeing et d'Airbus. Malgré des investissements de 70 milliards de dollars dans la COMAC, le constructeur public chinois, le projet a été retardé de plus de cinq ans en raison d'obstacles réglementaires, technologiques et liés à la chaîne d'approvisionnement. Les retards ont été prolongés par les exigences spéciales en matière de licences pour les exportations de pièces de haute technologie vers la Chine, imposées par l'administration Trump en 2020. Aucune autorité aéronautique étrangère de premier plan n'a encore certifié le C919, en partie en raison de problèmes de sécurité. Ainsi, la Chine n'a pas réussi à répéter dans le secteur concurrentiel de l'aviation mondiale le succès remporté par sa politique industrielle dans le réseau ferroviaire à grande vitesse et le secteur des véhicules électriques.

On peut en déduire que la sélection de champions nationaux peut être efficace, mais qu'il n'est pas assuré que cette approche porte fruit. Même dans d'autres cas de défaillance du marché, le gouvernement pourrait avoir du mal à s'attaquer au problème sans produire d'effet de distorsion ou engager des coûts budgétaires élevés. Et lorsque plusieurs pays mettent en œuvre une politique industrielle pour promouvoir leurs propres champions nationaux, cela peut se traduire par un nivellement par le bas en matière de subventions et de protections. Une telle dynamique réduit les chances de réussite des différents pays et peut déstabiliser l'environnement économique mondial.

Lawrence Summers, l'ancien secrétaire au Trésor des États-Unis, a récemment fait part de son appréciation des conseillers en matière de politique industrielle en faisant une analogie avec les généraux : « Les meilleurs généraux sont ceux qui ont la guerre en horreur, mais qui sont prêts à monter au front s'il le faut. Ma crainte, c'est que les personnes qui élaborent les politiques industrielles aiment élaborer des politiques industrielles. » Dans ce contexte, le trilemme rappelle aux responsables politiques que la prudence est de mise avec la politique industrielle, et qu'il faut mettre l'accent sur la croissance à long terme, la stabilité et la coopération internationale.

La politique industrielle est comme le sel en cuisine : une pincée peut être salutaire, un excès peut provoquer un déséquilibre et un excès prolongé peut être nocif. **F&D**

RUCHIR AGARWAL est chargé de recherche à la Harvard Kennedy School et cofondateur du Global Talent Network.

Cet article est paru en anglais dans l'édition en ligne de F&D de mars 2023.

Régler la dette climatique

Benedict Clements, Sanjeev Gupta et Jianhong Liu

LE CHIFFRAGE DES DOMMAGES IMPUTABLES AUX ÉMISSIONS AIDE À ÉVALUER LA JUSTE PART DE CHAQUE PAYS DANS LE FARDEAU CLIMATIQUE

En vertu de l'accord de Paris de 2015, plus de 190 pays se sont engagés à réduire d'ici 2030 leurs émissions de carbone, dont celles provenant de la consommation de combustibles fossiles, pour éviter les effets négatifs du réchauffement de la planète. Il existe cependant un écart de taille entre les engagements pris et les actions qui s'imposent. Cela étant, les pays pourraient encore réduire leurs émissions après 2030.

Les pays, notamment la plupart des membres du Groupe des vingt (G20), ont déjà pris des engagements volontaires sur ce qu'ils estiment pouvoir ou devoir faire pour contribuer à la baisse des émissions. Mais il serait peut-être plus pragmatique de demander aux plus riches d'indemniser les pays en développement pour les dommages qu'ils subissent en raison du changement climatique.

C'est ici que le concept de « dette climatique » peut se révéler utile. Cette dette correspond à la somme des dommages provoqués par les émissions, c'est-à-dire le cumul des effets néfastes des émissions de dioxyde de carbone, dont les coûts s'imposent à tous sans contrepartie. Nous estimons la dette climatique de 131 pays à partir des émissions de carbone historiques et projetées (Clements, Gupta et Liu, 2023). Ces estimations servent à déterminer la juste contribution de chaque pays à la réduction des émissions et à examiner la meilleure façon de dédommager les pays en développement. Il pourrait être demandé aux pays présentant une lourde dette

climatique d'endosser une part du fardeau proportionnellement plus importante, ce qui risquerait toutefois de poser problème aux pays dont la dette publique est élevée et l'espace budgétaire limité. L'un des aspects à prendre en compte pour déterminer qui doit rembourser la dette climatique est la capacité de paiement et de ce point de vue, les pays en développement seraient moins sollicités.

Calculer la dette climatique

La dette climatique peut être estimée à l'aide des émissions effectives et prévues, et du coût social du carbone, qui mesure les répercussions économiques par tonne de CO₂ émise. Nous arrivons à une dette colossale, d'environ 59 000 milliards de dollars pour la période 1959-2018 (graphique 1), qui devrait augmenter de 80 000 milliards de dollars entre 2019 et 2035. Le montant de la dette climatique d'un pays reflète à la fois la taille de son économie (corrélée positivement aux émissions) et l'intensité de son utilisation des combustibles fossiles (et donc sa production d'émissions) pour chaque dollar de production économique. La ventilation de la consommation d'énergie (utilisation intensive de charbon, par exemple) a aussi une incidence. En 2018, les premiers contributeurs étaient les États-Unis (14 000 milliards de dollars), suivis de la Chine (10 000 milliards de dollars) et de la Russie (5 000 milliards de dollars). À compter de 2018, les pays en développement représenteront une part plus importante de la dette



climatique, du fait de leur croissance économique comparativement plus vigoureuse.

On peut faire valoir que tous les êtres humains ont le même droit à un environnement épargné par le changement climatique et, partant, que les pays dont la dette climatique est importante en raison de leurs fortes émissions devraient dédommager les pays ayant moins dégradé l'environnement.

Nos données laissent apparaître des disparités notables d'un pays à l'autre en ce qui concerne la dette climatique par habitant (graphique 2), qui présente son niveau le plus élevé aux États-Unis (environ 6 fois supérieure à celle de la Chine pour la période 1959-2018 et 25 fois supérieure à celle de l'Inde). Pour 2019-35, c'est encore aux États-Unis qu'elle sera la plus élevée et elle augmentera en Chine jusqu'à dépasser le niveau prévu dans l'Union européenne.

La dette climatique est très lourde quand on la compare à la dette publique. Dans les pays du G20, elle équivaut à environ 81 % du PIB, alors que la dette moyenne des administrations publiques s'élevait à 88 % du PIB en 2020. La dette climatique est donc considérable par rapport à la charge budgétaire

que devraient engendrer les hausses des dépenses publiques pour la santé et les retraites. En valeur actualisée nette, ces dépenses devraient s'élever à 25 % du PIB en moyenne dans les pays du G20 entre 2020 et 2035.

Pour évaluer les plans de réduction des émissions et leurs incidences probables sur la dette climatique, nous étudions deux scénarios. L'accord de Paris de 2015 a établi un cadre visant à ce que le réchauffement demeure bien en deçà de 2 degrés et que les efforts se poursuivent pour le limiter à 1,5 degré de plus que la température moyenne de l'ère préindustrielle. Cet accord repose sur un plan d'action climatique quinquennal. Tous les cinq ans, les pays présentent des mesures non contraignantes de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour atteindre les objectifs : il s'agit des contributions déterminées au niveau national (CDN).

La dette continue de s'accumuler

Dans notre premier scénario, nous évaluons les effets d'une mise en œuvre complète de l'ensemble des CDN sur la dette climatique, en supposant que les

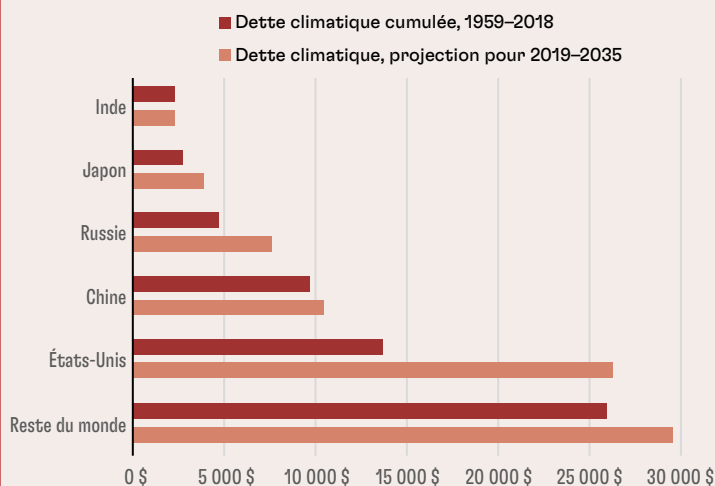
Tour de refroidissement d'une centrale au lignite.

GRAPHIQUE 1

Un fardeau commun

Les pays avancés continueront de représenter la majorité de la dette climatique, mais les pays en développement verront leur part augmenter.

(dette climatique en milliards de dollars)



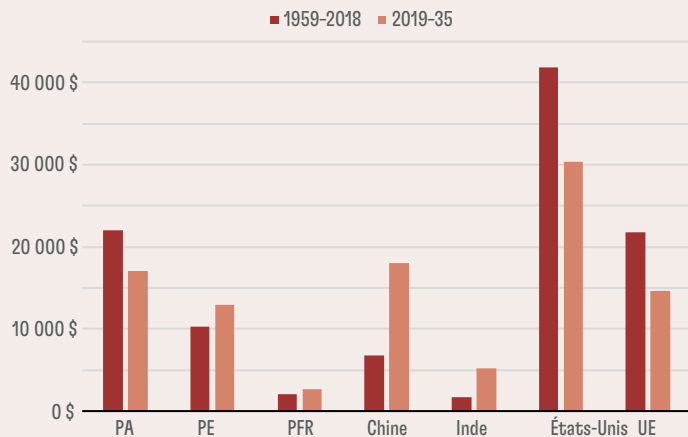
SOURCES : calculs des auteurs à partir des données sur les émissions historiques de CO₂ de Ritchie et Roser (2017) ; projections d'émissions du département des finances publiques du FMI.

GRAPHIQUE 2

En dollars par habitant

Les États-Unis continueront d'afficher la dette climatique par habitant la plus élevée et celle de la Chine dépassera celle de l'Union européenne.

(dette climatique par habitant, en dollars)



SOURCES : calculs des auteurs à partir des données sur les émissions historiques de CO₂ de Ritchie et Roser (2017) ; projections d'émissions du département des finances publiques du FMI.

NOTE : Les pays avancés (PA) comprennent les États-Unis ; les pays émergents (PE) comprennent la Chine et l'Inde ; PFR = pays à faible revenu ; UE = Union européenne.

émissions nationales diminueront progressivement dans chaque pays jusqu'à atteindre l'objectif de 2030. Il en résulte une réduction de l'accumulation de la dette climatique de 9 600 milliards de dollars (24%). Bien qu'appréciable, cette baisse est négligeable au regard de l'accumulation que nous prévoyons pour 2019-35. De surcroît, les pays où les émissions reculent sensiblement (Chine, États-Unis) resteraient néanmoins les principaux responsables de l'accumulation de la dette climatique (12,9 et 5,4 milliards de dollars, respectivement). À elle seule, la mise en œuvre des CDN ne permet donc pas de répartir équitablement entre les pays le fardeau lié à la réduction de la dette climatique.

Dans notre second scénario, nous évaluons la diminution des émissions et des dettes climatiques qui serait nécessaire, au-delà des promesses contenues dans les CDN, pour atteindre l'objectif de 1,5 degré fixé par l'accord de Paris. Dans ce contexte, il semblerait logique de demander aux pays présentant une lourde dette climatique de participer davantage au comblement de l'écart. D'ailleurs, de nombreux pays avancés dont la dette est importante, comme les États-Unis, le Japon et l'Allemagne, se sont déjà engagés dans leurs CDN à réduire fortement leurs émissions d'ici 2030. Par conséquent, il semble plus réaliste de demander aux pays des baisses supplémentaires en fonction de leur part dans les émissions totales l'année en question. Si, par exemple, tous les pays du G20 s'engageaient sur cette réduction complémentaire en plus de leurs CDN respectives, la dette climatique chuterait de 6 400 milliards de dollars supplémentaires. Mais ils seraient nombreux à juger ces réductions injustes, car la dette climatique des États-Unis et d'autres pays avancés resterait largement supérieure à celle des pays en développement du G20.

Cet exercice démontre qu'il pourrait être impossible, d'ici à 2030, de réduire les émissions d'une manière qui soit jugée équitable, compte tenu de la part décroissante des pays avancés dans les émissions mondiales. À la place, les pays avancés devraient peut-être s'attacher à réduire leurs émissions sur une période plus longue ou à indemniser fortement les pays en développement pour les dommages provoqués par le changement climatique, avec par exemple des financements plus généreux pour l'action climatique.

Le rôle de la politique budgétaire

La fiscalité et les politiques de dépenses publiques sont des outils efficaces pour contrôler l'accroissement de la dette climatique. Or les pays peinent à mener leur action climatique en raison des conséquences économiques de la pandémie et de l'augmentation brutale de la dette publique qui en a résulté. Les États-Unis et l'Europe ont adopté des mesures de grande envergure pour subventionner les énergies propres et ainsi réduire la dette climatique, mais les pays en développement n'ont





Militants du mouvement des « Vendredis de l'avenir ».

pas les moyens d'en faire de même, faute d'un espace budgétaire suffisant. Cela étant, les deux groupes de pays devraient mettre l'accent sur les recettes, en particulier sur une augmentation de la fiscalité appliquée à l'énergie, les taxes carbone permettant de diminuer la dette climatique. Ces mesures feraient baisser les émissions tout en aidant les pays à financer d'autres dépenses. La taxation du carbone doit s'accompagner de mesures budgétaires complémentaires afin de compenser les effets négatifs à court terme de la taxe sur les ménages à faible revenu.

D'importantes questions éthiques se posent aux pays cherchant à mettre en œuvre des politiques fiscales et de dépenses pour réduire les émissions. Quelle génération devrait porter le fardeau de l'adaptation à une économie émettant moins de carbone ? Étant donné que les dommages liés aux émissions vont en augmentant, mieux vaudrait que les pays agissent au plus vite. La génération actuelle a déjà consommé d'importantes quantités d'énergie à des prix ne reflétant pas vraiment leur coût social réel, notamment les atteintes à l'environnement. Pour les pays en développement, en revanche, l'ajustement pourrait être progressif, car leur capacité à assumer cette charge augmentera au fil du temps, parallèlement au revenu par habitant.

Le choix du pragmatisme

La dette climatique créée par les émissions de CO₂ est considérable et inégalement répartie. Son poids et les

disparités entre les pays dans ce domaine augurent d'âpres débats sur la juste répartition des contributions au ralentissement du changement climatique et le niveau d'aide à apporter aux pays en développement pour compenser ces écarts.

La dette climatique par habitant devrait être beaucoup plus élevée dans les pays avancés que dans les pays en développement, même avec une mise en œuvre complète des CDN des pays du G20. Cela pourrait donc nécessiter des efforts supplémentaires de la part des pays avancés afin que le fardeau de la lutte contre le changement climatique soit équitablement réparti. La concrétisation des réductions d'émissions requises pour atteindre les objectifs fixés par l'accord de Paris est problématique, car les pays avancés (qui ont accumulé une part importante dans l'encours de la dette climatique) réduisent déjà fortement leurs émissions dans le cadre de leurs CDN. Une méthode plus pragmatique de juste répartition du fardeau consiste donc à ce que les pays avancés intensifient l'aide fournie aux pays en développement. La finance climatique doit être consacrée aux mesures d'atténuation des conséquences du changement climatique et d'adaptation à ces dernières, sous la forme de dons et de prêts concessionnels. Avec sa nouvelle facilité pour la résilience et la durabilité, le FMI octroie aux pays en développement des financements concessionnels pour la transition climatique et la préparation aux pandémies. Mais les financements actuels n'ont pas encore atteint l'objectif de 100 milliards de dollars par an et sont clairement insuffisants au regard du niveau colossal de la dette climatique des pays avancés. **F&D**

BENEDICT CLEMENTS est professeur invité à l'Universidad de las Américas (Équateur).

SANJEEV GUPTA est chercheur principal émérite au Center for Global Development (Washington, DC).

JIANHONG LIU est analyste de recherche au département des marchés monétaires et de capitaux du FMI.

BIBLIOGRAPHIE :

Clements, Benedict, Sanjeev Gupta, and Jianhong Liu. 2023. "Who's Responsible for Climate Change? New Evidence Based on Country-level Estimates of Climate Debt." *Economics of Energy and the Environment* 12 (1). <https://doi.org/10.5547/2160-5890.12.1.bccl>.

International Monetary Fund (IMF). 2019. *Fiscal Monitor: How to Mitigate Climate Change*. Washington, DC, September. <https://www.imf.org/en/Publications/FM/Issues/2019/09/12/fiscal-monitor-october-2019>.

Ritchie, Hannah, Max Roser, and Pablo Rosado. 2020. "CO₂ and Greenhouse Gas Emissions." Published online at OurWorldInData.org. <https://ourworldindata.org/co2-and-other-greenhouse-gas-emissions>.



PHOTO : KEN BENOIT

Paroles d'économistes

L'économiste universelle

Nicholas Owen brosse le portrait de **Minouche Shafik**, de l'Université Columbia, dont le parcours professionnel englobe le développement international, des responsabilités au sein d'une banque centrale et la publication d'ouvrages sur le contrat social

CE N'EST PAS UN HASARD SI L'ÉCONOMISTE MINOUCHE SHAFIK a joué un rôle clé lors des principaux tournants économiques mondiaux de ces 30 dernières années. Et c'est toujours le cas.

Peu après l'obtention d'un doctorat en économie de l'Université d'Oxford, elle a travaillé sur l'Europe de l'Est à la Banque mondiale après la chute du mur de Berlin, en 1989. Au moment de la campagne *Make Poverty History* au cœur des années 2000, elle dirigeait l'influent département du Développement international du gouvernement britannique.

Lors de la crise de la dette dans la zone euro en 2009-10, elle supervisait les activités du Fonds monétaire international dans plusieurs pays à l'épicentre de la crise. Elle pilotait les programmes du FMI au Moyen-Orient au moment des manifestations pour la démocratie des Printemps arabes, au début des années 2010. Elle était gouverneure adjointe de la Banque d'Angleterre, responsable d'un bilan de 500 milliards de dollars, au moment de la tourmente provoquée par le vote britannique en faveur du Brexit.

Aujourd'hui, à l'âge de 60 ans, elle est la première femme présidente de l'Université Columbia à New York, après avoir passé six ans à la tête de la London School of Economics and Political Science (LSE). Cette économiste atypique a mené une carrière qui englobe l'élaboration de politiques économiques nationales, des rôles au sein d'institutions financières internationales et d'une banque centrale, ainsi que des fonctions de premier plan dans l'enseignement supérieur. Parmi les distinctions qui lui ont été décernées figurent le titre de baronne de la Chambre des lords et de Dame commandeur de l'ordre de l'Empire britannique pour services rendus à l'économie mondiale, ainsi que celui de membre de l'Académie britannique.

Selon ceux qui la connaissent, Minouche Shafik, qui est née en Égypte et a grandi dans le sud des États-Unis, apporte un mélange peu commun de fermeté d'esprit, de brio intellectuel, de courage et d'aptitude à influencer les décideurs.

Andrew Steer, aujourd'hui président et directeur général du Bezos Earth Fund, se souvient que, lorsqu'elle était jeune économiste, M^{me} Shafik se distinguait par sa capacité à allier son intellect à une empathie exceptionnelle et un sens politique hors du commun. Il l'a recrutée en 1992 pour travailler au sein de son équipe chargée des rapports sur le développement à la Banque mondiale. « Il ne suffit pas d'effectuer

Minouche Shafik

une bonne analyse pour persuader les pouvoirs publics de changer de politique », explique-t-il.

« On y parvient en faisant preuve de finesse, en essayant de se mettre à leur place et de voir les choses de leur point de vue. Minouche est extrêmement douée pour cela. » Par la suite, elle est devenue, à 36 ans, la plus jeune vice-présidente de l'histoire de la Banque mondiale, hommes et femmes confondus.

Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne et ancienne Directrice générale du FMI, souligne son style de leadership prévenant et inclusif. Les deux femmes ont travaillé ensemble pendant trois ans au début des années 2010, alors que M^{me} Shafik faisait partie des directeurs généraux adjoints de la Française.

« Minouche, c'est un subtil mélange d'Orient et d'Occident ; elle est aussi égyptienne qu'européenne, aussi britannique qu'américaine », estime Christine Lagarde. « Elle soutient les autres, en particulier les femmes, lorsque c'est mérité. Elle ne tolère pas la bêtise mais elle accorde une chance à tout le monde. »

Dans son livre *What We Owe Each Other*, paru en 2021, M^{me} Shafik plaide en faveur d'un nouveau contrat social prenant en compte les changements démographiques et technologiques qui transforment la société. Elle propose de renforcer « l'architecture de la sécurité et des opportunités » par le partage des risques et l'investissement dans les individus. « Nous devons passer à un stade différent, où nous en demandons davantage aux gens et où nous investissons davantage en eux », estime-t-elle. Cela implique de fixer un revenu plancher, combiné à des incitations au travail, à des retraites transférables liées à l'espérance de vie, à l'éducation permanente et à la reconversion, ainsi qu'à des interventions dès la petite enfance pour offrir une réelle égalité des chances.

À la tête de l'une des meilleures universités du monde, M^{me} Shafik craint que la culture de l'annulation n'étouffe la liberté de débat qui enrichit la vie étudiante. « La raison d'être de l'université est de se confronter à la différence et de relever des défis intellectuels », affirme-t-elle. Défenseuse de la liberté d'expression dans le respect de la loi, elle se félicite qu'au sein

de la prestigieuse LSE, personne n'ait été empêché d'exprimer des opinions que d'aucuns pourraient juger choquantes.

Toutefois, elle constate avec inquiétude que nos sociétés ont un peu perdu de leur capacité à exprimer les désaccords de manière courtoise. Selon elle, les universités doivent apprendre à débattre de sujets sensibles. « C'est en écoutant que l'on apprend, que l'on parvient à un consensus et que l'on va de l'avant en tant que communauté », pense-t-elle.

En 1966, alors qu'elle avait quatre ans, Minouche et sa famille ont fui l'Égypte du président Gamal Abdel Nasser pour les États-Unis, s'installant d'abord à Savannah, en Géorgie, au fin fond du Sud américain. Seul son père, un scientifique dont les biens avaient été nationalisés par les autorités égyptiennes, parlait un peu l'anglais. Tous les matins, sa mère vérifiait la boîte aux lettres et pleurait dans l'attente de nouvelles du pays.

Très vite, la famille a appris la langue et a trouvé ses marques grâce notamment à un voisin bienveillant qui conseilla à sa mère d'inviter des enfants du quartier à venir sympathiser avec les siens autour de la piscine gonflable. M^{me} Shafik a tiré de cette expérience un intérêt durable pour la mobilité sociale et les facteurs qui déterminent le parcours de vie d'un individu. « Ma famille a connu une mobilité sociale aussi bien vers le bas que vers le haut », rappelle-t-elle.

De grands bouleversements

Au cours de son enfance, les États-Unis ont connu de grands bouleversements sociaux et politiques : la guerre du Viet Nam, le mouvement pour les droits civiques et le Watergate. Elle ne compte plus le nombre d'écoles où elle s'est rendue en bus en Géorgie, en Caroline du Nord et en Floride, au gré des déménagements de la famille et des tentatives des autorités d'équilibrer le nombre d'élèves de couleur et blancs dans les salles de classe.

« Tous ces facteurs ont façonné mon intérêt pour la politique, l'action des pouvoirs publics, les relations internationales et l'équité », explique-t-elle. « Ils ont exercé une grande influence sur ce que j'ai choisi de faire par la suite. »

Après un bref retour en Égypte à l'adolescence, elle obtient une licence en

économie et en politique à l'Université du Massachusetts à Amherst. Elle décrochera ensuite une maîtrise en économie à la LSE et un doctorat en économie à Oxford.

Président de l'Institut de recherche Grantham de la LSE et économiste de renom dans le domaine du climat, Nicholas Stern se souvient d'avoir rencontré M^{me} Shafik alors qu'elle était étudiante en master, au milieu des années 80. À l'époque, ils faisaient tous deux partie d'une délégation d'enseignants et d'étudiants venus rencontrer la princesse Anne, chancelière de l'Université de Londres. Après une nouvelle rencontre avec la princesse quelque 35 ans plus tard, Nicholas Stern relève le contraste frappant en termes de mobilité sociale : « Minouche est passée d'étudiante à présidente, alors que je suis toujours professeur et Son Altesse Royale est toujours princesse ».

M^{me} Shafik a passé une grande partie de sa vie professionnelle à Londres et à Washington. En 2002, elle a épousé le scientifique Raffael Jovine à Washington, est devenue la belle-mère des trois enfants de ce dernier et a mis au monde des jumeaux, le tout en une seule année émaillée de nuits blanches. Encore aujourd'hui, elle se rend fréquemment en Égypte, où vivent sa mère et une grande famille élargie. Elle déplore que la situation au Moyen-Orient ne soit pas aussi satisfaisante qu'elle pourrait l'être en raison de mauvaises décisions et de politiques économiques peu judicieuses, combinées à des conflits internes et à des interventions extérieures.

Alors qu'elle travaillait à la Banque mondiale dans les années 90, M^{me} Shafik s'est souvent rendue au Moyen-Orient pendant le processus de paix d'Oslo entre Israël et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) de Yasser Arafat. Elle a écrit un ouvrage en deux volumes sur les possibilités de coopération économique. Dans les années 2010, elle était directrice générale adjointe du FMI au moment où les manifestations des Printemps arabes ont secoué la région.

« À chaque fois, la situation a démarré avec beaucoup d'optimisme et s'est soldée par une déception », constate-t-elle. Le processus de paix s'est effondré après l'assassinat du Premier ministre israélien Yitzhak Rabin par un militant d'extrême

droite. Les espoirs démocratiques des Printemps arabes ont été contrariés par des contre-révolutions et des guerres civiles.

Il est fréquent d'entendre que le Moyen-Orient a besoin de dirigeants plus compétents. Pour M^{me} Shafik, le meilleur espoir de la région pour un avenir plus prospère passe par une inversion du déclin constant de l'indépendance des parlements, des tribunaux, des banques centrales, de la société civile et de la presse libre. « À long terme, le plus important pour améliorer les perspectives de la région est d'avoir des institutions fortes. Des institutions qui veillent à ce que les décideurs, quels qu'ils soient, agissent dans l'intérêt général. »

Elle exprime cependant sa confiance envers la jeunesse, l'histoire extraordinaire et l'énorme potentiel du Moyen-Orient, soulignant que les pays ont prospéré lorsqu'ils ont mené des politiques avisées. « Les lois de l'économie s'appliquent au Moyen-Orient et à l'Afrique du Nord, comme partout ailleurs », dit-elle.

Une législation qui fera date

M^{me} Shafik a passé sept ans au sein du département britannique du développement international (DFID). En 2008, elle est nommée au poste de secrétaire permanente, le plus élevé dans la hiérarchie du département. Elle supervisera la législation qui entérinera l'engagement de consacrer au moins 0,7 % du revenu national brut à l'aide publique au développement, soit un budget annuel d'environ 20 milliards de dollars.

« Nous éprouvions une immense fierté à l'époque car le DFID ne se contentait pas de consacrer de gros moyens au développement, en particulier pour les populations les plus pauvres du monde. Nous étions également un chef de file pour l'ensemble du système international et nous mobilisions les ressources d'autres pays et d'organisations internationales. »

Prédécesseur de M^{me} Shafik à la tête du DFID, Suma Chakrabarti attribue sa réussite en tant que cheffe de file à sa compréhension des motivations des gens et à sa capacité à en tirer des idées pour des réformes indispensables. Selon lui, elle a mis ces compétences au service du changement dans les pays en développement et dans toutes les institutions où elle a travaillé.

Président du Center for Global Development, Masood Ahmed a travaillé aux côtés de M^{me} Shafik à divers postes à la Banque mondiale, au FMI et au DFID. « Ce qui frappe le plus chez elle, c'est son humanité et sa sincérité », assure-t-il. Il souligne également sa faculté à véhiculer des messages fermes sans véhémence. « Son empathie indéniable lui permet de dissocier le message de la personne, et ce d'une manière tout à fait unique. »

Près de dix ans après le départ de M^{me} Shafik du DFID, le Premier ministre Boris Johnson a rattaché ce dernier au bureau des Affaires étrangères, le Foreign Office, ce qui a dilué l'engagement en matière d'aide au développement. Selon M^{me} Shafik, le succès du DFID tenait à la clarté de son objectif, à savoir réduire la pauvreté dans le monde. Ce n'est plus le cas au sein du Foreign Office, qui poursuit des objectifs géopolitiques, commerciaux et autres. « La voix et les moyens que le DFID apportait manquent cruellement au système international aujourd'hui », dit-elle.

Il est vrai que le système international et ses institutions se trouvent dans une situation délicate. Les budgets consacrés à l'aide ont été réduits, la guerre en Ukraine et les tensions géopolitiques menacent de paralyser les organisations multilatérales, et la hausse des taux d'intérêt pèse sur les pays en développement lourdement endettés.

« Les organisations internationales n'ont pas connu un contexte extérieur aussi difficile depuis la guerre froide », affirme M^{me} Shafik. Elle souligne qu'il est important que les pays continuent à préserver un espace de coopération internationale, notamment en ce qui concerne les biens publics mondiaux tels que le climat, la préparation aux pandémies et la stabilité financière. « Il est d'autant plus important d'avoir un lieu de discussion sur ces questions mondiales lorsque les voies bilatérales ne fonctionnent pas de manière efficace », précise-t-elle.

Le goût amer du Brexit

Les trois années que M^{me} Shafik a passées à la Banque d'Angleterre ont coïncidé avec le vote de 2016 en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Elle se souvient d'être entrée à 4 h du matin dans une salle de marchés bondée pour

suivre les résultats et de voir sur les écrans la livre sterling chuter au moment de l'ouverture des marchés asiatiques.

La période du Brexit a été marquée par la rancœur. Les conseils avisés de la Banque d'Angleterre sur les répercussions négatives qu'un vote en faveur de la sortie pourrait avoir sur l'économie ont conduit les partisans du Brexit à accuser l'institution d'être un agent du « *Project Fear* ». M^{me} Shafik reconnaît que les tentatives de la banque de contribuer au débat par une analyse économique rigoureuse n'ont eu qu'un « succès mitigé ». En fin de compte, le vote touchait à un enjeu beaucoup plus politique, dit-elle.

Selon elle, la plus grande contribution de la banque a été son plan d'urgence visant à maintenir la stabilité macroéconomique et financière, quelle que soit l'issue politique. « À l'ouverture des marchés à Londres, nous pouvions dire que nous avions mis en place des facilités de liquidité si une institution en avait besoin. Comme nous étions préparés et que nous avons pu rassurer les marchés, aucun soutien n'a été nécessaire. »

En 2017, M^{me} Shafik a quitté la Banque d'Angleterre pour rejoindre le monde universitaire. C'est au cours de son mandat à la présidence de la LSE (au plus fort de la pandémie de COVID-19) qu'elle a écrit *What We Owe Each Other*, son appel à repenser le contrat social. Écrirait-elle l'ouvrage différemment aujourd'hui ? La seule modification, répond-elle, serait d'ajouter un chapitre sur le contrat social international et les moyens de le renforcer.

Beaucoup de monde a été surpris de voir une personne ayant fait une grande partie de sa carrière au sein d'institutions financières internationales écrire un ouvrage sur les politiques sociales nationales. De son côté, l'intéressée estime que les gens ne seront favorables à un système mondial plus coopératif que si leur contrat social national est juste.

« Les gens doivent être convaincus qu'ils vivent au sein d'une société où l'architecture des opportunités est équitable, ce qui les rendra plus généreux à l'égard des citoyens d'autres pays », pense-t-elle. **F&D**

NICHOLAS OWEN fait partie de l'équipe de Finances & Développement.

Entre nous

La dynamique de l'intégration commerciale

Jihad Azour et **Abebe Aemro Selassie** discutent du potentiel d'un commerce unifié à travers l'Afrique

L'Afrique est à l'aube d'une nouvelle ère. Les pays du continent se sont collectivement engagés sur la voie d'une intégration commerciale accrue, avec la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) pour libérer ce potentiel et redéfinir le paysage commercial. Cette initiative ambitieuse vise à lever les barrières aux échanges et à créer un paysage commercial unifié dans toute l'Afrique.

Nous devrions saluer les dirigeants pour cette initiative qui marque une étape décisive. En réalité, il s'agit en partie d'une réaction à l'augmentation des échanges commerciaux, des investissements et des flux financiers transfrontaliers dans la région, à mesure que se renforce l'activité économique. Prenons l'exemple des flux commerciaux au sein de la Communauté de l'Afrique de l'Est. Au cours des 20 ans passés, la croissance des exportations y a tout simplement été extraordinaire, multipliée par plus de huit et dépassant de loin le taux de croissance de ses exportations vers le reste du monde.

Changer la donne

Lancée en janvier 2021, la ZLECAf offre aux pays africains une occasion inédite de réaliser pleinement leur potentiel économique en éliminant les obstacles au commerce et en améliorant l'environnement commercial au sens large. Les droits à l'importation en Afrique sont supérieurs à ceux d'autres régions

(6% en moyenne) ; les mesures non tarifaires représentent l'équivalent d'un droit à l'importation de 18%. L'environnement commercial (infrastructures de transport et de télécommunications, accès au financement, procédures douanières) reste également source de difficultés.

En réduisant les obstacles au commerce, la ZLECAf pourrait stimuler la croissance économique, créer des emplois et rehausser les niveaux de vie sur tout le continent. Les gains d'une intégration commerciale accrue seront amplifiés si la réduction des barrières tarifaires et non tarifaires envisagée dans le cadre de la ZLECAf s'accompagne de réformes visant à améliorer l'environnement commercial. Les échanges médians de marchandises à l'intérieur de l'Afrique pourraient augmenter de 53%, ce qui serait considérable, tandis que ceux avec le reste du monde pourraient croître de 15% à long terme, une fois les réformes pleinement appliquées. Ces chiffres se traduiraient par des résultats tangibles : le PIB réel par habitant du pays africain médian augmenterait de plus de 10%, et 30 à 50 millions de personnes sortiraient de l'extrême pauvreté.

Au-delà des marchandises, la ZLECAf offre de réelles possibilités de diversifier le panier des exportations et de promouvoir le commerce des services. Une infrastructure commerciale plus solide et un meilleur accès au financement stimuleraient les exportations de services d'environ 50%, ce qui permettrait aux pays africains de tirer parti de la hausse de la demande mondiale de services à forte intensité de compétences et à haute valeur ajoutée. Actuellement, la part des services dans les exportations totales de l'Afrique est faible, et les services traditionnels dominent le marché. Mais le passage au numérique et les avancées technologiques permettent de remodeler le secteur et d'exploiter des secteurs émergents, notamment celui des télécommunications. Si l'Afrique s'adapte à ces tendances, elle sera mieux à même de renforcer sa compétitivité sur le marché mondial des services et de parvenir à une croissance économique durable.



JIHAD AZOUR et **ABEBE AEMRO SELASSIE** dirigent chacun un département du FMI : le département Moyen-Orient et Asie centrale pour le premier et le département Afrique pour le second.

La ZLECAf permet aussi aux pays africains d'accéder aux chaînes de valeur régionales et mondiales, étape essentielle vers la diversification économique et l'industrialisation. Si les exportations du continent restent fortement axées sur les produits de base, le commerce régional est bien plus diversifié. Des initiatives comme la délocalisation de la fabrication de textiles par des détaillants sud-africains vers les pays voisins illustrent le potentiel de construction de chaînes de valeur régionales. En intensifiant ces efforts et en exploitant les possibilités qu'offre la ZLECAf, les pays africains peuvent tirer parti de leurs avantages comparatifs, stimuler l'innovation, et accroître la résilience et la diversification de leur économie.

Sur fond de rapides mutations technologiques et d'évolution de l'économie mondiale, l'intégration commerciale peut renforcer la résilience de l'Afrique face aux chocs et la placer sur une trajectoire de réussite à long terme. Le passage au numérique, par exemple, peut faire chuter les coûts des échanges commerciaux en rationalisant les procédures douanières et en facilitant les paiements transfrontaliers. Des systèmes électroniques de suivi des cargaisons et de paiement en nuage donnent un aperçu de la capacité des technologies à améliorer l'efficacité du commerce. La diversification des destinations d'exportation permettrait en outre de réduire les risques liés à l'évolution de la structure du commerce mondial et d'accroître la résilience économique.

S'adapter au paysage commercial

Si cette perspective d'intégration commerciale semble prometteuse, il faut toutefois prendre conscience des défis à surmonter.

Le vaste potentiel de l'Afrique nécessite un solide réseau d'infrastructures. Des systèmes de transport inadéquats, un accès restreint à une énergie fiable et des déficiences logistiques entravent la circulation efficace des marchandises. Pour renforcer les liens régionaux et faciliter les flux commerciaux, il est impératif d'investir massivement dans les infrastructures.

Malgré la conclusion d'accords commerciaux sous-régionaux, des barrières non tarifaires (inefficacités douanières, disparités réglementaires) persistent et freinent

la circulation des biens et services. Il est indispensable de simplifier les démarches numériques, de normaliser les procédures douanières et les certifications de produits, et d'harmoniser les cadres réglementaires pour fluidifier les échanges continentaux.

La fracture numérique met à mal le commerce des biens et des services en Afrique. Les limites de l'infrastructure numérique et l'accès insuffisant à des services Internet abordables entravent le commerce transfrontalier et électronique. Pour tirer parti de la puissance du commerce numérique, il est essentiel d'investir dans la connectivité et le numérique.

Les entreprises, en particulier les PME, se heurtent souvent à des difficultés d'accès au financement, ce qui restreint leur participation au commerce régional. Le prix moyen d'une lettre de crédit dans les pays d'Afrique de l'Ouest, par exemple, équivaut à 2 à 4 % de la valeur de la transaction, ce qui est beaucoup plus élevé que le taux de 0,25 à 0,5 % observé dans les pays avancés. La promotion de l'inclusion financière et la mise à disposition d'options de crédit abordables pour les entreprises pourraient stimuler leur croissance et faciliter leur participation au commerce intra-africain.

Pour que la main-d'œuvre croissante en Afrique saisisse toutes les possibilités qu'offre l'intégration commerciale, les pouvoirs publics doivent investir dans l'enseignement et le développement des compétences, et mettre en place de solides mesures de protection sociale des groupes les plus vulnérables. Alors que le passage au numérique avance dans de nombreux secteurs, des programmes de formation ciblés visant à doter la main-d'œuvre de compétences numériques pourraient permettre à l'Afrique de tirer parti de l'essor de l'économie numérique. Il est capital de protéger les personnes lésées par la transition vers une croissance plus forte afin d'assurer un développement inclusif et durable. Il convient de renforcer les dispositifs de protection sociale en ciblant les plus vulnérables de manière efficace et durable sur le plan budgétaire.

Le continent peut relever ces défis en investissant massivement dans le capital physique et humain, ce qui n'est pas chose facile compte tenu du resserrement actuel des conditions de financement. Les pays africains sont déjà très endettés, et les

répercussions économiques de la pandémie de COVID-19 et de la guerre menée par la Russie en Ukraine (qui a alimenté l'inflation et entraîné un durcissement des politiques monétaires au niveau mondial) n'ont fait qu'aggraver la situation. Les autorités africaines doivent trouver un équilibre délicat entre investir dans les infrastructures essentielles et faire preuve de prudence dans la gestion de leur dette afin d'en assurer la viabilité.

En outre, pour attirer les investissements, les pouvoirs publics doivent favoriser la mise en place d'une économie robuste et d'un climat des affaires caractérisé par des politiques judicieuses, une gouvernance efficace et une bureaucratie moindre. Des partenariats avec la communauté internationale et le secteur privé permettraient de générer les recettes nécessaires aux projets d'infrastructure.

À terme

En s'engageant sur la voie de l'intégration commerciale, l'Afrique est prête à exploiter son immense potentiel économique. La pleine mise en œuvre de la ZLECAf, conjuguée à un développement des infrastructures, des investissements dans le capital humain et des mesures visant à combler la fracture numérique, constituerait un tournant pour l'intégration commerciale en Afrique. Afin d'en tirer pleinement parti, les pouvoirs publics africains, les acteurs du secteur privé et les partenaires internationaux doivent conjuguer leurs efforts pour combler le manque d'infrastructures, lever les obstacles réglementaires et favoriser un environnement commercial viable. Avec des politiques adaptées et une détermination collective, l'Afrique peut tirer parti de l'intégration commerciale en vue d'encourager le développement durable et d'offrir un avenir prospère à sa population.

Alors que le continent se positionne pour devenir une plaque tournante dynamique du commerce, les bénéfices s'étendront au-delà de ses frontières, ce qui sera favorable pour le commerce et les économies du monde entier. La marche vers l'intégration commerciale en Afrique n'est pas seulement une occasion de croissance économique, mais aussi un signe de la détermination du continent à tracer sa propre voie vers la prospérité et l'inclusion. **F&D**

Comment adopter l'intelligence artificielle



Joshua Gans estime que pour apprécier le potentiel et les risques de l'intelligence artificielle, il faut la mettre à la disposition du public

Dans un entretien avec Marjorie Henriquez de F&D, Joshua Gans, coauteur de *Power and Prediction: The Disruptive Economics of Artificial Intelligence*, évalue l'impact de l'intelligence artificielle (IA) sur l'économie, réfute les craintes exagérées au sujet des nouvelles technologies et analyse le défi posé par la désignation d'un organe ayant autorité sur le plan éthique. Il examine aussi les raisons pour lesquelles il conviendrait de rendre l'IA accessible par des moyens concurrentiels et de la commercialiser à grande échelle.

F&D : Pendant des années, les économistes ont étudié en profondeur les effets de l'automatisation, comme la production à la chaîne, sur l'emploi et l'économie. En quoi cette

dernière vague d'IA diffère-t-elle des formes précédentes d'automatisation ?

JG : Les vagues précédentes d'automatisation portaient sur des tâches essentiellement physiques, alors que l'IA offre la possibilité d'automatiser des tâches cognitives. Toutefois, même cette distinction peut être trompeuse. L'automatisation telle qu'on l'a connue par le passé, à savoir l'exécution de tâches physiques par des machines, portait sur une activité que réalisait un être humain et qui nécessitait non seulement des interactions physiques, mais aussi, systématiquement, l'expression cognitive d'une intention et sa mise en application. La révolution des technologies de l'information s'est quant à elle traduite par l'automatisation des processus cognitifs de bien des tâches, notamment celles de calcul.

La différence principale réside davantage dans la capacité d'une machine à

interagir dans des environnements variables et non normalisés. Ainsi, s'il a été possible de fabriquer une machine capable de prendre un objet spécifique à un endroit donné et de le transporter à un autre endroit, l'IA recèle le potentiel de ramasser et déplacer un objet aléatoire qui ne se trouve pas en un lieu précis. Cet acte requiert de l'intelligence situationnelle. Il s'ensuit que s'il existe une propriété de l'IA qui surpasse les autres, c'est la capacité d'automatiser des tâches dans des contextes plus diversifiés.

F&D : Si l'on se projette dans les cinq prochaines années, quelles seront, d'après vous, les répercussions les plus importantes de l'IA sur la productivité, l'emploi et les inégalités de revenus ?

JG : À ce stade, les faits montrent que lorsque l'IA est employée dans des tâches professionnelles, elle fait souvent appel à des outils permettant à des personnes moins qualifiées et moins expérimentées d'obtenir des résultats comparables à ceux de personnes plus qualifiées et plus expérimentées. À titre d'exemple, des outils de prédiction de la demande indiquant les endroits où les taxis sont susceptibles d'effectuer plus de courses à un moment donné ont été lancés à Tokyo : ils permettent aux chauffeurs moins aguerris de perdre moins de temps à chercher des clients, alors qu'ils n'ont guère amélioré la productivité des chauffeurs expérimentés.

On peut en déduire que les primes de compétence diminueront dans certaines professions et que les possibilités d'emploi s'ouvriront à un plus grand nombre de personnes. Cette évolution tendra à accroître la productivité, à augmenter le niveau d'emploi et à réduire les inégalités de revenus, du moins dans certaines tranches de la répartition des revenus. Au-delà des cinq prochaines années, il est plus difficile de formuler des prévisions.

F&D : Quels sont les aspects essentiels de l'IA qui, à votre avis, suscitent une attention excessive ou insuffisante dans les discussions actuelles sur son impact ?

JG : Les changements se produisent à une vitesse telle que je ne saurais le dire !

Cela étant, cet essor s'est accompagné d'une quantité inhabituelle de préoccupations et d'inquiétudes quant aux conséquences négatives qui pourraient découler de l'utilisation de l'IA générative. D'une certaine manière, cela en dit long sur son succès. Les grands modèles de langage (LLM) comme ChatGPT ou Bard sont capables d'effectuer des tâches d'écriture plus rapidement et efficacement que les êtres humains. L'art génératif permet de produire des images pour lesquelles il aurait fallu des jours ou encore plus de temps avec les outils actuels. L'impulsion donnée aux tâches de codage est quant à elle phénoménale. Devant toutes ces réussites, certains extrapolent et prévoient que les êtres humains seront remplacés dans ces tâches, et ce de manière trop rapide.

La question que nous nous posons pour l'instant est de savoir s'il aurait mieux valu ne réaliser aucune de ces inventions ou, du moins, ralentir leur adoption afin de nous donner le temps

d'en évaluer les conséquences. La précaution peut motiver une telle démarche, mais il convient de la mettre en balance avec les pertes de productivité qu'entraîne une adoption lente. Qui plus est, il est impossible de connaître les conséquences négatives en question sans mettre ces inventions à la disposition du public.

D'une manière générale, je pense donc que l'angoisse est exagérée en ce sens qu'il s'agit plus de vagues spéculations que d'un constat fondé sur des éléments clairs, voire moins clairs. Cette réaction est à mettre en parallèle avec les améliorations de la productivité qui sont bien réelles et perceptibles. Elle donne à penser que la bonne attitude à avoir pour le moment est de « laisser faire ».

Néanmoins, si l'un des avantages de cette attitude est la découverte des éventuelles conséquences négatives, il nous incombe de surveiller ces conséquences, d'en déterminer les causes et d'envisager l'expérimentation d'interventions des pouvoirs publics susceptibles de les atténuer. La rapidité offre des avantages, mais elle suppose aussi de travailler plus intensément à l'obtention des meilleurs résultats.

F&D : Quelles sont les implications de l'IA pour des organisations comme le FMI, dont la mission est de favoriser la croissance et la prospérité des pays ? De quelle manière l'IA peut-elle aider ces organisations à atteindre leurs objectifs et à accompagner les pays dans leur évolution économique ?

JG : Dans ce cas, c'est la stratégie habituelle qui s'applique. Il convient de fournir l'IA dans des conditions de concurrence optimales et de la rendre disponible le plus largement possible (en la commercialisant) afin qu'elle puisse être mise en œuvre partout où elle est susceptible d'accroître la productivité dans le monde. En d'autres termes, la mission serait identique à celle des programmes visant à encourager l'accès aux technologies de l'information et à Internet.

F&D : Compte tenu de la nature complexe de l'IA et des considérations éthiques qu'elle implique, quelles sont les entités ou les parties prenantes les mieux placées pour assumer la responsabilité de réglementer l'IA et de fournir des orientations sur les aspects éthiques ?

JG : Cette question est très difficile. Si les questions éthiques étaient claires, il serait possible de désigner une institution établie, qu'elle soit législative ou juridique, qui exercerait l'autorité suprême en la matière. Or, les questions éthiques sont loin d'être claires. Même les questions de discrimination qui pourraient se poser sont complexes. Je crois qu'il sera plus facile de reprogrammer l'IA de sorte qu'elle soit moins discriminatoire que les êtres humains. Mais plus que jamais, l'IA a besoin d'orientations fortes de la part des pouvoirs publics permettant d'impulser les changements nécessaires. **F&D**

JOSHUA GANS est professeur de gestion stratégique et titulaire de la chaire Jeffrey S. Skoll d'innovation technique et d'entrepreneuriat à la Rotman School of Management de l'Université de Toronto.

Notes de lecture

Grand angle sur les inégalités

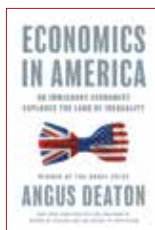
Vivek Arora

LE NOUVEAU livre d'Angus Deaton repose sur ses écrits de vulgarisation rédigés au fil des ans et s'articule autour de la question des inégalités aux États-Unis. « Je ne perds jamais de vue les inégalités quand j'écris au sujet de la santé, des retraites, des marchés boursiers et de la pauvreté, ici ou à l'étranger », affirme-t-il. Il partage son point de vue d'économiste immigré qui a grandi dans la tradition économique de Cambridge avant d'arriver aux États-Unis dans les années 80 et de remporter le prix Nobel en 2015, entre autres distinctions.

L'accroissement des inégalités le préoccupe avant tout. Sur le plan des revenus, il se traduit par un fossé entre les « élites » et le reste de la population ; sur le plan social, par une dégradation de la situation des laissés-pour-compte de la mondialisation, des politiques publiques et des avancées technologiques, à l'image de la hausse de la mortalité chez les travailleurs moins instruits : les « morts de désespoir » qu'il décrivait avec Anne Case. Selon lui, le manque d'attention porté au changement climatique est aussi une forme d'inégalité qui néglige le bien-être des générations futures.

Il estime que les économistes devraient élargir leur définition du bien-être, tel que l'entendait Adam Smith, au-delà des revenus et de la richesse pour englober la valorisation du travail, de la famille et de la communauté. Ils devraient trouver un équilibre entre la tendance à se concentrer sur l'efficacité et l'attention portée à l'équité, et ils devraient tenir mieux compte de la capacité des pouvoirs publics à lutter contre les inégalités.

Concernant le rôle des politiques publiques, l'auteur souligne l'importance



**ECONOMICS
IN AMERICA**
An Immigrant
Economist Explores
the Land of
Inequality

Angus Deaton

Princeton University
Press

Princeton, New Jersey,
États-Unis, 2023,
280 pages, 24,95 dollars

que les marchés soient concurrentiels selon la définition de Kenneth Arrow, et non pas seulement « libres », pour produire des résultats sociaux satisfaisants. En l'absence de concurrence, à cause notamment de monopoles ou de monopsones qui provoquent artificiellement des hausses de prix ou des baisses de salaires, les marchés peuvent produire des résultats systématiquement favorables à certaines catégories de la population.

M. Deaton note que, dans les faits, l'ajustement aux chocs est plus difficile que les discours des décideurs ne le laissent penser. Il voit les inégalités raciales et éducatives comme des éléments déterminants du paysage social. Les personnes déplacées par les forces mondiales ou la technologie ont souvent du mal à trouver du travail en raison des exigences de diplômes et du coût prohibitif du logement dans les grandes villes. En parallèle, les filets de protection sociale sont effilochés, ce qui augmente les difficultés pour les personnes pauvres et peu instruites.

Face aux inégalités, M. Deaton exhorte les décideurs à ne pas seulement se concentrer sur la redistribution, qui connaît des limites pratiques et conceptuelles, mais aussi sur la « pré-distribution » dans des

domaines tels que l'éducation et la santé qui influencent la façon dont le marché détermine la répartition des revenus avant impôts et transferts. Dans certains cas, l'augmentation du salaire minimum peut améliorer la qualité de vie des travailleurs à faible revenu sans faire avancer le chômage.

Selon M. Deaton, l'intervention des pouvoirs publics est nécessaire pour réduire les coûts liés aux soins de santé ainsi que la pauvreté, et garantir des prestations de retraite plus fiables. Sur le marché de la santé, des facteurs tels que l'asymétrie d'information sur les prix et les procédures entravent la concurrence. Dans ces conditions, l'auteur affirme que trop compter sur les forces du marché engendre de grandes inégalités quant à l'accès aux soins et à leur coût, ainsi qu'un déficit de qualité par rapport aux autres pays riches.

M. Deaton préfère la solution collective aux stratégies individuelles s'agissant des prestations de retraite et de leur financement. En effet, les risques de marché sont élevés et la plupart des gens n'ont pas les moyens d'y faire face. Pour ceux qui les calculent mal ou n'ont pas de chance, les conséquences sont catastrophiques. Il affirme que les pouvoirs publics doivent traiter la pauvreté chez eux, car ils sont redevables envers leurs propres citoyens qui payent des impôts, travaillent et servent leur pays, mais aussi dans le reste du monde, bien qu'il ne considère pas l'aide internationale comme une solution durable.

Les critiques du système économique paraîtront radicales à certains et elles occultent la flexibilité politique et intellectuelle développée pendant et après la crise financière mondiale, notamment par le FMI sous l'égide de son conseiller économique de l'époque, Olivier Blanchard.

Ce livre est informatif, car il traite un large éventail de sujets ; convaincant en raison de l'autorité incontestable et de la grande expérience de M. Deaton, et agréable à lire grâce à sa plume élégante. **F&D**

VIVEK ARORA, directeur adjoint,
bureau indépendant d'évaluation du FMI.

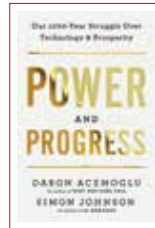
Longue vie et prospérité

Prakash Loungani

IMAGINEZ qu'un travailleur sur le point d'être remplacé par un robot s'entende dire : « Réjouis-toi, ton arrière-arrière-arrière-petit-fils bénéficiera de ces progrès technologiques. Malheureusement, toi, tes enfants et leurs enfants vivrez des moments difficiles, mais ne te comporte pas comme un égoïste réfractaire au progrès et n'entrave pas la prospérité future ». C'est en substance ce qui est arrivé aux ouvriers du textile durant les premières décennies de la Révolution industrielle, lit-on dans *Power and Progress* de Daron Acemoglu et Simon Johnson. Le recours à de nouvelles technologies et machines « n'a pas augmenté les revenus des salariés pendant près d'un siècle, écrivent-ils, au contraire, comme les ouvriers du textile en ont brutalement pris conscience par eux-mêmes, la durée du travail s'est allongée et les conditions de vie ont été terribles, dans les usines comme dans les villes surpeuplées. » Les mineurs de charbon, y compris des enfants, travaillaient dans des conditions encore plus déplorables.

La Révolution de l'information est comparable aux premières décennies de la Révolution industrielle, affirment les auteurs. Depuis 1980, sous l'effet conjugué de la mondialisation et de l'automatisation, nous avons accès à un éventail extraordinaire de nouveaux produits, ce qui est en partie possible grâce à la création de chaînes d'approvisionnement mondiales. Les deux phénomènes « se sont renforcés l'un l'autre, déclenchés tous deux par une même volonté de réduire les coûts de main-d'œuvre et de mettre en touche les travailleurs ». En conséquence, les salariés, notamment les ouvriers peu qualifiés des pays avancés, n'ont pas partagé les fruits de la prospérité, d'où l'émergence de sociétés à deux vitesses. Aux États-Unis par exemple, « les salaires réels de la plupart des travailleurs ont à peine augmenté » depuis 1980. Seuls 50 % des enfants nés en 1984 aux États-Unis gagnaient plus que leurs parents, contre 90 % de ceux nés en 1940. Les conditions de travail ne sont peut-être pas aussi déplorables que pendant la Révolution industrielle ; pour autant, l'absence de débouchés a causé de nombreuses « morts de désespoir », pour citer les économistes Anne Case et Angus Deaton. Dans bon nombre de pays, la part du travail dans le revenu national a diminué, allant de pair avec une augmentation de celle du capital.

Heureusement, des cas de partage plus global des fruits du progrès technologique ont aussi été recensés par le passé, ce que les auteurs appellent « prendre le train de la productivité ». Cela se produit lorsque, fortuitement ou délibérément, la technologie accroît la productivité des travailleurs, plutôt que d'évincer tout simplement ces derniers, ce qui crée une multitude de nouveaux emplois. Cette tendance nécessite que les salariés trouvent des solutions pour s'approprier une part de la nouvelle prospérité. Après des débuts médiocres, la Révolution industrielle a finalement pris cette tournure. Ce résultat a été obtenu à mesure que



POWER AND PROGRESS
Our 1000-Year Struggle Over Technology and Prosperity

Daron Acemoglu
et Simon Johnson

PublicAffairs

New York, NY,
2023, 560 pages,
32 dollars

l'on a pris conscience « qu'au nom du progrès, une grande partie de la population s'appauvriissait » et que les ouvriers se sont syndiqués pour exiger de meilleurs salaires et conditions de vie. Ainsi, au Royaume-Uni par exemple, entre 1840 et 1900, les salaires ont augmenté de plus de 120 %, soit plus que la productivité (90 %).

Les trois décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale ont aussi été une ère de prospérité partagée. Les nouvelles technologies adoptées à cette période n'étaient pas essentiellement destinées à réaliser des économies via l'automatisation. Elles ont été à l'origine de « multiples tâches, produits et possibilités inédits ». Les salariés se sont regroupés dans des syndicats afin de recevoir leur juste part des profits. La part du travail dans le revenu national a ainsi augmenté durant cette période, signe que les technologies étaient adaptées aux besoins des travailleurs et que les employeurs partageaient les bénéfices engrangés.

Les prochaines décennies seront-elles marquées par une prospérité partagée ou par une poursuite de l'évolution vers des sociétés à deux vitesses ? D. Acemoglu et S. Johnson concluent : « il est tard, mais peut-être pas trop tard » pour changer de cap. Le dernier chapitre ne manque pas d'énumérer les mesures, plus d'une dizaine au total, que les sociétés peuvent prendre pour y parvenir : du « démantèlement des géants du numérique » à une « réforme de l'Université ». La mesure la plus importante au regard des propres faits historiques des auteurs est « l'organisation des salariés », la question étant de savoir si les travailleurs seront aptes et habilités à se syndiquer afin d'améliorer leurs salaires et conditions de travail. Les données recueillies pour le moment ne sont pas explicites. Si la syndicalisation a légèrement progressé dans de nombreux pays, ces tentatives se sont heurtées à l'opposition d'entreprises et ont échoué pour beaucoup d'entre elles. Les auteurs auraient pu lancer « Travailleurs du monde entier, unissez-vous ! » si ce slogan n'avait pas déjà été utilisé. **F&D**

PRAKASH LOUNGANI dirige la master d'économie appliquée à l'Université Johns Hopkins.

Objectif planète rouge

Analisa R. Bala

Les Émirats arabes unis honorent le visionnaire à l'initiative de l'ambitieux programme spatial du pays



Troisième édition du billet de 1 000 dirhams des Émirats arabes unis

EN 2020, QUELQUES MOIS APRÈS le début de la pandémie de COVID-19, l'agence spatiale des Émirats arabes unis a lancé sa première mission sur Mars, prouesse illustrée sur le nouveau billet de 1 000 dirhams de la troisième émission par les ÉAU. L'engin spatial, baptisé « Al-Amal » (*Espoir*), a été le premier d'un pays arabe à atteindre la planète rouge. Il est actuellement en orbite pour une année martienne, soit l'équivalent de 687 jours terrestres, et donnera aux scientifiques une photographie très précise de l'atmosphère martienne.

Le pays est le cinquième à atteindre Mars, et seulement le deuxième au monde (après l'Inde) à réussir à placer une sonde en orbite dès la première tentative, six ans seulement après avoir créé une agence spatiale. Omran Sharaf, responsable du projet de mission à destination de Mars, a expliqué la motivation du pays dans une conférence TEDx en 2019. « L'ère du pétrole ne s'achèvera pas en raison de l'épuisement des ressources, a-t-il précisé, elle prendra fin à cause du progrès... C'est une question de survie. »

L'objectif des ÉAU est à terme de devenir le premier pays à établir une colonie durable sur la planète rouge au cours des 100 années à venir, projet inspiré par le fondateur des ÉAU, feu Sheikh Zayed bin Sultan Al Nahyan. Animé par l'ambition de faire du pays un centre de recherche et d'innovation spatiales, ce dernier a investi massivement dans les sciences. Tout au long des années 70, il a rencontré des astronautes de plusieurs

des missions Apollo et s'est même fait offrir un échantillon de pierre lunaire par le Président des États-Unis Richard Nixon.

En hommage à ces efforts, le billet de 1 000 dirhams représente le Sheikh Zayed observant la navette spatiale *Espoir* des ÉAU, et la bande métallisée de sécurité contient le portrait d'un astronaute au recto et au verso. Le billet a récemment été désigné « Meilleur nouveau billet de banque » lors de la conférence High Security Printing de l'industrie pour la région Europe, Moyen-Orient et Afrique, pour son graphisme et ses caractéristiques de sécurité de pointe. Il a été mis en circulation en décembre 2022, mois au cours duquel les ÉAU sont à nouveau entrés dans l'histoire en lançant la première astromobile lunaire du monde arabe.

La réussite du programme spatial envoie un message à la jeunesse de la région, ce qui était un objectif du Sheikh Zayed, qui souhaitait transmettre aux jeunes son amour pour la science. Environ 90 % des membres de l'équipe émiratie de la mission à destination de Mars sont âgés de moins de 35 ans, et un tiers sont des femmes. « Si les ÉAU sont capables d'atteindre Mars en moins de 50 ans », a indiqué Omran Sharaf, « vous [les jeunes] pouvez faire *beaucoup* plus. » **F&D**

ANALISA R. BALA fait partie de l'équipe de rédaction de *Finances & Développement*.

AREAER Online

The Comprehensive Tool For Exchange Arrangements & Restrictions



DATABASE BENEFITS



EXCHANGE RATES CLASSIFICATION

Leverage database that includes officially announced and de facto exchange rate arrangements of IMF member countries.



RULES AND RESTRICTIONS

Review requirements and limitations tied to current international payments/receipts and transfer activities.



CAPITAL CONTROLS

Description of regulations influencing both inward (by nonresidents) and outward (by residents) capital flows.



CUSTOM QUERIES

Analyze cross-country data across various categories of information dating back to 1999.



PUBLICATIONS

Global economics at your fingertips
IMF.org/pubs



IMF PUBLICATIONS ON THE GO

FEATURED TITLES
Scan QR Codes to Download



PUBLICATIONS

Global economics at your fingertips
[IMF.org/pubs](https://www.imf.org/pubs)